LES COLLECTIONS DE

l'Histoire

De la Perse à l'Iran

de Cyrus à Ahmadinejad

Et aussi : Il était une fois la Poste

JANVIER - MARS 2009 - DOM/S 7.60 € - TOM/S 990 XPF - BEL 7.60 € - LUX 7.60 € - ALL 7.95 € - ESP 7.60 € - GR 7.60 € - ITA 7.60 € - PORT.CONT 7.60 € - CAN 9.95 $CAN - CH 13.20 FS - MAR 65 DH - TUN 7.5 TND - MAY 9 € - ISSN 0182-2411

Des animaux et des hommes

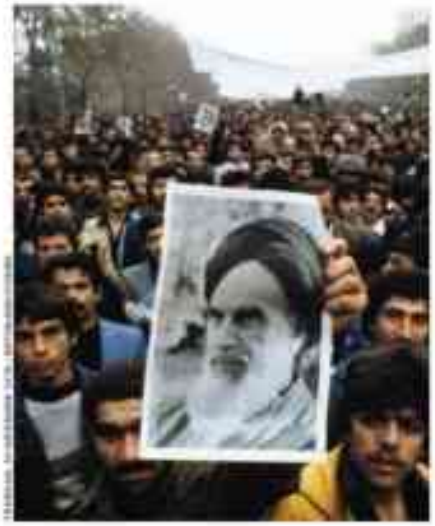
Comment on a domestiqué le cheval

Notre cousin le cochon

Le bestiaire enchanté du Moyen Age

actuellement en kiosque

En couverture : Ispahan, Tchehil Soutoun, fresque d'époque safavide, Shah Abbas en compagnie d'un courtisan (détail du courtisan) ; Bridgeman-Giraudon.



Le 16 janvier 1979, le dernier shah d'Iran quittait le pays pour l'exil. Deux semaines plus tard, l'ayatollah Khomeyni arrivait à Téhéran par un vol spécial d'Air France, soulevant un immense espoir dans le pays. Le 11 février, l'ancien régime était balayé et la radio annonçait triomphalement : « *Ici la voix de la Révolution islamique.* » Libéraux, marxistes, religieux, intellectuels, jeunes, nationalistes… tous s'étaient ralliés à l'homme au turban. L'illusion libérale n'a duré que quelques mois. L'anniversaire de la révolution nous fournit l'occasion de ce numéro des *Collections de L'Histoire* « De la Perse à l'Iran ». Pour la première fois, nous traitons dans la longue durée l'histoire de cette très ancienne et fascinante civilisation, dont l'influence a rayonné sur tout le Proche-Orient, l'Asie centrale et l'Inde.

Parce que l'actualité nous y invite, nous avons choisi de consacrer l'ouverture de ce numéro à l'un des premiers grands services publics de l'histoire de notre nation : la poste, dont le statut est aujourd'hui remis en cause. Son efficacité fut longtemps considérée comme un baromètre de la bonne santé de l'État et de sa volonté de servir les citoyens avec équité. Son histoire nous fait comprendre pourquoi elle est si aimée. Pourvu que ça dure…

LES COLLECTIONS DE
l'Histoire
www.histoire.presse.fr

3 Avant-propos

4 Sommaire

DOCUMENT

La poste

6 Le temps de la poste à cheval
par **Joël Cornette**
12 « Une entreprise publique modèle »
entretien avec **Muriel Le Roux**

A BIENTÔT DANS PRISE DE

Ce numéro comporte deux encarts jetés : L'Histoire (Français France et export, hors Belgique et Suisse) et Edigroup (Français Belgique et Suisse).

Toute l'actualité de l'histoire sur www.histoire.presse.fr

SOMMAIRE

Détail d'une frise du palais de Tchehil Soutoun à Ispahan, conquérant safavide, peso Pere Ismaël

24 De la Perse à l'Iran

PREMIER CHAPITRE. Premiers empires
28 L'empire de Cyrus le Grand *entretien avec* **Pierre Briant**
30 A la cour du Roi des Rois *par* **Pierre Briant**
36 Les disciples de Zarathoustra *entretien avec* **Clarisse Herrenschmidt**
40 Alexandre, successeur des Achéménides *par* **Pierre Briant**
46 Le temps des Sassanides *entretien avec* **Philip Huyse**

DEUXIÈME CHAPITRE. De l'Islam à la nation
52 Une province de l'Islam *entretien avec* **Gabriel Martinez-Gros**
58 La prise d'Ispahan par Tamerlan *par* **Jean-Paul Roux**
62 La splendeur des Safavides *par* **Yves Porter**
66 La modernisation manquée *par* **Yann Richard**

TROISIÈME CHAPITRE. La révolution islamique
74 La prise du pouvoir par l'ayatollah Khomeyni *par* **Yann Richard**
86 Géopolitique d'une puissance régionale *entretien avec* **Thérèse Delpech**

94 Lexique - 96 Chronologie

Les chevaux de la poste étaient déclarés publics et marqués au chiffre du roi. Ci-dessus : Courrier de Charles Perrault, 1736 (musée de la Poste).

Le temps de la poste à cheval

L'avenir de la poste comme service public est en question. C'est au milieu du XVe siècle qu'est née cette grande administration nationale. D'abord réservée au pouvoir royal, elle s'est peu à peu étendue aux particuliers.

Par **Joël Cornette**

L'AUTEUR
Professeur d'histoire moderne à l'université Paris-VIII, Joël Cornette est membre du comité de rédaction de L'Histoire. Il a récemment publié, parmi ses derniers ouvrages, Le Marquis et le régent. Une conspiration bretonne à l'aube des Lumières (Tallandier, 2008).

C'est en Louis XI, surnommé l'« *universelle araignée* » par ses détracteurs, tant sa politique paraissait tortueuse, qui, le premier, tissa la toile d'un réseau postal dans le royaume de France : une ordonnance, en date du 19 juin 1464, mettait en place sur tous les grands chemins des dépôts de chevaux, ancêtres des relais de postes, pourvus de harnais et prêts au départ. Ces dépôts étaient établis de sept lieues en sept lieues, soit tous les 28 kilomètres, d'où les fameuses « bottes de sept lieues » qui inspirèrent Charles Perrault.

Des « *maîtres tenant les chevaux courants pour le service du roi* » étaient placés sous les ordres d'un « *conseiller grand maître des courriers de France* ». Des courriers parcouraient ces grands chemins à vive allure, en changeant de chevaux à chaque relais. Ils étaient accompagnés d'un postillon dont la taille des bottes était impressionnante – celui-ci était chargé de guider les coursiers jusqu'au relais suivant et de ramener les chevaux fourbus à leur relais d'origine.

A cette époque où la réception et l'émission des dépêches fondaient l'exercice même de la souveraineté, les postes étaient exclusivement réservées au service de l'État royal, car gouverner signifiait d'abord s'assurer la pleine maîtrise de la circulation du courrier de la monarchie : au temps de Charles IX encore, le « *grand maître des postes* », à la cour, avait pour charge principale de porter les dépêches aux quatre secrétaires d'État qui devaient les remettre à Catherine de Médicis, sans les ouvrir. Datée du 23 octobre 1563, une ordonnance royale est très claire sur ce point : « *Aussi veut et entend que dorénavant quand il se tiendra des paquets, nul n'en approche sans y être appelé* [...]. *Et que tous les paquets et lettres pour le service du roi soient portés entre les mains des secrétaires selon leur département, sans les porter ailleurs, lesquels les apporteront tous fermés à la reine qui après les fera voir au roi.* » Au conseil du roi étaient lues, comme le précise l'historiographe de France Bernard de Girard, sieur du Haillan, « *les lettres qui viennent des ambassadeurs, des gouverneurs et des capitaines des frontières* », et « *résolues et commandées aux secrétaires d'État les dépêches et les dons et bienfaits accordés, les rôles et expéditions d'ouvrage et signés de la main du roi* ».

Pour échanger nouvelles et objets, les particuliers utilisaient une autre institution : les messageries qui avaient été établies depuis la fin du XIIIe siècle par l'Université de Paris afin de transporter les jeunes gens qui venaient y faire leurs études, mais aussi pour porter l'argent, les lettres ou les paquets destinés à ceux qui étaient installés loin de chez eux. Ces « messagers », placés sous la protection de l'Université, inspiraient une grande confiance et assuraient aussi les échanges de courrier entre d'autres particuliers. C'est pourquoi plusieurs chartes et ordonnances royales confirmèrent à l'Université le monopole des « messageries » : en 1383, par exemple, une ordonnance de Charles VI stipule que chaque diocèse sera desservi par un messager d'université.

La profession, cependant, était vulnérable : ces messagers étaient souvent détroussés par des voleurs de grand chemin ou emprisonnés pour être « départis » de leurs messages... C'est sans doute en raison de leur vulnérabilité qu'il y eut, au temps des guerres de Religion (1562-1598), une entorse à ce monopole de l'Université. En 1576, durant le règne d'Henri III, des offices de messagers royaux furent créés pour le transport des sacs de procès civils et criminels (ils contenaient les pièces, souvent nombreuses, des procédures de justice). On les autorisa en même temps à prendre les lettres des particuliers. C'était la première ébauche d'un service public de la poste, mais il coûtait très cher et n'était accessible qu'aux plus riches.

> *Sur les grands chemins, des dépôts de chevaux toutes les sept lieues*

EN 1597, LA POSTE AUX LETTRES

Parallèlement – et il s'agissait là d'une initiative privée –, une certaine dame de Fontaines, par contrat du 8 juillet 1580, eut « *la propriété par engagement de tous les coches et carrosses publics* ». Ces coches (grandes voitures tirées par des chevaux)

Abraham et le messager, manuscrit français du XIVe siècle (Bibliothèque nationale de France). Dès 1464, une ordonnance de Louis XI mettait en place les premiers relais de poste.

Dès la fin du XVIe siècle, la création de relais de poste aux chevaux permet d'augmenter la vitesse d'acheminement des lettres

et voitures publics transportaient des voyageurs, des marchandises, mais aussi des correspondances entre Paris et Amiens, Rouen, Orléans… C'était les premières et seules liaisons régulières ouvertes au public. Pourtant, longtemps encore, les voyageurs préféreront voyager à cheval plutôt qu'en coche : « *Je ne puis souffrir long temps (et les souffrois plus difficilement en ma jeunesse) ny coche, ny litière, ny bateau, et hay toute autre voiture que de cheval, et en la ville et aux champs* », écrit Montaigne dans ses *Essais*.

Plus de trente années de guerres civiles détruisirent la majorité des communications entre les provinces : nombre de grands chemins disparurent alors sous les ronces et de multiples ponts furent détruits. Tout était à reconstruire. Dès avril 1594, un mois après la réduction de Paris, Henri IV établit trois coches ou voitures publiques par voie de terre sur le même itinéraire que celui mis en place par la dame de Fonaines. Pour assurer l'exactitude et la promptitude des transports, les coches devaient faire trente à quarante lieues au maximum par jour. Ce service, encore limité, n'assurait le transport des voyageurs et des marchandises que dans un rayon de trente lieues autour de Paris et sur trois lignes : Amiens, Rouen et Orléans.

UN SERVICE À HEURES FIXES

Trois ans plus tard, en 1597, alors que le royaume était en cours de pacification, fut créée la « poste aux lettres », chargée d'assurer à la fois le transport du courrier d'État et celui des particuliers. Les chevaux déclarés publics, « *envoyés du roi* », marqués de son chiffre, ne pouvaient être détournés du service auxquels ils étaient affectés. Les gens de guerre et autres, de quelque condition qu'ils fussent, qui se rendaient coupables du vol de ces chevaux royaux étaient punis de mort. L'établissement de relais de chevaux dans les principales villes du royaume, notamment les villes à parlement, eut pour effet de diminuer notablement les frais de transport tout en augmentant la vitesse d'acheminement : une dépêche expresse mettait alors cinq à six jours pour aller de Paris à Irun, quatre jours de Paris à Londres. Il fallait deux jours pour aller de Paris à Rouen en combinant la route et le coche d'eau (chaland de rivière halé par les chevaux), deux jours de Paris à Orléans, sept jours de Paris à Bordeaux.

Les choses s'améliorèrent au Grand Siècle. Durant la minorité de Louis XIII, à partir de 1615, Pierre d'Almeras, seigneur de Saint-Rémy et de Saussaye, « *contrôleur général des postes* » (titre de ministre des Postes), organisa un service de courriers qui partaient à heures fixes et transportaient, contre rétribution, des lettres dans toutes les provinces du royaume. Le 16 octobre 1627, un premier tarif officiel fut fixé par un arrêt du conseil d'État du roi pour quatre destinations : une lettre simple coûtait 2 sous de Paris à Dijon, 3 sous pour Lyon, Bordeaux ou Toulouse. En 1632, la première carte des routes de poste fut éditée par Melchior Tavernier : 623 relais couvraient le royaume. Désormais, les « postes royales » faisaient aux messageries de l'Université une concurrence que celle-ci ne pouvait plus soutenir. De fait, elles furent réunies au domaine royal en 1672 – c'est-à-dire supprimées.

Mais si des lettres pouvaient ainsi, et de plus en plus facilement, parvenir d'une ville à une autre, d'une extrémité du royaume à l'autre, il n'était guère possible de correspondre à l'intérieur d'une même ville, à moins d'envoyer en course un domestique ou un « petit laquais ». A cette carence du système postal, Renouard de Velayer tenta bien, en 1653, de remédier : il imagina un système dans lequel on attachait à la lettre un billet de port payé (l'ancêtre du timbre-poste) ; il fallait jeter le tout dans une boîte aux lettres prévue à cet effet. Mais l'expérience tourna court : « *Aucune lettre ne fut rendue à son adresse*, rapporte Furetière dans son *Roman bourgeois* publié en 1666, *et à l'ouverture des boîtes, on trouva pour toutes choses des souris que des malicieux y avoient mis* »…

> *En 1653, la première expérience de boîte aux lettres est tentée*

En 1673, François Michel Le Tellier, marquis de Louvois, qui était depuis 1668 « surintendant général des courriers, postes et chevaux de louage », publia un nouveau tarif qui réglait la taxe des lettres en fonction de la distance parcourue. Les courriers partaient désormais à heures et jours fixes : « *Il est dimanche 26 avril, cette lettre ne partira que mercredi* », écrit en 1674 Mme de Sévigné à sa fille qui vient de la quitter pour s'installer en Provence. C'est bien à ce nouveau service public que nous devons aujourd'hui ce monument d'écriture du Grand Siècle. Néanmoins, les progrès de la poste ne satisfont pas encore la marquise épistolière, dont l'humeur dépend de la qualité du service : « *J'ai reçu enfin, ma fille*, écrit-elle le 14 juillet 1680, *vos deux lettres à la fois ; ne m'accoutumerai-je jamais à ces petites manières de prendre de la poste ? La pensée du moment où je saurai le oui ou le non d'avoir, ou de n'avoir pas, de vos nouvelles, me donne une émotion dont je ne suis point du tout la maîtresse. C'était la poste de Bretagne qui s'était fourvoyée pour le paquet de Du Buat uniquement, car j'avais reçu toutes les lettres dont je ne me soucie point.* […] *C'est la poste qui n'est pas arrivée : je me trouble, je m'inquiète, et puis j'en ris.* […] *Je suis effrayée de voir comme la vie passe : depuis lundi, j'ai trouvé les jours infinis à cause de cette folie de lettre…* »

A cette date, les charges de courriers et maîtres des postes avaient été érigées en titres d'office (achetés, elles étaient la propriété du détenteur de l'office) et étaient devenues héréditaires.

Carte des routes de poste en 1632. On distingue, à distance régulière, l'emplacement et les noms des relais.

A gauche : un bureau de poste sous Louis XV (gravure du XIXe siècle). Ci-contre : la malle-poste au relais (1828). Les voitures de la poste transportaient aussi des voyageurs et des marchandises.

Une ténébreuse affaire…

Le 28 avril 1796, non loin de Melun, la malle-poste de Lyon est retrouvée vidée de son chargement – 7 millions sous forme d'assignats destinés à l'armée d'Italie. Près d'elle, les cadavres « *hachés à coups de sabre* » du postillon et du courrier. Mais aucune trace du seul voyageur monté à Paris dans la malle-poste : un certain Laborde…

Après une enquête rondement menée, six hommes comparaissent en août devant le tribunal de la Seine : Lesurques, Couriol, Guémox, Richard, Bruet et Bernard. Tous, sauf Bernard, auraient été vus la veille du drame en train de déjeuner ensemble à l'auberge de Montgeron, près du lieu du crime, ce qui suffit à les incriminer. Le dénommé Lesurques a pourtant un alibi : le 27 avril, alors qu'on prétend l'avoir vu à l'auberge, il achetait une cuillère dans la bijouterie Legrand, à Paris, au Palais-Royal. Cependant, sur le livre de comptes de Legrand, une rature rend la date illisible…

Pour le juge, il ne fait aucun doute que Legrand et les autres témoins à décharge ont été achetés par Lesurques. Au quatrième jour des audiences, le verdict tombe : Couriol, Lesurques, Bernard et Richard sont reconnus coupables et condamnés à la peine capitale. Couriol crie l'innocence de Lesurques, assurant que les témoins ont été abusés par sa ressemblance avec le véritable coupable : un dénommé Dubosc. Le 29 octobre 1796, Couriol, Lesurques et Bernard sont guillotinés.

Mais à la suite de l'exécution, le juge Daubanton, assailli de doutes, reprend l'enquête. Il retrouve bientôt le passager mystérieusement disparu de la malle-poste, dont le nom véritable se trouve être Durochat. L'homme avoue sa participation à l'attaque du courrier et donne le nom de ses complices : Roussi, Vidal, Couriol et… Dubosc. Un nouveau procès a lieu et à la vue de Dubosc, les témoins admettent que la ressemblance de Lesurques avec cet homme les avait abusés : c'était bien Dubosc, et non Lesurques qu'ils avaient vu à Montgeron ! Dubosc est guillotiné. Et la ténébreuse affaire du courrier de Lyon reste l'une des plus célèbres erreurs judiciaires de l'histoire de France.

J. C.

A la tête de la Ferme générale des postes, des familles de financiers amassent entre XVIIe et XVIIIe siècles des fortunes considérables

Les maîtres des postes, le plus souvent de riches cultivateurs, étaient alors d'importants personnages pourvus de privilèges convoités, notamment l'exemption de la taille (l'impôt sur le sel), de la corvée, du logement des gens de guerre (ordonnance du 15 juin 1668). Prioritaires sur la route, ils avaient seuls le privilège de faire galoper leurs chevaux à vive allure – d'où l'expression « *aller en poste* », qui signifie « *aller au galop* » – et de voyager de nuit, contrairement aux simples messagers qui ne pouvaient aller qu'au pas ou au trot et ne voyageaient que de jour.

Dans les villes principales de chaque province, l'exploitant de la poste avait aménagé un local d'accès facile où l'usager déposait la correspondance, soit en la remettant à l'employé soit en la plaçant dans une boîte aux lettres ; il n'avait en revanche rien à régler puisque, jusqu'en 1848, où apparaît le « timbre-poste » (*cf. Muriel Le Roux, p. 12*), c'est le destinataire qui paie le port de la lettre. A l'arrivée du courrier, le personnel donnait un reçu des dépêches, les ouvrait, les triait, les taxait s'il le fallait ; les lettres étaient ensuite distribuées au guichet.

Après la mort de Louvois, un édit de janvier 1692 déclara qu'à l'avenir les nominations des maîtres de poste seraient faites par le roi, ce qui supprimait le statut d'officiers des courriers et des maîtres de postes. Ceux-ci cessaient ainsi d'être propriétaires de leur charge, ce qui les rendait plus dépendants de la monarchie. En 1672, Louvois avait créé la Ferme générale des postes : moyennant une somme fixée par le conseil du roi (2 millions de livres en 1672, 3,2 millions en 1703, 3,1 millions en 1716...), le fermier achetait le droit exclusif d'exploiter les postes et d'en percevoir les revenus ; il signait un bail de cinq ans renouvelable. Des familles de financiers furent placées à la tête de la Ferme : les Rouillé et les Pajot, par exemple, accaparèrent ce service jusqu'en 1738. Au siècle des Lumières, les cautions de la Ferme des postes édifièrent ainsi des fortunes considérables sur le produit des lettres des particuliers. Pour répondre à l'appétit sans limites des fermiers, les tarifs furent sensiblement accrus par une déclaration royale du 8 juillet 1759 : désormais, une lettre simple coûtait 4 sous de Paris à Longjumeau, 7 sous de Paris à Bourges, 10 sous de Paris à Angoulême, 14 sous de Paris à Bordeaux (soit presque le salaire journalier d'un artisan).

Vers 1780 à Paris 200 facteurs assuraient trois distributions par jour

LA POSTE URBAINE

Mais, à la veille de la Révolution, les postes et messageries étaient aussi devenues pour l'Etat une source de revenu importante : elles rapportaient 10,3 millions de livres en 1783, 10,6 millions en 1786 (pour donner un ordre d'idée, en 1781 Calonne estimait les dépenses totales de la monarchie à 254 millions ; la poste contribuait ainsi au 25e des dépenses de l'Etat). Elles auraient rapporté davantage encore sans l'abus du contre-seing, transport gratuit des correspondances de certaines personnes privilégiées et de plusieurs administrations.

Parallèlement à cette « grande » poste royale et étatique, une « petite poste » fut créée en 1760 par un personnage aussi méconnu que singulier : Clément Humbert Piarron de Chamousset. Ce maître de la chambre des comptes de Paris, philanthrope résolu, eut l'idée d'une « petite poste » intra-urbaine destinée à transporter des correspondances et des objets dans la ville pour un prix modique : une lettre coûtait 2 sous, un paquet 3 sous. Paris fut ainsi équipée de 500 boîtes aux lettres et divisée en 9 circonscriptions comprenant chacune un bureau. Les lettres étaient triées dans les bureaux et distribuées à domicile. D'autres villes de province créèrent à leur tour leur service de poste urbaine : Bordeaux en 1766, Nantes en 1777, Rouen et Nancy en 1778, Lyon en 1779, Strasbourg en 1780, Marseille en 1781, Lille en 1784. C'est ce système ingénieux qui fit naître le facteur de ville : dans la capitale, près de 200 facteurs parcouraient les quartiers en agitant leur claquoir pour avertir de leur passage. Ils assuraient à Paris trois distributions par jour. Privilège des citadins, la distribution du courrier à domicile ne concernait pas les millions de ruraux qui peuplaient alors le royaume.

A Paris, en 1780, petite et grande poste fusionnèrent : la poste royale absorba la « petite » poste. A la veille de la Révolution, la poste comptait 1 184 bureaux, 3000 relais, occupait 12 000 personnes et transportait 30 millions de lettres... ■

Panneau indicateur de départ du siècle, musée de la Poste. La direction et l'heure du départ étaient inscrites à la craie.

La Palatine sous haute surveillance

Développer la poste, c'était aussi risquer de laisser circuler des opinions subversives... D'où la censure, qui sévissait jusqu'au cœur du royaume.

Bien avant la Révolution, dès le moment où la poste fut réellement accessible au public, le pouvoir se souciait de contrôler les idées qui se diffusaient à travers elle : la monarchie absolue ne pouvait permettre qu'une libre opinion puisse circuler et s'exprimer dans le royaume.

A plusieurs reprises, dans ses *Mémoires*, Louis XIV a clairement affiché sa volonté de tout « *tout voir, tout écouter, tout connaître* » : le travail d'un roi, expliquait-il à son fils, « *c'est en un mot, avoir les yeux ouverts sur toute la terre ; apprendre à toute heure les nouvelles de toutes les provinces et de toutes les nations, le secret de toutes les cours, l'humeur et le faible de tous les princes et de tous les ministres étrangers ; être informé d'un nombre infini de choses qu'on croit que nous ignorons ; pénétrer parmi nos sujets ce qu'ils nous cachent avec le plus de soin ; découvrir les vues les plus éloignées de nos propres courtisans... »*.

Ainsi, à Versailles même, cœur et vitrine de la monarchie absolue, un « cabinet noir » sévissait pour saisir le courrier qui arrivait et partait du château. La princesse Palatine, belle-sœur de Louis XIV, savait que toutes ses lettres étaient ouvertes, lues, et leur contenu se trouvait rapporté à Colbert puis à Louvois qui jugeaient utile parfois d'en informer le roi. D'où de grandes précautions, malgré la liberté de ton et de plume dont elle s'est rarement départie : « *C'est chose à ne pas confier au papier, attendu que je sais parfaitement qu'on ouvre et qu'on lit mes lettres* », confie-t-elle à la princesse de Hanovre, le 19 février 1682. Et elle ajoute qu'« *à la poste, ils me font, ainsi qu'à vous, l'honneur de les refermer très subtilement. Mais pour la bonne Mme la Dauphine, on lui envoie souvent les lettres dans un état déplorable, et déchirées par le haut* ». « *Je n'aurais pas mal vous écrire tout cela par la poste* », lui dit-elle encore, le 11 août 1686, au terme d'un tableau très critique de la cour.

« Je sais parfaitement qu'on ouvre et qu'on lit mes lettres », confiait la princesse

La Palatine prend même le risque de se moquer ouvertement de cette surveillance de chaque instant, allant jusqu'à donner des conseils à ceux qui décachetaient ses lettres ! Voici ce qu'elle écrit le 18 septembre 1692 à sa « très chère tante », la duchesse de Hanovre : « *A propos de lettres ouvertes à la poste, il faut que je vous conte une histoire arrivée il y a quelques années. La Grande Mademoiselle* [la fille de Gaston d'Orléans, le frère de Louis XIII] *reçoit des lettres de ses gens d'affaires et elle voit fort bien qu'on les avait ouvertes. Elle répond à tout, puis elle ajoute :* "Comme M. De Louvois a un très bon esprit et qu'il verra cette lettre avant vous autres, je le prie en ouvrant mon paquet d'y mettre un mot de conseil pour mes affaires ; elles n'en iront que mieux." *Depuis on ne lui a plus ouvert de lettres.* »

En 1789, plusieurs cahiers de doléances dénoncent cette surveillance de l'opinion, le « viol » du secret des correspondances, plus que jamais à l'œuvre, bien au-delà de Versailles, alors que la censure ne cessait de s'amplifier. Ainsi le cahier du tiers état de la ville de Nemours : « *Il existe une commission soi-disant secrète, connue de tout le monde, qui est autorisée à contrefaire les cachets, à ouvrir les lettres, à en faire des extraits, à les porter avec ou sans les originaux, comme elle le juge convenable, sous les yeux du roi et, selon l'occasion, des ministres...* »

Dans son rapport de synthèse du 27 juillet 1789 devant les Etats généraux, le comte de Clermont-Tonnerre n'hésita pas à placer l'inquisition postale sur le même plan que les lettres de cacher, pour en faire le symbole même de l'arbitraire royal : « *La Nation française s'élève avec indignation contre les lettres de cacher, qui disposaient arbitrairement des personnes, et contre la violation du secret de la poste, l'une des plus absurdes et des plus infâmes inventions du despotisme.* »

J. C.

« Une entreprise publique modèle »

Pourquoi les Français sont-ils si attachés à la Poste ? Parce que depuis deux cents ans elle s'est imposée à la fois comme une administration au service de tous les usagers et comme un exceptionnel outil d'aménagement du territoire.

Entretien avec **Muriel Le Roux**

Un bureau de poste à Paris dans les années 1930. Main-d'œuvre abondante et polyvalente des métiers caractérisent alors encore l'administration.

L'Histoire : A partir de quand la Poste est-elle devenue un service public ?

Muriel Le Roux : La Révolution française, en 1790, réorganise les Postes et Messageries : elle met fin à la Ferme des postes (*cf. Joël Cornette p. 6*) et instaure une administration rompant avec les principes intéressés de la Ferme générale. C'est l'origine, d'un point de vue symbolique, de la Poste comme administration d'État telle qu'on l'a connue pendant deux siècles. En 1801, l'État obtient le monopole du transport des lettres inférieures à un kilogramme. Et, en 1804, Napoléon crée la Direction générale des postes, rattachée au ministère des Finances.

Dès lors, la Poste est conçue, en un sens, comme un service public, et cela va s'accompagner d'une série de réformes essentielles. A partir de 1817, on attribue à l'administration postale le rôle de transport des mandats ; elle a pour vocation de déplacer l'argent et de servir de relais dans la transmission des avoirs et des débits financiers. Partout en France, chaque créancier ou individu cherchant à se faire payer aura la possibilité, *via* la desserte des bureaux de poste, de recevoir ses créances ou de les émettre.

En 1829, la loi dite « Sapey » met en place, pour lutter contre l'isolement des populations rurales, un service de distribution accompagné de l'installation de boîtes aux lettres : la Poste a mission de couvrir le territoire de la façon la plus exhaustive possible. On conçoit l'importance de cette réforme ! D'autant que, dès 1832, le courrier doit être distribué quotidiennement – et non plus tous les deux jours. A cette date, même éloigné de son chef-lieu de canton, chacun dispose de sa presse par abonnement dès l'instant où elle a été acheminée. Ce droit à l'information est, tout autant que le droit à la communication privée, constitutif de cette notion de service public de l'administration postale – et cela encore aujourd'hui !

> « Une garantie de la présence de l'État dans les coins les plus reculés du pays »

En 1848, une nouvelle réforme, républicaine, celle-là, crée le timbre poste : le prix d'une lettre d'un poids donné est le même pour tous, quelles que soient la distance et la vitesse d'acheminement. L'abaissement du tarif, dû à l'uniformisation de la taxe, aura pour résultat de « *resserrer les liens de confraternité qui doivent unir les habitants d'une même République* ; [il fortifiera] *l'esprit de famille, et l'esprit de famille qui moralise les peuples est une puissante garantie de l'esprit de nationalité* », affirme un promoteur de la réforme[1]. Celle-ci, quoi qu'il en soit, permet, là encore, une diffusion dans la société des services de la Poste et une augmentation de la masse de courrier échangé.

L'H. : Les républicains ont bien saisi les enjeux associés au développement de ce service public.

M. L. R. : Évidemment. Étienne Arago l'exprime sans ambages en 1848 : « *Nous avions compris que les positions les plus périlleuses en temps de révolution sont celles de préfet de police et de directeur général des Postes, par la première on tient Paris, par la seconde, on parle à tous les départements.* » A travers les bureaux, l'État se trouve implanté dans les différents territoires, en particulier ruraux.

C'est bien ce qui fonde l'attachement, encore aujourd'hui, des Français à la Poste, au même titre qu'ils tiennent à l'école publique. C'est une garantie de la présence de l'État dans tous les coins de France, qui permet à chaque citoyen d'avoir accès à

L'AUTEUR
Chargée de recherches au CNRS, à la Maison française d'Oxford, Muriel Le Roux a dirigé *L'Histoire de la Poste, de l'administration à l'entreprise* (Éditions rue d'Ulm, 2002). Elle est responsable des programmes de recherche du Comité d'histoire de la Poste.

Note
1. Rapport de Saint-Prieur sur le projet du gouvernement, 17 août 1847.

LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE N°42
13

La IIIe République, qui a réuni les administrations des Postes et des Télégraphes, crée en 1880 un ministère spécifique

l'information privée ou publique, et du coup de participer à la vie du pays.

L'H. : Qu'est-ce qui change, justement, avec l'installation de la République, dans les années 1870 ?

M. L. R. : En 1879, la IIIe République réunit sous une seule direction générale l'administration des Postes et celle du Télégraphe ; le ministère des Postes et Télégraphes est créé l'année suivante (il deviendra officiellement celui des Postes, du Télégraphe et des Téléphones, les « PTT », en 1925). On utilise donc là encore le réseau des bureaux de poste pour la diffusion auprès des usagers de ce nouvel outil de communication qu'est le télégraphe. Mais il a fallu pour cela convaincre le ministère de l'Intérieur, dont il dépendait jusqu'alors, que l'accès au télégraphe par les citoyens ne compromettait pas la sûreté de l'État. Il pouvait avantageusement servir les bourses de commerce, les agents de change et les chemins de fer qui avaient besoin de communiquer d'une gare à l'autre…

Par ailleurs, avec la création de ce ministère spécifique, l'exploitation de la Poste et du Télégraphe n'est plus envisagée exclusivement d'un point de vue fiscal : considérant les services qu'elle rend au public, la Poste n'est plus seulement chargée de procurer des revenus au Trésor…

Adolphe Cochery, le premier ministre des Postes et Télégraphes, jusqu'en 1885, a à cœur de développer les moyens pour que son administration fonctionne au mieux. Il possède une vraie culture de la Poste : le courrier doit être desservi et collecté tous les jours, par tous les temps et dans toutes les conditions. Il sait aussi défendre les intérêts de son ministère contre l'indifférence de l'État. Il est nécessaire, insiste Cochery, de donner à la Poste les moyens de son fonctionnement.

L'H. : Parce que l'État continue, lui, à s'intéresser d'abord aux revenus colossaux qu'elle peut lui rapporter…

M. L. R. : En effet. D'ailleurs, un ministère dévolu aux seuls Postes et Télégraphes est supprimé dès 1887. Dès lors, l'administration est ballotée entre le ministère des Finances (1887), du Commerce et de l'Industrie (1889), des Travaux publics (1909), de nouveau du Commerce et de l'Industrie (1913)… En 1900, le ministre du Commerce et de l'Industrie Alexandre Millerand, constatant l'impuissance de la Poste à satisfaire le public, peut considérer que la faute en revient à *« l'impossibilité pour l'administration de disposer de l'excédent de ses recettes et de ses dépenses »*[1].

> **« Le courrier doit être distribué tous les jours, par tous les temps et dans toutes les conditions »**

Ces discussions se poursuivent encore dans les années 1920. En 1921, l'administrateur Henri Fayol publie un pamphlet extrêmement virulent, *L'Incapacité industrielle de l'État : les PTT*, où il rappelle que la Poste ne se limite pas à la perception de recettes fiscales. Ces discussions aboutissent, en 1923, à la création du budget annexe : la Poste a les moyens financiers d'accéder aux innovations techniques, comme le téléphone, et bénéficie d'un personnel mieux formé.

La même logique perdure encore puisque le président actuel de la Poste, Jean-Paul Bailly, demande à l'État actionnaire une ouverture de 20 % du capital à des intervenants privés – ce qui n'est pas encore une privatisation : hier comme aujourd'hui, il faut des capitaux pour adapter le service postal aux exigences de la modernité. Mais, pour paraphraser Henri Fayol, il y a une sorte d'incapacité structurelle, de la part de l'État, à comprendre que le transport du courrier suppose des bicyclettes, des automobiles, des trains… et même des chaussures !

L'H. : Quels sont les métiers de la Poste aux XIXe et XXe siècles ?

M. L. R. : La Poste a toujours fait travailler une main-d'œuvre très abondante ; les progrès de la mécanisation n'y ont rien changé : la contrainte est la même que l'on transporte 100 ou 100 000 lettres.

Le receveur (le « directeur des Postes » jusqu'en 1864), c'est-à-dire le responsable de l'administration d'un bureau de poste, peut être considéré, dans les postes les plus importantes du XIXe et du début du XXe siècle, comme une sorte de notable, au même titre que le maire ou l'instituteur. Le facteur, ou « préposé des postes », lui, collecte et distribue le courrier (et la presse) ; il se situe à un niveau social plus modeste. Il y a encore les commis, pour les tâches subalternes, qui deviennent guichetiers lorsque s'ouvre un bureau ; et, parfois, la dame employée des postes, qui est, elle, assez polyvalente. Quoi qu'il en soit, à l'intérieur d'un même bureau, tout le monde doit être capable de tenir les différentes positions. Cela est surtout vrai pour le XXe siècle et pour les emplois les moins qualifiés, bien sûr. Chaque guichetier a son fonds propre de timbres, ses bordereaux de mandat, ses émissions-réceptions de chèques. Dans les plus gros bureaux, il y a aussi un télégraphiste.

« Nouvelles boîtes aux lettres », à Paris, vers 1850. Depuis 1828, même les zones rurales les plus isolées sont dotées de boîtes aux lettres.

DU PENNY BLACK A CÉRÈS

Le premier timbre-poste était anglais. Dès 1840, le public anglais est invité à coller sur les lettres une vignette noire dite Penny Black (en raison de son prix : un penny pour toutes les destinations du Royaume-Uni). Y figure le profil de la reine Victoria. Cette innovation revient à faire payer d'avance, par l'expéditeur, le port du courrier, jusque-là réglé par le destinataire – d'où une grande part de rejets qui exigeaient la gestion d'un service de rebut. Le succès du penny anglais est tel (en un an, trois fois plus de plis sont transportés dans le royaume) que des administrations étrangères suivent son exemple. Le 1er janvier 1849 est mis en vente en France une réplique du timbre anglais : une allégorie de la Liberté, sous les traits de Cérès (ci-dessus), déesse de la fertilité, dont la couronne d'épis et de fruits est comme un défi lancé à celle de Sa Majesté britannique. La mesure a été voulue par les républicains : désormais chacun paie le même prix pour un poids donné, quelles que soient la distance et la vitesse d'acheminement.

A l'extérieur, les ambulants transportent le courrier des centres de tri des gares aux bureaux de poste ; ceux qui trient les lettres la nuit dans les wagons postaux sont considérés comme l'aristocratie du monde du courrier car ils voyagent, travaillent la nuit et se trouvent au cœur du système.

L'encadrement, quant à lui, est composé d'administrateurs sortant de l'École nationale supérieure des postes et des communications, créée en 1888. Ceux-ci gèrent un espace territorial donné.

Tout en bas de l'échelle des métiers, enfin, citons le personnel qui, à l'intérieur d'un bureau, transborde les sacs ; ces hommes sont moins bien rémunérés et considérés que le facteur. Vous avez aussi ceux qui entretiennent les bicyclettes, les voitures, les trains, et même les avions, avec l'apparition de l'Aéropostale (*cf. Léonard Laborie, p. 20*). Il y a encore le personnel comptable, responsable de la tenue des caisses, qui travaille dans des pièces fermées et blindées. Notons que cette fonction est très souvent occupée par des femmes.

L'H. : Les femmes, justement, quelle est leur place dans l'entreprise ?

M. L. R. : Aujourd'hui, elles y sont majoritaires. Comment expliquer cette prépondérance ? Il y a d'abord une tradition qui remonte à l'Ancien Régime, leur permettant d'accéder facilement à des responsabilités par le biais de la famille : l'épouse d'un maître de poste continue à contrôler le bureau après le décès de son mari[2]. Or cette tradition perdure après la Révolution : dans les campagnes, les veuves, qui bien souvent travaillaient avec leur mari, lui succèdent.

Adolphe Cochery, fut le premier ministre des Postes et Télégraphes, entre 1879 et 1885.

Cependant, traditionnellement, elles sont plutôt cantonnées aux tâches ingrates, comme celles d'écriture. Il faut aussi parler de la « demoiselle des postes » qui sert d'auxiliaire dans un bureau et préserve sa position par le biais de la recommandation : si on est satisfait d'elle, on écrit au préfet qui en tiendra compte au moment venu d'une possible promotion. Par la suite, l'apparition des centraux téléphoniques entraîne l'embauche de nombreuses jeunes femmes – l'emploi étant répétitif et peu gratifiant et ne réclamant pas de force physique comme, par exemple, la collecte et la distribution.

Mais c'est la République qui apporte un changement fondamental quant à leur place au sein de l'administration. Tous les concours leur sont en effet ouverts en 1872 : elles peuvent envisager désormais de faire carrière.

L'H. : Dans quelle mesure la Poste a-t-elle su s'adapter aux avancées techniques puis technologiques ?

M. L. R. : La Poste adopte souvent une démarche pionnière, que les initiatives proviennent du pouvoir central ou des postiers eux-mêmes. ›››

Notes
1. A. Millerand, « Rapport au président de la République sur les conditions de fonctionnement de l'administration des Postes et Télégraphes », *JO du 12 mai 1900*.
2. D. Marchand, *L'Heure du monde au pratique*, 20e édition mise à jour, Eyrolles, 2008.

Le facteur fait son cinéma

Comique, aventurier, messager du destin : de Tati à Kevin Costner, le facteur du septième art est rarement là où on l'attend.

« Pour être facteur, faut avoir du cœur, c'est qu'le pas d'cœur peut pas être facteur. » C'est ce qu'on chantait en 1931 dans *Le Facteur du Tour de France* dont le héros, Biscot, facteur de son état, tentait de séduire la jolie Laure en s'engageant dans la célèbre course cycliste. Pitrerie de Maurice Champreux, annonciatrice de quelques gaudrioles dont l'immense succès navre autant qu'il étonne, depuis le *Jour de fête* de Jacques Tati (1948) jusqu'à *Bienvenue chez les Ch'tis* de Dany Boon (2007). Au moins Robin, facteur à ses heures, montrait une âme d'écologiste dans *Le Facteur de Saint-Tropez* (Richard Balducci, 1985), et le héros du *Facteur s'en va-t-en guerre* (Claude Bernard-Aubert, 1966) trouvait en Indochine gloire et amour. C'est que parfois, comme dans *Poulet au vinaigre* (Claude Chabrol, 1985), le facteur peut se montrer redoutable – ici face à des spéculateurs immobiliers. Parfois aussi, comme dans *Diva* (Jean-Jacques Beineix, 1980), son amour pour la musique peut l'entraîner dans de folles aventures.

Si, aujourd'hui, le facteur ne prend plus, comme le François de Tati, son vélo Peugeot 1931 (*photo*), ou si peu, la conduite de la voiture postale n'est pas sans risque si l'on en juge par la mine ahurie du préposé qui voit surgir, venant du passé, un chevalier et son valet qui le prennent, à cause de sa couleur de peau, pour… un Sarrasin, tempe des croisades oblige (*Les Visiteurs*, Jean-Marie Poiré, 1992).

Le plus célèbre reste celui qui sonne toujours deux fois, mais qu'on ne voit jamais à l'écran

Abandonnons pour un temps la France rurale et lançons-nous dans un tour du monde bien plus intéressant. En Égypte, par exemple, où le héros du *Facteur* (Hussein Kamal, 1968), qui a quitté Le Caire pour le Sud profond ouvre par ennui le courrier qu'il doit distribuer et découvre de lourds secrets. Son homologue chinois fait de même dans *Postman* (He Jianjun, 1995), plongé dans l'univers sinistre d'une grande ville où la drogue et la prostitution font bon ménage. Leur confrère japonais de Tokyo (*Postman blues*, Sabu, 1997), poussé par la même curiosité, trouve dans sa sacoche de la drogue et… un doigt coupé – mais ici le ton se veut celui d'un polar parodique !

Confronté, après une activité postale rurale, à l'enfer de la ville américaine, le facteur de *Postman's Knock* (Robert Lyon, 1961) montre, presque malgré lui, un courage auquel sa profession ne l'avait guère préparé. Précurseur en cela du héros de *Postman* (Kevin Costner, 1993) qui, dans un Ouest américain ravagé par un retour à la barbarie post-apocalyptique en 2013, tente, en distribuant le courrier, de renouer des liens politiques et sociaux. Le film n'a pas eu de succès, sommant vilipendé par des critiques qui n'ont pas compris qu'il reprenait dans un registre de science-fiction les thèmes fondamentaux du western : le Poney Express, la lutte

des communautés pionnières et isolées, la transformation en héros malgré lui, puis en mythe, d'un citoyen lambda qui a d'abord tenté de sauver sa peau.

Mais le facteur le plus émouvant du cinéma est, à coup sûr, Mario, celui qui adoucit l'exil, sur une île italienne, du poète chilien Pablo Neruda (*Le Facteur*, Michael Radford, 1985). Sans doute le succès – mérité – du film tient-il aussi à l'interprétation de Massimo Troisi, qui mourut le lendemain de la fin du tournage.

Bien le facteur le plus célèbre, celui qui sonne toujours deux fois mais… qu'on ne voit jamais à l'écran ! Car c'est là l'un des paradoxes du célèbre roman de James Cain (*Le facteur sonne toujours deux fois*, 1934), adapté quatre fois à l'écran : en 1939 par Pierre Chenal (*Le Dernier Tournant*), en 1942 par Luchino Visconti (*Ossessione*) mais, surtout, en 1946 par Tay Garnett et en 1981 par Bob Rafelson, dont la version est la plus fidèle au roman. Ici, le facteur se fait le messager du destin dans le triangle meurtrier entre un mari faible mais amoureux, une femme garce mais belle et un amant passionné mais malchanceux. Un chef-d'œuvre du film noir où le facteur brille… par son absence.

Claude Aziza
Historien du cinéma

Du chemin de fer à Internet, en passant par la bicyclette et le Minitel, la poste a été pionnière en matière technique

›› Pensons, par exemple, à l'utilisation du chemin de fer : elle eut presque immédiatement l'ouverture de la ligne Paris-Saint-Germain-en-Laye en 1837 puisque – à l'initiative de l'État – le premier service postal ambulant en train a lieu entre Paris et Rouen en 1845 ; dès la décennie 1850, des ambulants postiers assurent régulièrement la connexion entre bureaux de poste et gares. Autre exemple d'innovation : dès la fin du XIXe siècle, les facteurs commencent d'utiliser des bicyclettes – cette fois-ci de leur propre initiative ; elles leur permettent de gagner beaucoup de temps.

Plus récemment, la Poste a su réagir face à l'émergence du fax, du Minitel puis d'Internet. Toutes ces innovations ont conduit à un amoindrissement des flux de courrier. Au point que si la Poste devait compter sur les correspondances privées pour vivre, elle disparaîtrait ! Ce sont les entreprises qui lui permettent dorénavant d'engranger des bénéfices. Et les responsables de la Poste réfléchissent depuis plus de quinze ans à la manière d'accompagner la dématérialisation croissante du papier liée au désengagement des services, de la fiscalité, des régimes de caisses primaires d'assurance-maladie… : toutes ces formalités administratives que vous pouvez faire depuis votre ordinateur.

C'est la Poste aussi qui, parmi les organisations publiques, a été une des premières à proposer une messagerie, laposte.net, en décembre 2002. De façon générale, la Poste est en train de se positionner sur des secteurs où on la déclarait en perte de vitesse il y a quinze ans : la vente par correspondance, par exemple. En effet, depuis les années 1970, la Direction générale des postes est présente dans des sociétés de droit privé, parmi lesquelles des filiales de transport. L'entreprise a donc pu proposer des services comme le transport d'objets achetés sur Internet. Grâce à toutes ces initiatives, elle est plutôt en bonne santé aujourd'hui ainsi que l'attestent ses résultats financiers.

LH. : Mais dans le même temps les métiers de la Poste se spécialisent toujours davantage. C'en est fini de la polyvalence des métiers que vous décriviez pour les époques précédentes.

M. L. R. : Bien sûr. Les écarts se creusent entre les uns et les autres. Et finalement on aboutit à la réforme qui, au 1er janvier 1991, sépare la poste et les télécommunications, en créant deux entreprises publiques distinctes : La Poste et France Télécom. C'est l'éclatement de l'administration nationale publique en plusieurs entités aux attributions spécifiques – et à la rentabilité très inégale, du point de vue de l'État.

LH. : Parmi les différentes attributions de la Poste il y en a une, essentielle, que nous n'avons pas encore évoquée : la banque. A quand remonte-t-elle ?

« En 1845, le premier service postal ambulant en train entre Paris et Rouen »

M. L. R. : C'est une des missions fortes de cette administration que d'avoir permis l'apprentissage de l'épargne et le maniement des écritures bancaires, et ce dès les années 1880*.

Dès la fin du XIXe siècle, les républicains cherchaient le moyen de « gérer » l'épargne populaire. Or le réseau postal pouvait constituer ›››

Note
* Cf. Benoît Ogier, *Mémoire de la Caisse nationale d'épargne : une institution au service du public et de l'État, 1887-1914*, L'Harmattan, 2006.

LA GRÈVE DES POSTES
Le Bureau de la Rue Claude-Bernard gardé militairement

De grandes grèves des postes éclatent en 1906 à Paris et surtout en 1909. Ci-contre : au début du XIXe siècle, le bureau principal de la rue Claude-Bernard, à Paris, est gardé par des militaires.

LE SERVICE AVANT TOUT !

Cette exigence a toujours été celle des postiers qui, par tous les temps, quel que soit le moyen de transport, distribuaient le courrier. Dès la fin du XIXe siècle, dans les régions montagneuses, les facteurs chaussent des skis pour assurer les dessertes quotidiennes promises par la loi à tout citoyen français. En témoigne encore ce facteur sur échasses (Landes, 1831). L'utilisation d'un chien pour tracter un coffre rempli de courrier (ci-contre, vers 1930) rappelle aussi qu'il s'agissait d'un métier extrêmement physique, ce qui fut longtemps une raison pour en écarter les femmes. Enfin, contrairement à l'idée qui voudrait que la Poste serait une administration vieillotte, elle a toujours été à la pointe du progrès technique. Ce sont les postiers ruraux qui ont pris l'initiative d'utiliser la bicyclette, à la fin du XIXe siècle (photo de 1893-1894). Et le premier service postal ambulant en train eut lieu en 1845 (ci-dessous, un wagon de tri en 1891).

Depuis 1881, chacun peut déposer son argent dans un bureau de poste, sans conditions minimales de ressources ni de revenus

>>> un excellent outil pour la collecter dans les endroits les plus enclavés de France. C'est finalement en 1881 qu'est créée la Caisse nationale d'épargne (CNE) : garantie par l'État, elle accueille, dans plus de 6 000 bureaux de poste répartis sur le territoire, tous ceux qui souhaitent déposer de l'argent, sans conditions minimales de ressources et de revenus. Si bien que la Caisse d'épargne postale connaît une progression très rapide. A la veille de la Première Guerre mondiale, 6,5 millions de livrets sont déjà en circulation, pour 1,8 milliard de francs de dépôts.

> *« Avec l'instituteur et le curé, le postier fait partie du quotidien des Français »*

De même, à partir de 1919, un salarié peut, sans dépôt préalable, ouvrir un compte courant (CCP) à la Poste. En outre, dès la fin des années 1960, la Poste offre des cartes bancaires, valables dans ses bureaux, à ses titulaires de CCP, qu'ils soient modestes ou jeunes – la carte à puce sera introduite au début des années 1980. Si tant de personnes utilisent aujourd'hui la carte bleue en France (davantage que dans les autres pays de l'Union européenne), c'est en partie dû à cette facilité précoce d'obtenir une carte à la Poste. Toute sa politique depuis trente ans consiste à essayer de conserver cette population, dont ne veulent pas, le plus souvent, les autres banques, tout en cherchant à attirer les déposants plus aisés.

Enfin, en 2006, après des décennies de débat, a été créée la Banque postale qui propose à ses clients la plupart des produits financiers, comme l'assurance-vie ou des prêts immobiliers. Depuis le 1er janvier 2009, elle propose également des crédits à la consommation et des produits d'assurance.

LH. : En échange, tous les organismes bancaires français pourront distribuer des livrets A.

M. L. R. : Oui, en compensation de la création de la Banque postale. Mais le feront-ils dans les mêmes conditions que celle-ci ? La possibilité pour tous d'accéder à un système bancaire à moindre coût : c'est bien l'enjeu social des débats actuels, et il ne faudrait pas que la Banque postale gère seule les comptes modestes sans que le coût de gestion engendré par cette activité ne soit compensé soit par l'État, soit par une exclusivité comme l'était la distribution du livret A, tandis que les banques se réservaient les produits intéressants.

LH. : Ces préoccupations morales et égalitaires qui caractérisent la Poste expliquent aussi la bonne réputation dont bénéficie le facteur ?

M. L. R. : Évidemment, le postier a meilleure réputation que le percepteur d'impôt, parce qu'il collecte autant qu'il distribue. C'est lui qui délivre la lettre d'injonction de payer, mais c'est aussi lui qui apporte la pension, le faire-part de mariage ou de naissance. Avec l'instituteur et le curé, il est l'une des figures de la vie quotidienne des Français.

On aime à mettre en avant aujourd'hui le postier de la Creuse qui se fait le promoteur des liens sociaux entre les personnes âgées. Mais cela a toujours existé, il y a toujours eu un facteur apportant les médicaments manquants et repartant parfois avec un lapin ou des œufs en échange. J'en ai connu à la campagne qui apportaient les sapins de Noël – qu'ils cultivaient – en distribuant le courrier – voire les plantaient !

Beaucoup avaient parié sur la disparition de ces fonctions à la suite de la désertification des campagnes. C'était sans compter avec les nouveaux moyens de communication qui autorisent le retour des urbains à la campagne, qui via Internet ont accès au mode de consommation citadin. La Poste les livre là où ils vivent !

LH. : Les personnels de la Poste sont-ils des fonctionnaires modèles ?

M. L. R. : Je crois qu'on peut l'affirmer. Du fait des préoccupations morales qui les animent, que nous venons d'évoquer. Mais aussi, il faut bien le dire, parce que cette population est surveillée, pour éviter toute atteinte au courrier, les détournements ou la non-distribution. Des contrôleurs sont là pour cela. Les archives des XIXe et XXe siècles sont explicites sur le sujet. Pendant tout le XXe siècle, le contrôle s'effectue dans deux directions : les >>>

Dans le domaine bancaire comme dans celui du courrier, la Poste joue la carte de la proximité. Ci-contre : affiche de 1960.

Les aventuriers de l'Aéropostale

« Le courrier doit passer ! » Tel était le mot d'ordre des pilotes de l'Aéropostale. Une épopée qui compta dans les progrès de l'aviation commerciale moderne.

En 1928, l'avion Bréguet 14 du pilote Raymond Vanier pour la compagnie des Lignes aériennes Latécoère.

Transporter le courrier pour la Poste, le plus vite et le plus loin possible, peut être à l'origine d'une épopée. L'Aéropostale en est l'exemple. Active pendant six ans, de 1927 à 1933, cette compagnie française de transport aérien était l'héritière d'une entreprise fondée au lendemain de la Grande Guerre par Pierre-Georges Latécoère, un industriel à la recherche, comme d'autres, de relais civils pour ses productions aéronautiques. Ce qui allait caractériser sa compagnie ? L'étendue et les horizons exotiques de son réseau reliant « *trois continents, de la Méditerranée au Pacifique* » ; des pilotes héroïsés par les écrivains (Mermoz par Kessel), ou écrivains eux-mêmes (Saint-Exupéry) ; enfin, sa disparition spectaculaire dans un scandale politico-financier. Depuis, en France et à l'étranger, associations, films et publications honorent les pionniers, entretiennent la légende bâtie autour d'atterrissages forcés, de traversées des déserts, de vols de nuit, et débattent des causes de la faillite…

Le rêve, l'aventure et le mystère. Et tout cela pour des factures, des ordres de banque et des lettres ! Car une dernière chose distinguait l'Aéropostale des compagnies aériennes françaises contemporaines : le service, non exclusif, mais absolument prioritaire, de la Poste. Tandis que ses homologues misaient sur le transport mixte (courrier, marchandise et passagers), l'Aéropostale adaptait ses appareils, ses escales et ses horaires aux exigences de rapidité, de régularité et de sécurité propres au fret postal. Lorsqu'il rachète l'entreprise en 1927, la rebaptisant « Compagnie générale aéropostale », le Français établi au Brésil Marcel Bouilloux-Lafont met toute la puissance de son groupe de finances et de travaux publics au service du rêve inachevé de Latécoère : relier la France au continent sud-américain. Il hérite de liaisons entre Toulouse et Dakar, via Casablanca, et entre Recife et Pelotas, au Brésil. A partir de là, il cherche à développer tous azimuts les lignes en Amérique du Sud et, poussé par les concurrences allemande et américaine, s'étend même aux Andes et à l'Atlantique.

> *En mars 1928, avions et vedettes placent Buenos-Aires à une semaine de Paris*

Dès mars 1928, une liaison régulière combinant avions et vedettes rapides pour placer Buenos-Aires à une semaine de Paris, contre deux au mieux sans l'avion. Réalisée à titre d'essai en 1930, une première traversée aérienne transatlantique promettait de réduire le parcours à quatre jours. Des conventions furent passées avec plusieurs pays qui laissaient à la compagnie le monopole du transport du courrier vers l'Europe. « La Ligne » la plus longue au monde, équipée d'aéroports, de terrains de secours, de moyens de signalisation les plus modernes était érigée en fierté nationale.

Gagnant la confiance d'usagers prêts à payer une surtaxe pour acheminer leur pli par les airs, elle captait entre 83 % et 99 % du trafic postal aérien sous pavillon français sur la période 1919-1929. En 1930, ses 51 pilotes (parmi plus de 1 400 employés) et ses 228 appareils transportaient près de 100 tonnes de courrier, ce qui représentait plus de 11 millions de lettres.

Pour autant, la santé de l'entreprise restait fragile. Un enchaînement de mauvaises décisions et de mauvaise fortune précipita sa chute. Concurrence agressive, crise de 1929, révolution bolchévique d'octobre 1930, défauts de gestion interne, dialogue de sourds entre un chef d'entreprise ombrageux et un État versaillais tardant finalement les subventions promises et qu'il savait vitales : on n'en finit pas de chercher les causes et de renvoyer les responsabilités de ce qui conduisit au dépôt de bilan en mars 1931.

S'ouvrait alors le chapitre le plus sulfureux de l'histoire de la compagnie. Pendant près de deux ans, la justice et la presse convoquèrent entrepreneurs, hauts fonctionnaires, responsables politiques et services secrets autour d'affaires de malversation, de corruption, de falsification et de trahison des intérêts nationaux. La controverse tournait, et tourne toujours, sur la réalité d'un complot ayant visé à écarter la famille Bouilloux-Lafont de la compagnie.

De fait, le Parlement français votait en décembre 1932 une loi ouvrant la voie à la constitution d'une compagnie aérienne unique dans le pays. Air France voyait le jour l'année suivante par la fusion de quatre compagnies privées et le rachat à fort bon compte des actifs de l'Aéropostale, dont une partie seulement des lignes, rétrécies (plus de liaison vers le Pérou, l'Uruguay, la Bolivie, le Chili, etc.), avaient continué d'être exploitées sous la tutelle de l'État. Marcel Bouilloux-Lafont était condamné à la ruine et à l'oubli. Air France quant à elle recevait plus de 40 % de son réseau de la part d'une compagnie qui avait vu le courrier pour religion (« le courrier doit passer »). Ceci montre assez combien la Poste a posé dans la genèse de l'aviation commerciale française.

Léonard Laborie
Professeur agrégé d'histoire

Affiche des années 1920. La Compagnie reliait trois continents, de la Méditerranée au Pacifique.

Liaison France-Amérique du Sud : en janvier 1933, en dépit de vents contraires, Mermoz réussit, avec Carrière, Mathieu, Manuel et Jacome (de haut en bas sur cette carte postale de 1933), à bord du trimoteur Couzinet 70 « Arc-en-Ciel », la traversée de l'Atlantique Sud d'ouest en est.

D'un côté une logique commerciale et financière, de l'autre un postulat d'égalité des citoyens face aux services rendus

>>> postiers sont surveillés car on veut savoir ce qu'ils disent, ce qu'ils font, mais il leur arrive aussi de servir d'indicateur au préfet ou au ministère de l'Intérieur…

Les postiers ont été formés, ils ont appris des règlements. Au moment de l'embauche, ou de la titularisation pour les auxiliaires, tous prêtent serment.

LH. : Mais c'est aussi une popularion qui n'hésite pas à exprimer ses revendications…

M. L. R. : La première grande grève au sein de la Poste a lieu en avril 1906. Des facteurs parisiens se constituent en syndicat, alors que c'est illégal, et cessent le travail. Le ministre des PTT, Louis Barthou, refuse de négocier avec les porte-parole. Il y aura 300 révocations parmi les grévistes, qui seront cependant presque tous réintégrés les mois suivants.

Faute de syndicats, le personnel des postes est organisé en associations, de facteurs, de dames des postes, etc. Ce sont ces associations qui vont mener l'action revendicatrice. En particulier en 1909, lorsque l'ensemble des PTT, cette fois-ci, se met en grève – y compris les dames téléphonistes !–, dans toute la France.

La Poste emploie une main-d'œuvre importante : 300 000 personnes aujourd'hui ; 1 million de Français sont concernés si on compte les parents, les enfants, les conjoints… Rien d'étonnant si les syndicats y sont largement représentés. SUD y est ainsi présent depuis 1988, et s'est très vite imposé comme la deuxième organisation syndicale, derrière la CGT.

En contact permanent avec les réalités de la société, les personnels de la Poste sont également très solidaires entre eux. Après les concours, ils montent tous à Paris, ils font du sport ensemble, ils bénéficient de logements sociaux. Plus tard, ils partent en régions pour être promus avec leur conjoint ou leur conjointe. Il est possible de faire des vœux groupés pour ne pas séparer les couples. Grâce au travail en brigade, il leur est aussi plus facile d'élever des enfants que pour, par exemple, un couple de commerçants : la brigade permet à l'un de travailler le matin et à l'autre de travailler le soir. C'est un monde en soi.

Spécialisation et innovation : un centre de tri et un TGV de la Poste.

> « La mission de "service public" s'est transformée en celle de "service universel", moins ambitieuse »

LH. : Depuis quand la Poste est-elle devenue une entreprise comme les autres ?

M. L. R. : La réforme de 1990 l'a transformée en entreprise publique. Avec la construction européenne et l'ouverture à la concurrence, les choses changent encore, même si l'État français fait tout pour protéger cette organisation un peu particulière.

L'ouverture du capital de l'entreprise doit permettre de la préparer à l'ouverture totale à la concurrence, en 2011. Elle se fait de façon graduelle : en 2006 déjà la Poste a perdu le monopole du l'acheminement sur les lettres de plus de 50 grammes.

Le problème est que si l'actionnaire majoritaire n'est plus l'État, il n'y a plus de raison de respecter la mission de service postal « universel » de la Poste – une mission déjà moins ambitieuse que celle de service « public », puisque depuis 1997 les obligations de service ne sont plus que de cinq jours sur sept, contre sept jours sur sept, avec une présence d'un « point poste » nécessaire à moins de 5 kilomètres de chaque Français… Version bien atténuée du service public !

Ce qu'on présente aujourd'hui comme un changement radical et soudain se prépare en réalité depuis plus d'une décennie. C'est la résultante de la mise en cause des monopoles par l'Union européenne. Reste à savoir si les Français sont prêts à renoncer au droit d'accès au timbre, à la péréquation territoriale et au droit pour chacun, où qu'il habite, de recevoir son journal chez soi affranchi selon un tarif qui ne soit pas lié à la distance parcourue, mais défini par un principe démocratique. Il faut bien comprendre ces enjeux. A la logique commerciale fondée sur la valeur marchande du service rendu, on oppose le principe d'égalité d'accès des citoyens à ce service, fondement même du service public ; il revient, me semble-t-il, au citoyen de choisir.

(Propos recueillis par Juliette Rigondet.)

UN GRAND RÉFÉRENDUM POUR LA POSTE ?

C'est au mois d'août 2008 qu'a émergé l'idée d'un référendum d'initiative populaire (autorisé depuis la réforme de la Constitution en juillet 2008, mais pas encore en place) pour défendre le service public postal. Lancée par FO-Com, Sud-PTT et la CFTC, elle a été soutenue par des journaux comme Marianne *et* Libération *qui invitent leurs lecteurs à signer une pétition. Les signataires s'inquiètent de l'ouverture envisagée du capital de la Poste. Ils y voient une étape dans le démantèlement de l'entreprise, déjà amorcé par la séparation entre les services postaux et les services financiers. Avec, pour les uns, les missions qui coûtent le plus cher et rapportent le moins et, pour les autres, le profit et la rentabilité. En 2011, le marché postal sera complètement ouvert à la concurrence. A cette date, n'importe quel opérateur privé pourra collecter ou distribuer du courrier en France. Faut-il, dans ce contexte, soutenir la mission de service public de la Poste ? Ou laisser jouer les mécanismes du marché ?*

CHRONOLOGIE

1464 Création par Louis XI de la poste aux chevaux.
1627 Publication du premier tarif officiel par ordonnance.
1672 Affermage de la poste par Louvois.
1761 Réunion des Petites Postes (créées dans les années 1750) à la Poste royale.
1804, 19 MARS Création de la Direction générale des postes.
1830, 1er JUIN La loi Sapey met en place un service de distribution et l'installation de boîtes aux lettres dans les campagnes.
1832 Le service rural devient officiellement journalier.
1845 Mise en service de bureaux de poste « ambulants » permettant le tri à bord de wagons des chemins de fer.
1848 Création du timbre-poste.
1851 Mise à disposition du télégraphe électrique au public.
1870 Première utilisation d'une poste aérienne par ballons et pigeons voyageurs pendant le siège de Paris.
1879 Création de la Société générale des téléphones.
1880 Création du ministère des Postes et Télégraphes.
1881 Création de la Caisse nationale d'épargne.
1906 Premières grandes grèves de facteurs des postes.
1918 Ouverture des premiers centres de chèques postaux.
1925, 17 JUILLET L'administration des Postes et Télégraphes intègre officiellement celle des Téléphones (PTT).
1927-1931 Epopée de l'aéropostale, Daurat, Mermoz, Guillaumet, Saint-Exupéry.
1964 Premier TGV postal.
1990 Par la loi du 2 juillet, La Poste est un « établissement public national doté d'un comptable public ».
1991, 1er JANVIER La Poste est séparée des télécommunications : La Poste et France Télécom.
2006, 1er JANVIER La Poste accueille La Banque postale.
2008, FIN AOÛT Appel à un référendum d'initiative populaire contre l'ouverture du capital de La Poste.
2011 Ouverture prévue du capital de La Poste.

POUR EN SAVOIR PLUS

G. DE BERG, *Les Secrets de l'Aéropostale. Les années Bouilloux-Lafont, 1926-1944*, Toulouse, Privat, 2006.
L. LEBRUN, *La France, l'Europe et l'ordre international des communications, 1865-1950*, thèse soutenue à Paris IV-Sorbonne en 2006.
M. LE ROUX (DIR.), *Une génération de postiers raconte…*, Transel, 1996 ; *Histoire de la Poste, de l'administration à l'entreprise*, Rue d'Ulm/Presses de l'ENS, 2002, en particulier les articles d'O. Bataillé, « Une fusion controversée : la création du ministère des Postes et Télégraphes », de B. Oger, « Aux origines de la Caisse nationale d'épargne (1880-1914) », de S. Richez, « La Poste en Normandie au XIXe siècle : personnels et réseaux », de N. Verdier, « Poste et territoires : évolution de la pensée du territoire chez les administrateurs de la Poste au XIXe siècle » ; la préface de ce volume est signée par D. Roche.
M. LE ROUX ET B. OGER (DIR.), « Pour une histoire de la Poste aux XIXe et XXe siècles. Guide du chercheur », *Apostolis*, numéro hors série, hiver 1998-1999.
D. ROCHE, *Madame, Fille de France, une princesse malmenée par l'histoire*, mémoire de Master 2, Joël Cornette (dir.), université Paris VIII, 2008 (un éclairage sur la censure à Versailles).
COMITÉ POUR L'HISTOIRE DE LA POSTE : http://www.laposte.fr/chp/

De la Perse à l'Iran

De Cyrus à Ahmadinejad, 2 500 ans au cœur d'une des plus anciennes civilisations du Proche-Orient.

L'énigme iranienne

L'Iran fait peur, l'Iran séduit, l'Iran nous fait rêver ou nous révolte. De toutes les civilisations non européennes, la sienne est sans doute celle qui nous propose les similitudes les plus troublantes. Et l'exotisme le plus fort.

Pour comprendre le phénomène Iran, il était nécessaire de remonter au-delà de l'islamisation, qui marque pourtant une rupture si violente. Une démarche bien semblable à celle des Iraniens eux-mêmes, qui ont une conscience aiguë de leur héritage. Les fêtes organisées à Persépolis, en 1971, par un souverain moderne soucieux de commémorer la fondation de l'Empire achéménide par Cyrus, choquèrent par leur outrance. Mais les palais de Persépolis, tout comme les mosquées d'Ispahan, ne subirent pas le moindre outrage pendant la révolution islamique qui suivit à partir de 1979. Que l'on songe, un peu plus à l'est, au sort des bouddhas de Bamiyan...

A la fois exotique et proche, l'Iran fait peur, l'Iran séduit, l'Iran nous fait rêver, ou nous révolte

Du prologue pré-islamique de l'histoire de l'Iran, l'Occidental ne retient souvent que l'affrontement avec les Grecs (les « guerres médiques »). Tout aussi célèbre est la conquête d'Alexandre, tour de force militaire aux incalculables conséquences culturelles. Moins connue en revanche, l'importance du creuset mésopotamien sous domination perse pour la maturation de la pensée juive et la formation même du judaïsme. Et carrément au-delà de notre horizon courant, la lutte acharnée d'une dynastie originaire du Fars, les Sassanides, face à Rome quatre siècles durant, l'épuisement des deux adversaires facilitant sans nul doute la conquête islamique.

Après celle-ci, le choc initial passé, des dynasties venues de l'est, souvent turques par leur langue maternelle, mais toujours devenant iraniennes de culture, suscitent une éclatante floraison de « siècles ». Entre Samanides, Seldjoukides, Ilkhans mongols, Timourides, Safavides, il était difficile de choisir. Les Safavides l'ont emporté, par la grâce d'Ispahan, leur capitale, qui mériterait pour elle seule un numéro entier de notre revue. Nous n'avons pas voulu négliger les Qadjars se débattant dans les pièges de la modernité ni enfin le bref pouvoir pahlavi, qui, tout en imposant une dictature brutale, suivit d'abord une trajectoire réformiste et laïque assez comparable à celle de la Turquie kémaliste, mais le pétrole en plus et ses royalties.

L'Iran n'est-il pas tombé dans le piège de l'argent facile, et mal réparti ? Il lui en a coûté une réaction religieuse qui ouvre la troisième partie de ce dossier. Elle dure maintenant depuis près de trente ans et sa fin, périodiquement annoncée, n'arrive pas. La guerre sanglante avec l'Irak a même consolidé le régime islamique et lui a fourni l'occasion d'éliminer toute opposition. L'avenir est-il de nouveau ouvert ?

L'Iran demeure une énigme. Fasse la sagesse humaine que cette culture amoureuse de la couleur en garde l'éclatante diversité. Sans comprendre la culture iranienne, on ne saurait non plus comprendre le rôle régional et planétaire de l'Iran.

Pierre Chuvin
Professeur à l'université Paris-X Nanterre

Les premiers empires

28. L'EMPIRE DE CYRUS LE GRAND
30. A LA COUR DU ROI DES ROIS
36. LES DISCIPLES DE ZARATHOUSTRA
40. ALEXANDRE, SUCCESSEUR DES ACHÉMÉNIDES
46. LE TEMPS DES SASSANIDES

De Cyrus le Grand aux Sassanides, en passant par l'épopée d'Alexandre de Macédoine, c'est le temps des empires pour la Perse, qui étend sa domination de l'Asie Mineure aux confins de l'Inde.

L'empire de Cyrus le Grand

En quelques années, le roi des Perses Cyrus conquiert tout le Proche-Orient, l'Asie Mineure, l'Asie centrale… Irruption fracassante dans l'histoire d'un peuple jusque-là inconnu.

Entretien avec **Pierre Briant**

Monnaie achéménide d'argent (pièce) représentant le Bâtonnerivet, coiffé de la couronne crénelée, arc à la main gauche.

Concernant les débuts de l'empire perse*, l'historien manque singulièrement de sources. Les Perses n'ont pas transmis d'annales royales, à l'exception du récit (réélaboré) de son propre avènement par Darius le Grand sur le roc de Béhistoun. Dans ces conditions, nous n'avons accès à aucune vision perse de l'histoire achéménide*. Les seules sources narratives, insuffisantes et souvent biaisées, sont les sources grecques et certains livres de l'Ancien Testament (*Néhémie*, *Esdras*). Au v*siècle av. J.-C., Hérodote, dans ses *Enquêtes*, traite de l'ensemble des relations entre Mèdes et Perses, et il livre une des versions de la légende de Cyrus.

D'où viennent les Perses ? L'archéologie offre quelques pistes. Le peuple perse appartient à une vaste famille ethno-linguistique et culturelle qui est celle des populations indo-iraniennes, dont les langues sont parlées de l'Iran actuel à la Sogdiane et la Bactriane, entre Iran et Asie centrale. Une partie de ces populations est venue s'installer autour de l'An Mil av. J.-C. dans cette région du sud-ouest des monts Zagros qu'on appelle le Fars. C'est là qu'apparaît le premier royaume perse, celui que Cyrus nomme « *royaume d'Anshan* », sur l'inscription d'un cylindre retrouvé à Babylone.

Les Perses sont mentionnés dans des textes épigraphiques de Babylonie, d'Assyrie et du royaume d'Élam, dont la capitale est Suse. On est assez sûr désormais grâce à l'étude des inscriptions élamites que, dans la première moitié du Ier millénaire av. J.-C., les Perses sont en rapport étroit avec les Élamites, qui ont exercé une influence politique et culturelle importante sur la formation du peuple perse. Mais quand Cyrus prend le pouvoir en 557, le petit royaume d'Anshan a déjà peu à peu pris son indépendance.

La langue élamite est restée une des langues de l'empire perse : les tablettes de Persépolis sont écrites en cunéiforme élamite. Et lorsque Darius Ier, vers 520 av. J.-C., fait graver sur le rocher de Béhistoun une inscription en trois langues, où il proclame sa victoire sur un usurpateur et affirme que sa lignée remonte à Achéménès, la première version du texte est en élamite.

Comment ce royaume est-il devenu une puissance militaire ? Le mystère reste entier. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'en quelques décennies Cyrus le Grand conquiert le Proche-Orient, jusqu'alors divisé. Le royaume mède au nord des monts Zagros est conquis en 550 ; le royaume de Crésus en Asie Mineure en 546 ; le gigantesque royaume néobabylonien qui s'étend sur tout le Croissant fertile tombe en 539 ; puis c'est le tour de celui de Bactriane en Asie centrale. C'est Cambyse (530-522 av. J.-C.), le successeur de Cyrus, qui conquiert le royaume pharaonique, un adversaire formidable. Darius Ier (522-486 av. J.-C.), lui, lance une expédition terrestre et navale dans la vallée de l'Indus.

Vers l'ouest, les armées achéménides ont franchi les détroits, pris la Thrace et mené une expédition au-delà du Danube. La Macédoine est plus ou moins soumise, de même que la plus grande partie des îles de la Méditerranée orientale.

La conquête militaire s'accompagne d'une stratégie politique d'alliance avec les élites locales. A la mort de Darius en 486 av. J.-C., l'empire perse est le plus grand de l'Antiquité. Pendant longtemps, on a qualifié cet empire de « féodal ». Il aurait été géré de manière personnelle sans administration, puisque les Perses étaient des nomades, disait-on. En réalité, la découverte et le dépouillement des archives ont beaucoup changé la vision des choses. Les tablettes de Persépolis montrent une administration que l'on peut même qualifier de « paperassière ». C'était un empire très structuré, organisé en gouvernements provinciaux certainement dès l'époque de Cyrus : les satrapies*, au nombre d'une vingtaine environ, dont on peut à peu près définir les ressorts territoriaux (*cf.* carte). Le roi a sur place un représentant : le satrape « *protecteur du pouvoir* ». Chaque gouvernement provincial est géré par l'administration impériale en matière d'armée, de finances et d'impôts.

> « *Un empire très structuré, organisé au niveau de provinces appelées satrapies* »

Parmi les satrapies les mieux connues, celle de Babylonie, où ont été mises au jour des archives de sanctuaires et de maisons d'affaires. En Égypte, de nombreux documents écrits sur papyrus et parchemins ont été découverts, par exemple des lettres écrites à et par un satrape de l'époque du règne de Darius II (424-405 av. J.-C.). Il faut également citer les archives d'une communauté judéenne de l'île d'Éléphantine, sur le Nil, près d'Assouan. Et celles d'une oasis du désert occidental, Ayn Manawir, écrites en écriture démotique sur des tessons de céramique : elles y ont été mises au jour en même temps qu'un village, des champs et un réseau d'irrigation d'époque perse. Au dos d'un papyrus d'Éléphantine, on a retrouvé la version en araméen (la langue véhiculaire des administrations provinciales) de l'inscription de Béhistoun. Ce qui signifie que celle-ci a été envoyée un peu partout dans l'empire et traduite sur place. La version d'Éléphantine date de l'époque de Darius II, ce qui révèle aussi que ce texte a continué de se transmettre bien après sa rédaction. A Daskyleion, en Phrygie hellespontique, des traces d'archives impériales ont été trouvées, des bulles avec des sceaux datés de l'époque de Xerxès (486-465 av. J.-C.).

Pendant longtemps les satrapies d'Asie centrale sont restées dépourvues de sources écrites d'époque achéménide. Or des parchemins d'époque perse en provenance de Bactriane, issus de fouilles clandestines, sont récemment apparus sur le marché des Antiquités à Londres. Ces lettres rédigées en araméen sont très proches dans la forme de celles que nous connaissons en Égypte. C'est bien la preuve que les régions d'Asie centrale étaient administrées de la même manière que les autres satrapies. On pourrait encore citer des découvertes récentes en Ichmée au nord de la mer Morte. Dans chaque satrapie, des archives étaient minutieusement tenues à jour. L'image de l'administration achéménide est de plus en plus clairement celle d'une administration serrée et évoluée, qui se place en partie dans la continuité des archives que l'on connaît pour le Proche-Orient ancien, par exemple en Assyrie et en Babylonie, ou encore en Syrie dans le royaume de Mari.

(Propos recueillis par Séverine Nikel.)

L'AUTEUR
Professeur au Collège de France, Pierre Briant est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment *Histoire de l'Empire perse. De Cyrus à Alexandre* (Fayard, 1996), il vient de publier *Lettre ouverte à Alexandre le Grand* (Actes Sud, 2008). Ces extraits en inédit.

Note
* Cf. lexique, p. 94.

A la cour du Roi des Rois

Luxe effréné, rituels compliqués… Les historiens grecs nous ont livré une image caricaturale de l'Empire perse. Aujourd'hui, l'archéologie et les tablettes de Persépolis nous donnent accès au quotidien d'un système politique structuré autour du Roi des Rois.

Par **Pierre Briant**

L'AUTEUR
Professeur au Collège de France, Pierre Briant est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment son *Histoire de l'Empire perse. De Cyrus à Alexandre* (Fayard, 1996). Il vient de publier *Lettre ouverte à Alexandre le Grand* (Actes Sud, 2008).
Cet article est la version revue et mise à jour de « Faste et splendeurs de la cour de Perse », *L'Histoire* n° 308, pp. 60-67.

Page de gauche : les ruines de Persépolis. On voit au premier plan l'escalier qui mène sur la terrasse de Persépolis et vers l'Apadana, la salle des audiences du palais de Darius Ier. Ci-contre : le buste d'un ancien roi perses jaune dans, musée de Téhéran.

Première « empire-monde » de l'Antiquité, l'Empire perse* ou achéménide* (vers 550-330 av. J.-C.) a longtemps été considéré presque exclusivement à travers le prisme déformant des auteurs grecs qui lui associaient des images de luxe décadent et pervers. La mise au jour de nombreux vestiges archéologiques et la publication d'une énorme documentation en toutes langues conduisent l'historien à modifier du tout au tout ce point de vue partisan et polémique. On préfère actuellement analyser la monarchie, la cour et l'empire des Grands Rois hors d'une grille de lecture imposée par les thuriféraires de Périclès et d'Alexandre – autrement dit, du monde grec. Le système politique perse nous apparaît, à travers ses manifestations de splendeur et son impressionnant cérémonial, comme profondément structuré, et conçu autour de la personne du Roi des Rois. Mais ce système, au quotidien, comment fonctionnait-il ?

Nous sommes en 486 av. J.-C. Monté sur le trône trente-six ans plus tôt à l'issue d'une lutte dynastique sanglante et de guerres sans pitié contre les peuples rebelles, le Grand Roi Darius Ier, fils d'Hystaspes, âgé de près de 70 ans, repose dans ses appartements du palais de Suse. Les nouvelles que lui apportent les messagers montés sur leurs coursiers rapides sont mauvaises : province éloignée mais stratégiquement essentielle, l'Egypte vient de se révolter. Pourtant, les difficultés passagères ne peuvent cacher que l'empire que Cyrus le Grand avait commencé de construire cinquante ans plus tôt a atteint, ou presque, les limites du monde habité. C'est ce que proclame le texte gravé sur des plaques de fondation[1] en or et en argent qui ont été déposées, quelques années plus tôt, aux coins de la salle des audiences (Apadana) de Persépolis et à Ecbatane de Médie : « *Darius le Grand Roi, Roi des Rois, Roi des pays, fils d'Hystaspes, un Achéménide. Dit Darius le roi : "Voici le royaume que je tiens, depuis les Saka qui vivent au-delà de la Sogdiane jusqu'au pays de Kush, et de l'Hindush jusqu'à Sardes"…* » – soit, des steppes d'Asie centrale jusqu'au haut Nil, et de la vallée de l'Indus jusqu'aux rivages de la mer Egée.

Suse (qui n'est à proprement parler qu'une résidence impériale parmi d'autres) constitue l'une des manifestations les plus éclatantes du pouvoir perse – elle le restera jusqu'à sa reddition à Alexandre à l'automne 331 av. J.-C. Très ancien centre du royaume élamite, la ville a été entièrement remodelée par Darius Ier après ses victoires de 522-520 av. J.-C. Peut-être déjà atteint par la maladie qui allait l'emporter quelques mois plus tard, le souverain se prépare cependant à gagner Persépolis, autre capitale qu'il a élevée au cœur du pays perse, le Fars d'aujourd'hui.

Les auteurs anciens, qui ont souvent parlé de la coutume qui amenait le roi et la cour à aller de résidence en résidence (Babylone, Suse, Persépolis, Ecbatane) tout au long de l'année, avançaient pour cela des raisons climatiques (il valait mieux passer l'été dans des résidences d'altitude). Il s'agit là d'une explication valable mais insuffisante : si Darius Ier se trouve en novembre à Persépolis, située à près de 1 800 mètres d'altitude, et qui subissait durement les rigueurs de l'hiver, ce n'est certainement pas pour y trouver de la fraîcheur !

Babylone, Ecbatane, Suse, Persépolis, une cour itinérante

Ces déplacements obéissaient donc aussi à d'autres motivations. Elles pouvaient être liées aux nécessités du calendrier cultuel. Car l'une des fonctions essentielles du roi était d'attirer la faveur des dieux sur la Perse en pratiquant des sacrifices rituels. Avec l'aide du grand dieu Ahura Mazdâ, il doit protéger son pays de l'armée ennemie, de la rébellion et des mauvaises récoltes. C'est dire que ses mouvements, comme ceux de la cour, recèlent aussi une valeur politique : réaffirmer la domination sur les terres et les personnes.

UNE LONGUE CARAVANE

C'est bien pourquoi les satrapes* devaient venir accueillir le roi aux frontières de leurs gouvernements et les dirigeants des cités aux limites de la ville. Les populations devaient également faire d'immenses préparatifs pour la table du roi. Quant aux petits paysans perses, ils étaient soumis à une obligation, comme Elien le décrit dans ses *Histoires variées* : « *Lorsque le roi passe, chacun expose sur son trajet ce qu'il a eu soin d'apporter. Tout cela est appelé du nom de présent et reçu du roi sous ce nom. Les plus pauvres présentent du lait, du fromage, des dattes, des fruits de la saison et les primices des autres productions des environs.* »

Notes
* Cf. lexique, p. 94.
1. Inscriptions sur métal placées au niveau des fondations d'un monument bâtiment par le roi, de manière à ce que leur pouvoir en soit préservé.

Les auteurs grecs ont dénoncé l'obligation de s'incliner devant le roi et de lui manifester ainsi sa soumission

Le chemin suivi est assez bien connu grâce à une série des archives royales (tablettes de Persépolis) sur laquelle sont enregistrés les mouvements des caravanes officielles. Celles-ci avaient le droit de faire halte dans les stations régies par l'État, d'y toucher des rations alimentaires, éventuellement d'y trouver des chevaux de remplacement (pour les cavaliers de la poste rapide). On voit donc mentionnés dans ces documents le nom du satrape qui a fixé la mission, le lieu de destination, le nom du chef de la caravane, le nombre et la qualité des participants, le montant des rations (y compris pour les animaux), la date et le lieu où elles ont été délivrées par le chef du magasin royal.

Partant de Suse, la caravane se dirigeait vers le piémont des monts Zagros par une route de plaine étouffante (au moins dans l'été). Les paysages changeaient du tout au tout dès lors que l'on parvenait sur le plateau iranien, dans le Fars proprement dit.

Le Grand Roi (Darius Ier ?), relief d'audience du palais de Persépolis, vers 515 av. J.-C.

LE GRAND ROI EN AUDIENCE

Le Grand Roi est assis sur son trône, dans une posture hiératique, ses pieds posés sur un tabouret, une fleur de lotus à la main gauche, son long sceptre à la main droite. Le trône lui-même est posé sur une estrade, où seul se tient, derrière le roi, un personnage vêtu lui aussi d'une robe d'apparat, tenant une fleur de lotus dans la main gauche, la main droite étendue en direction du trône royal : très probablement le successeur désigné. Face au roi, en contrebas, séparé de l'estrade par deux encensoirs sur pied, un haut personnage muni d'un bâton à la main gauche s'incline en portant la main droite à sa bouche comme pour lancer un baiser. Il s'agit certainement d'un très haut officier de la cour, peut-être celui qui, sous l'appellation grecque de « chiliarque », ou « chef des Mille », avait la charge d'admettre ou non ceux qui demandaient à être reçus en audience.

P. B.

Selon un témoin oculaire, la route traversait alors des pays verts et bien arrosés, parsemés de jardins où le roi et sa suite pouvaient trouver repos. Il fallait environ trente jours à une armée pour rejoindre Persépolis à partir de Suse. Bien que la route soit qualifiée d'*amaxitos* (« *accessible aux chariots* ») par Arrien – un historien d'Alexandre – dans son *Anabase*, il ne fait pas de doute que la caravane royale mettait beaucoup plus de temps.

C'était en effet une véritable migration collective de plusieurs milliers de personnes. On en trouve la meilleure illustration à travers les récits anciens décrivant la marche de Darius III entre Babylone et la Cilicie, en 333 av. J.-C. : dans le cortège officiel, on reconnaît le roi sur son char, entouré de sa garde personnelle, de ses parents et plus proches amis. L'accompagnent également un cheval blanc voué au Soleil, et les chars dédiés à Ahura-Mazdâ et au Feu sacré, eux-mêmes suivis des mages chantant les hymnes traditionnels. Puis la mère et l'épouse du roi, ainsi qu'une foule de compagnes et d'eunuques.

Quant aux femmes et familles des principaux dignitaires, et aux milliers de domestiques, ils avaient été laissés cette fois à l'abri à Damas, avec le Trésor du Grand Roi. Rédigé à l'issue de la prise de la ville, un inventaire partiel ne cite pas moins de 796 domestiques et esclaves capturés : encore ne s'agit-il que du relevé du personnel des cuisines et de la table royale !

LA SUCCESSION

C'est ensuite l'arrivée à Persépolis, après la traversée de la vaste plaine de Marv Dasht qui vient mourir au pied des hauts murs de soutènement entourant la cité. Décidée par Darius, la construction de Persépolis était alors loin d'être achevée : ce devait être plutôt à cette date un gigantesque chantier, sur lequel travaillaient des centaines d'ouvriers spécialisés ou non, déportés de toutes les régions de l'empire (les *kurtash*). En fait les travaux ne cessèrent jamais, et certains édifices ne furent pas achevés. De loin, le visiteur pouvait néanmoins voir s'élever très haut sous le ciel bleu les colonnes monumentales de la salle des audiences : c'est sur les parois de ses escaliers qu'à l'époque de Darius et de son fils Xerxès furent représentés les cortèges des délégations des peuples soumis venant apporter dons et cadeaux au Grand Roi.

C'est là que, dans le courant du mois de novembre 486, Darius meurt « *après une maladie de trente jours* ». Des messagers aux coursiers rapides furent immédiatement envoyés porter la nouvelle dans toutes les provinces du vaste empire. Ordre était donné d'éteindre les Feux sacrés, dont des autels étaient disposés partout. Le roi avait d'ores et déjà, dans des circonstances et à une date mal définies, choisi Xerxès pour lui succéder. De la cérémonie d'investiture, nous savons seulement qu'elle se déroulait à Pasargades, ville fondée par Cyrus et située à une soixantaine de kilomètres de Persépolis, avec un caractère religieux nettement marqué.

Elle était conduite par les mages dépositaires de la mémoire collective du peuple perse, chargés de l'éducation des fils royaux, qui accompagnaient l'héritier présomptif depuis sa plus tendre enfance, lui apportant le secours de leurs connaissances (y compris dans le domaine médical) et le guidant lors de l'accomplissement des sacrifices. Particulièrement versés dans l'utilisation des pierres magiques et des simples, ils veillaient sur le régime alimentaire de l'héritier qui, avant la cérémonie, devait « *goûter un gâteau de figues, mâcher du térébinthe* [pistache] *et boire jusqu'à la dernière goutte une coupe de petit-lait* ». Cette initiation se déroulait dans un sanctuaire de la déesse Anahita, véritable dispensatrice de l'investiture divine. Après avoir revêtu la robe du fondateur Cyrus – rite magique de transmission du pouvoir dynastique –, l'héritier se muait d'un coup en nouveau Grand Roi.

L'une de ses premières tâches était d'inhumer son père. Après avoir été (probablement) momifié, le corps du défunt avait été transporté sur un char funèbre jusqu'à la tombe rupestre que Darius avait fait creuser dans la haute falaise de Naqsh-i Rostam (à quelques kilomètres de Persépolis), rompant avec la tradition d'un tombeau construit que Cyrus avait au contraire adoptée à Pasargades.

Le nouveau roi devait se préparer à une suite quasi ininterrompue d'obligations et de devoirs de toutes sortes, dont l'accomplissement permet d'abord de mettre en scène sa majesté souveraine. Il quitte ses appartements, en posant les pieds sur de somptueux tapis importés de Sardes qu'il est le seul à pouvoir fouler. Lorsqu'il se déplace, un porteur de parasol et un porteur de chasse-mouches le délivrent des maux qui assaillent le simple mortel, tandis qu'un autre serviteur tient sur son bras une serviette pour lui permettre de se rafraîchir le visage. Le cortège se dirige vers la salle des audiences.

Le cérémonial, qui se déroule selon des règles intangibles quel que soit le lieu où le roi réside (Suse, Persépolis, Ecbatane, Babylone ou une capitale provinciale), est assez bien connu grâce aux reliefs des audiences de Persépolis et aux comptes rendus des auteurs grecs informés par les témoignages des nombreux ambassadeurs envoyés en mission auprès du Grand Roi (*cf. ci-contre*). Bien que l'art officiel achéménide ne soit pas à proprement parler un art narratif et qu'il n'ait pas pour fonction de retranscrire le déroulement d'une cérémonie dans tous ses détails scéniques, il ne fait guère de doute que les reliefs illustrent ce que les auteurs grecs ont voulu dénoncer sous le terme de « *proskynèse* », c'est-à-dire l'obligation de s'incliner devant le roi et de lui manifester ainsi sa soumission. C'était l'une des conditions à remplir pour obtenir le privilège d'être reçu en audience.

Au cours de ces audiences, satrapes et généraux venaient faire leur rapport, et les ambassadeurs des pays étrangers entretenaient le roi des problèmes intéressant royaumes et cités. Puis venait le banquet, sur lequel nous sommes particulièrement bien renseignés grâce aux observations des voyageurs grecs et grâce aussi maintenant aux informations que l'on tire des archives de Persépolis. Tout comme le rédacteur anonyme du *Livre d'Esther*[2], qui commence la description d'une débauche de lits d'or et d'argent, de tentures rehaussées de broderies, de colonnes de marbre, où le roi « *offrit à tout le peuple qui se trouvait à Suse dans la citadelle, grands et petits, un festin de sept jours, dans l'enclos du palais royal...* »

Les Français à Suse

Le site de Suse, dans le sud-ouest de l'Iran, n'est plus qu'un champ de ruines. Fondée il y a plus de 6000 ans, Suse fut une résidence royale à l'époque achéménide. Jamais oubliée, elle a été fouillée au milieu du XIXe siècle par l'Anglais William Loftus, qui retrouve, sur le tell de l'Apadana (le nom de la salle hypostyle de Darius Ier), des bases de colonnes dont certaines portent l'inscription d'Artaxerxès II, qui répara cette salle. En 1885 et 1886, Marcel et Jane Dieulafoy mettent au jour la résidence de Darius Ier, bloc compact organisé autour de trois cours sur un plan de type mésopotamien, très différent de Persépolis, où les différents « palais » sont répartis sur la terrasse. C'est là que sont découverts les fameux panneaux de briques émaillées, des archers et des lions, aujourd'hui conservés au Louvre. Cette longue période est fructueuse pour la découverte d'objets, dont la stèle du Code d'Hammourabi (en 1901), mais, dans leur hâte à connaître « les débuts de la civilisation », les équipes fouillent souvent trop vite. Jacques de Morgan, sur place de 1897 à 1912, fondateur de la délégation en Perse, s'intéresse aux périodes les plus anciennes.

À partir de 1968, le préhistorien Jean Perrot s'attaque résolument aux restes du palais et aboutit à un plan cohérent du complexe. Il découvre l'accès, une porte monumentale isolée, comme la Porte de Xerxès à Persépolis. En 1972, il exhume la superbe statue de Darius, faite en Égypte et rapportée à Suse par Xerxès. L'appartement du roi révèle deux tables en pierre, où Darius décrit de façon symbolique la construction du palais. Jean Perrot étudie aussi la muraille, simple glacis qui enclôt environ 70 hectares. Mais ni les travaux de grande ampleur au XIXe siècle, ni les fouilles précises de l'époque Perrot ne mettent en évidence d'autres vestiges achéménides : la population locale a probablement été rejetée à l'extérieur lors de l'installation du palais. Malheureusement, ces campagnes de fouilles ont laissé place, en 1980, à d'autres campagnes, avec la guerre Iran-Irak ; depuis 1993, des équipes iraniennes ont repris des travaux archéologiques.

Rémy Boucharlat
Archéologue, directeur de recherche au CNRS

LE PRINCE EN SON PARADIS

Le « paradis » – terme grec hérité du perse qui désigne un vaste espace clos et planté – est le lieu par excellence où se donnent à voir les vertus royales. Immenses espaces verdoyants et bruissant d'eaux courantes au milieu de terres désertiques, ces extraordinaires jardins sont une manifestation éclatante, aux yeux de tous, des capacités surhumaines du roi à dompter les forces hostiles et à permettre la croissance de la végétation. On les trouvait répartis partout dans l'empire, chaque satrapie en comptant au moins un, et souvent plusieurs. Lieux de détente « réservés aux satrapes et aux rois », soigneusement cultivés et arrosés, rafraîchis par de hautes futaies, ils comprenaient également un département d'expérimentation végétale et animale, où l'intendant avait à cœur d'acclimater des espèces nouvelles. C'étaient aussi des réserves de chasse qui permettaient au roi et aux nobles de s'adonner à l'une de leurs activités favorites : entourés de hauts murs, peuplés de milliers de fauves – que l'on élevait dans ce but –, les « paradis » étaient parcourus par des chasseurs à cheval aidés de rabatteurs, tandis que les « stratèges des chasses » avaient la charge des chiens de chasse. Cet exercice physique représentait d'abord, lorsque le roi y prenait part, un lieu privilégié d'exaltation et de mise en scène de ses vertus. P. B.

Quand les auteurs grecs affirment que, chaque jour, le monarque nourrit 15 000 personnes, le terme renvoie évidemment à l'administration de la Table royale, qui inclut les serviteurs et les soldats : ceux-ci, on le sait, recevaient leurs rations dans la cour du palais, loin du roi. Ils n'en faisaient pas moins partie de ceux qui mangeaient grâce aux vivres distribués par le souverain, comme les hauts officiers et les membres de l'entourage du roi. On comprend mieux alors les quantités astronomiques de produits livrés chaque jour aux cuisines.

BANQUET ROYAL

Parmi tous les banquets tenus au long de l'année, l'un revêtait une importance particulière, celui qu'Hérodote appelle « *banquet royal* ». Il a lieu, précise-t-il, « *le jour anniversaire du roi* » et, ce jour-là mais ce jour-là seulement, « *le roi se parfume la tête, et il fait alors des cadeaux aux Perses* ». La première coutume fait peut-être allusion à un rite de renouvellement annuel du pouvoir royal. Quant à la prestation de cadeaux aux gens de son entourage, c'est là une caractéristique de la royauté perse : sous forme de robes, de bijoux, d'armes, de chevaux ou encore de hauts commandements et de titres (« *ami* », « *compagnon de table* », « *parent* », etc.), voire d'un mariage avec l'une de ses filles, le roi tisse des relations très étroites avec l'aristocratie, ainsi transformée en noblesse de cour.

Mais les dons octroyés lors du « *banquet royal* » ont un caractère bien particulier : le roi est alors « *forcé par la coutume qui ne permet pas, chez les Perses, que, ce jour-là, une demande ne soit pas satisfaite* ». La même obligation pesait sur lui lors de la fête au cours de laquelle il reconnaissait l'un de ses fils comme héritier présomptif. C'est à cette occasion que Darius, l'un des fils d'Artaxerxès II, demanda à son père de lui céder la fameuse Aspasie, l'ancienne compagne de feu Cyrus le Jeune. Irrité, le roi son père y consentit « *pour obéir à l'usage* », mais aussitôt il ordonna à Aspasie de se vouer désormais à la chasteté dans un sanctuaire d'Anahita !

Le souverain, qui en principe mange seul, est servi par une nuée de serviteurs qui ont préalablement pris un bain et revêtu une robe blanche. Dans l'inventaire de la domesticité capturée à Damas par les Macédoniens après la victoire d'Issos, figurent, outre les cuisiniers, marmitons, fabricants

Les peuples soumis portant tribut au Grand Roi, relief du palais de Darius, Ve siècle av. J.-C.

Fascinés par la puissance et le luxe de l'ennemi perse, et soucieux de les dévaluer, les Grecs ont créé un Orient de fantasme

de laitage et autres filtreurs de vin, 46 tresseurs de couronnes, 14 fabricants de parfum et pas moins de 329 femmes désignées en grec sous l'appellation « *concubines* [pallakai] *royales musiciennes* ».

Le terme *pallakai* ne désigne pas des compagnes de lit du roi, mais plutôt des jeunes femmes, certainement esclaves, ayant reçu une éducation qui les a préparées à distraire une société d'hommes : elles sont musiciennes et, à ce titre, tout au long du repas, elles jouent de la lyre et de la flûte ; elles chantent et elles dansent sous les yeux du souverain. Mais bien d'autres artistes égayaient les banquets royaux : danseurs, rhapsodes, jongleurs, etc., que l'on faisait parfois venir de fort loin. On sait par exemple que le célèbre lutteur Milon de Crotone « *était en grand renom chez le roi Darius le Grand* ».

Platon, Xénophon et les autres participent d'un genre polémique

Selon le texte de la Vulgate, l'Assuérus (Xerxès ?) du *Livre d'Esther* donna son fameux festin « *dans le vestibule du jardin et du bois qui avaient été plantés par les mains royales avec une magnificence digne d'eux* ». La mention rappelle ce que Xénophon disait de Cyrus le Jeune, dont il avait fait le représentant exemplaire des vertus royales. Le jeune prince faisait visiter à un Spartiate son jardin, ou « *paradis* » de Sardes admirablement orné d'arbres magnifiques, « *plantés à égale distance, en rangées droites* [...] *selon une belle proportion géométrique* ». À son hôte qui s'émerveillait du talent paysagiste, Cyrus affirma tout simplement – selon Xénophon, dans son *Économique* – : « *Eh bien, c'est moi qui ai tout dessiné et arrangé, et il y a même des arbres que j'ai plantés moi-même.* » Ces textes renvoient à l'une des facettes de l'idéologie monarchique perse : protecteur de la terre et des paysans, le Grand Roi est aussi un « *bon jardinier* », grâce à sa position d'intercesseur entre ses sujets et les divinités garantes de la pluie et des récoltes.

Reste, pour conclure, à préciser la délicate position de l'historien vis-à-vis des récits dont il dispose sur la cour des Grands Rois. Jusqu'à la publication (en cours) des tablettes de Persépolis, celle-ci était connue presque exclusivement à travers les comptes rendus et analyses des observateurs grecs. Or, fascinés par la puissance et le luxe de ces mœurs étrangères, ceux-ci ont bien souvent développé un discours idéologique visant à dévaluer l'empire auquel ils étaient confrontés depuis la conquête de Sardes par Cyrus le Grand, en 546 av. J.-C. C'est particulièrement vrai de l'historiographie grecque du IVe siècle. Si, en effet, pour Platon, Xénophon et bien d'autres, Cyrus est la figure emblématique d'un temps d'équilibre, c'est, disent-ils, qu'il n'était pas fils de roi et qu'à ce titre il avait suivi « *la rude éducation des pasteurs* ». Élevés en revanche par des femmes et des eunuques au fond de palais gorgés d'or, ses successeurs « *reçurent une éducation empreinte de mollesse* », si bien qu'après Darius Ier « *il n'y eut chez les Perses aucun roi qui ait mérité, si ce n'est nominalement, d'être appelé Grand Roi* », écrit Platon dans les *Lois*.

EXOTISME

De telles représentations relèvent à l'évidence du genre polémique. Mais, si elles ont pu être répétées avec une telle constance, c'est aussi qu'elles participaient de la vision fantasmatique d'un Orient envié et dénigré à la fois. L'un des concepts les plus fréquemment utilisés par les Grecs, lorsqu'ils parlent des Perses, est celui de « *tryphè* », que l'on peut comprendre comme « *luxe ostentatoire* », certains faisant justement de la « *tryphè* » le symptôme éclatant de la splendeur royale : tel était évidemment le sens profond que les Grands Rois eux-mêmes voulaient donner du faste de leur cour et des règlements qui en organisaient la mise en scène quotidienne.

Mais la théorie dominante en Grèce était tout autre : au luxe est attachée une connotation profondément négative. Chez Ctésias – historien grec qui a vécu en Perse sous Artaxerxès II, à titre de médecin du roi –, la cour apparaît vouée aux ambitions haineuses et cruelles des femmes, aux complots des eunuques et des courtisans, aux assassinats et exécutions qui rivalisent dans l'horreur, à la délation et à de troubles intrigues amoureuses. Pour bien des auteurs du IVe siècle av. J.-C., la « *féminisation* » des palais alliée au luxe effréné des vêtements et de la table est la cause première, et le symptôme irrécusable, d'une « *décadence perse* » inexorable.

Cette image s'est perpétuée au cours des siècles ; on la retrouve intacte chez Rawlinson parlant en 1867 de « *la corruption de la cour de Xerxès* », ou chez Gobineau dénonçant en 1869 « *les sanglantes intrigues de palais et la démoralisation généralisée* » du temps d'Artaxerxès II[3]. On voit ainsi, sans surprise excessive, combien l'« *orientalisme* » d'aujourd'hui a emprunté à celui des Grecs de l'époque classique, et pourquoi l'histoire des Grands Rois et de leur empire a souffert si longtemps d'un discrédit profond, parfois teinté d'un mépris de pacotille. ■

Notes
2. Connu dans des versions hébraïque, grecque et latine, le *Livre d'Esther* (qui appartient à la Bible hébraïque) est une sorte de conte qui prend à faux probablement à l'époque de Xerxès, dans le milieu de la communauté judéenne dans l'histoire épique de ... – mais un roman historique dont l'auteur manifeste une connaissance assez précise des lieux et des usages. Le texte hébreu pourrait remonter au IVe siècle av. J.-C.
3. G. Rawlinson, *Fifth Oriental Monarchy*, London, 1867 ; et J. A. de Gobineau, *Histoire des Perses d'après les auteurs orientaux, grecs et latins*, II, 1869.

Les disciples de Zarathoustra

Un dieu prééminent, Ahura Mazdâ, un dieu secondaire, Angra Manyu, un prophète, Zarathoustra, une pensée de la bonne vie… Entre le VIe siècle avant notre ère et le VIIe siècle après, le mazdéisme a été la première religion des Perses.

Entretien avec **Clarisse Herrenschmidt**

Le culte se déroule en face du feu. Ici, en 2001, une cérémonie zoroastrienne à Chak Chak, en Iran.

Le disque ailé tient lieu de symbole d'Ahura Mazdâ, le divinité qui a mis en branle l'activité du cosmos. Ci-contre : détail d'un relief en céramique émaillée du VIe siècle av. J.-C.

Le mazdéisme* constitue une religion antique, polythéiste, toujours vivante. Ses origines historiques restent et resteront obscures, malgré les progrès réalisés par les iranistes dans les vingt dernières années. Son avenir n'est pas clos car les communautés mazdéennes, en Amérique, et en particulier en Californie, sont bien vivantes. Le mazdéisme, apparu au VIe siècle avant notre ère, a été la première religion des Perses*. Culte officiel à la période achéménide*, il est resté majoritaire jusqu'à la conquête arabo-musulmane, au VIIe siècle.

Le dieu principal des mazdéens était Ahura Mazdâ, dont on peut traduire le nom par « *le seigneur-être sage* ». Lui rendre hommage impliquait que l'on s'oppose aux forces des ténèbres, de la mort, représentées par les démons et par un dieu du mal, Angra Manyu, « *l'esprit du mal-penser* ». Ahura Mazdâ, incréé, auto-engendré, à la fois mâle et femelle, a mis en branle l'activité du cosmos. Il s'agit d'une instauration plutôt que d'une création : la place des étoiles, le chemin suivi par le soleil, la succession des générations, une sorte de bon ordre de marche, auquel il a fallu donner l'impulsion initiale. Aux temps antiques, on pensait que le corps d'Ahura Mazdâ était le ciel diurne, sa bouche, qui était aussi son oreille, le feu du culte : c'est par lui qu'il parlait aux hommes et entendait leurs paroles.

Ahura Mazdâ s'accompagnait d'entités divines figurant des personnifications du rituel, de l'attitude sacrificielle ou des bénéfices du culte : Ordre cosmique et rituel, Bonne Pensée, Délificence, Empirise, Santé et Immortalité. Le mazdéisme connaissait aussi des dieux personnels, dont les plus connus sont Mithra, le dieu du contrat et de la justice, associé au soleil parce que dans beaucoup de civilisations anciennes la justice c'est la lumière qui ne laisse pas d'ombre, et Anahitâ, déesse des eaux et des rois ; et puis le dieu du vent, celui de la victoire, la déesse de la part ou, si vous préférez, du destin… Bref, le mazdéisme est un polythéisme.

Mais le mazdéisme est un dualisme positif dans sa mythologie : les forces de vie et du bien sont victorieuses par définition. Angra Manyu préexiste au temps, comme Ahura Mazdâ. L'erreur, la confusion et le mensonge constituent Angra Manyu et les démons ; leur caractéristique, c'est d'être pleins de mort. Si Ahura Mazdâ a mis en marche le cosmos, c'est justement pour mettre en échec Angra Manyu, l'enfermer dans le temps. Il savait que les forces du mal essaieraient de prendre le pouvoir dans sa création et qu'à la fin elles perdraient. Il est absolument supérieur à Angra Manyu car il est hors du temps et *mazdâ*, « *sage, tout intelligent* ».

Le mazdéisme a une pensée du temps clos qui suppose que l'histoire du monde est comprise à l'intérieur de trois périodes de trois mille ans : elle s'étend sur neuf mille ans. Au cours de la première période, le monde est mis en marche et Ahura Mazdâ assomme le dieu du mal par la prière : pendant trois mille ans, le monde existe sans vieillissement, sans mort ; l'*Avesta* dit : « *Le père et le fils marchaient la main dans la main, ayant tous les deux l'âge de quinze ans.* »

> **Un dualisme positif : les forces de vie sont victorieuses par définition.**

Cette période prend fin quand le mal se réveille : pendant les trois mille ans qui suivent, il investit le monde ; les corps vivants, humains, animaux, minéraux, végétaux, sont marqués par le mélange, le dépérissement, la mort. A la fin de ces trois mille ans naît Zarathoustra* qui trouve le moyen d'avoir accès à Ahura Mazdâ. Alors commence la période de l'histoire, conflit entre la bonne et la mauvaise création. Les humains mazdéens y figurent les soldats du juste combat.

UNE RELIGION DU FEU

Le culte se déroulait en face du feu. Le feu est là, et sa présence est très symbolique : les hommes en ont besoin pour vivre et d'autre part il représente le feu absolu, la lumière céleste. Grâce à lui se fait le contact entre le monde humain et le monde divin : il convoie les paroles des hommes vers Ahura Mazdâ, et montre le chemin que suivra l'âme du mazdéen pour atteindre le paradis, après la mort. Devant le feu se pratiquaient des sacrifices. Cependant, ce que l'homme sacrifie, ce n'est pas seulement un animal, des plantes, de l'eau, mais c'est aussi sa parole, qui est « *rendue sacrée* ».

Ce que nous connaissons des textes sacrés est contenu dans l'*Avesta* (*cf. p. 39*). Zarathoustra est l'acteur principal de ses éléments les plus anciens. On y apprend qu'il a compris, grâce à son intelligence supérieure, comment l'homme pouvait avoir accès à Ahura Mazdâ. Zarathoustra sait comment il faut lui rendre culte, et aussi comment il faut lui parler, comment il faut penser le monde.

Son nom signifie littéralement « *Qui a de vieux chameaux* ». On a longtemps pensé – en particulier Nietzsche – que ce nom signifiait l'« *étoile d'or* », interprétation monstrueuse fondée sur la forme

L'AUTEUR
Clarisse Herrenschmidt est spécialiste de la civilisation iranienne ancienne. Linguiste et ethnologue, elle travaille aussi sur l'histoire et l'anthropologie des doctrines. Elle a notamment publié Les Trois Exemples. Langue, textes, cultes (Gallimard, 2007).

Consultez-en une version revue et intégrée de « Zarathoustra et la religion des Perses », L'Histoire n° 230, pp. 68-72.

Les disciples de Zarathoustra

Un dieu prééminent, Ahura Mazdâ, un dieu secondaire, Angra Manyu, un prophète, Zarathoustra, une pensée de la bonne vie… Entre le VIe siècle avant notre ère et le VIIe siècle après, le mazdéisme a été la première religion des Perses.

Entretien avec **Clarisse Herrenschmidt**

Le culte se déroule en plein air. Ici, en 2001, une cérémonie zoroastrienne à Chak Chak, en Iran.

Le disque ailé est le symbole d'Ahura Mazdâ, le divinité qui a mis en branle l'activité du cosmos. Ci-contre : détail d'un rellief en céramique émaillée du VIe siècle av. J.-C.

Le mazdéisme* constitue une religion antique, polythéiste, toujours vivante. Ses origines historiques restent et resteront obscures, malgré les progrès réalisés par les iranistes dans les vingt dernières années. Son avenir n'est pas clos car les communautés mazdéennes, en Amérique, et en particulier en Californie, sont bien vivantes. Le mazdéisme, apparu au VIe siècle avant notre ère, a été la première religion des Perses*. Culte officiel à la période achéménide*, il est resté majoritaire jusqu'à la conquête arabo-musulmane, au VIIe siècle.

Le dieu principal des mazdéens était Ahura Mazdâ, dont on peut traduire le nom par « *le seigneur-être sage* ». Lui rendre hommage impliquait que l'on s'oppose aux forces des ténèbres, de la mort, représentées par les démons et par un dieu du mal, Angra Manyu, « *l'esprit du mal-penser* ». Ahura Mazdâ, incréé, auto-engendré, à la fois mâle et femelle, a mis en branle l'activité du cosmos. Il s'agit d'une instauration plutôt que d'une création : la place des étoiles, le chemin suivi par le soleil, la succession des générations, une sorte de bon ordre de marche, auquel il a fallu donner l'impulsion initiale. Aux temps antiques, on pensait que le corps d'Ahura Mazdâ était le ciel diurne, sa bouche, qui était aussi son oreille, le feu du culte : c'est par lui qu'il parlait aux hommes et entendait leurs paroles.

Ahura Mazdâ s'accompagnait d'entités divines figurant des personnifications du rituel, de l'arrande sacrificielle ou des bénéfices du culte : Ordre cosmique et rituel, Bonne Pensée, Déférence, Emprise, Santé et Immortalité. Le mazdéisme connaissait aussi des dieux personnels, dont les plus connus sont Mithra, le dieu du contrat et de la justice, associé au soleil parce que dans beaucoup de civilisations anciennes la justice c'est la lumière qui ne laisse pas d'ombre, et Anahitâ, déesse des eaux et des rois ; et puis le dieu du vent, celui de la victoire, la déesse de la part ou, si vous préférez, du destin… Bref, le mazdéisme est un polythéisme.

Mais le mazdéisme est un dualisme positif dans sa mythologie : les forces de vie et du bien sont victorieuses par définition. Angra Manyu préexiste au temps, comme Ahura Mazdâ. L'erreur, la confusion et le mensonge constituent Angra Manyu et les démons ; leur caractéristique, c'est d'être pleins de mort. Si Ahura Mazdâ a mis en marche le cosmos, c'est justement pour mettre en échec Angra Manyu, l'enfermer dans le temps. Il savait que les forces du mal essaieraient de prendre le pouvoir dans sa création et qu'à la fin elles perdraient. Il est absolument supérieur à Angra Manyu car il est hors du temps et *mazdâ*, « *sage, tout intelligent* ».

Le mazdéisme a une pensée du temps clos qui suppose que l'histoire du monde est comprise à l'intérieur de trois périodes de trois mille ans : elle s'étend sur neuf mille ans. Au cours de la première période, le monde est mis en marche et Ahura Mazdâ assomme le dieu du mal par la prière : pendant trois mille ans, le monde existe sans vieillissement, sans mort ; l'*Avesta* dit : « *Le père et le fils marchaient la main dans la main, ayant tous les deux l'âge de quinze ans.* »

> **Un dualisme positif : les forces de vie sont victorieuses par définition.**

Cette période prend fin quand le mal se réveille : pendant les trois mille ans qui suivent, il investit le monde : les corps vivants, humains, animaux, minéraux, végétaux, sont marqués par le mélange, le dépérissement, la mort. A la fin de ces trois mille ans naît Zarathoustra* qui trouve le moyen d'avoir accès à Ahura Mazdâ. Alors commence la période de l'histoire, conflit entre la bonne et la mauvaise création. Les humains mazdéens y figurent les soldats du juste combat.

UNE RELIGION DU FEU

Le culte se déroulait en face du feu. Le feu est là, et sa présence est très symbolique : les hommes en ont besoin pour vivre et d'autre part il représente le feu absolu, la lumière céleste. Grâce à lui se fait le contact entre le monde humain et le monde divin : il convoie les paroles des hommes vers Ahura Mazdâ, et montre le chemin que suivra l'âme du mazdéen pour atteindre le paradis, après la mort. Devant le feu se pratiquaient des sacrifices. Cependant, ce que l'homme sacrifie, ce n'est pas seulement un animal, des plantes, de l'eau, mais c'est aussi sa parole, qui est « *rendue sacrée* ».

Ce que nous connaissons des textes sacrés est contenu dans l'*Avesta* (*cf. p. 39*). Zarathoustra est l'auteur principal de ses éléments les plus anciens. On y apprend qu'il a compris, grâce à son intelligence supérieure, comment l'homme pouvait avoir accès à Ahura Mazdâ. Zarathoustra sait comment il faut lui rendre culte, et aussi comment il faut lui parler, comment il faut penser le monde.

Son nom signifie littéralement « *Qui a de vieux chameaux* ». On a longtemps pensé – en particulier Nietzsche – que ce nom signifiait l'« *étoile d'or* », interprétation monstrueuse fondée sur la forme

L'AUTEUR
Clarisse Herrenschmidt est spécialiste de la civilisation iranienne ancienne. Linguiste et ethnologue, elle travaille aussi sur l'histoire et l'anthropologie des religions. Elle a récemment publié Les Trois Exemples. Langue, temples, cités (Gallimard, 2007).
Cet entretien est une version revue et abrégée de « Zarathoustra et la religion des Perses », L'Histoire n° 230, pp. 68-72.

Zarathoustra a-t-il existé ?

Il n'existe pas de preuve historique de l'existence de Zarathoustra, de Lao Tseu, d'Abraham ou de Moïse : aucune recherche archéologique, nulle découverte épigraphique n'a fourni le moindre indice sur les lieux et dates de la naissance, de la vie et de la mort de ces quatre personnalités réputées fondatrices ou réformatrices de religions aussi importantes que le mazdéisme, le taoïsme ou le judaïsme. Doit-on pour autant en faire des héros de légende relevant plus du mythe que de l'histoire ?

Zarathoustra souffre de l'hellénisation de son nom (Zoroastre) par les auteurs grecs et de la déformation de sa doctrine par Nietzsche dans *Ainsi parlait Zarathoustra* (1883-1885), un essai aussi beau que faux : comment un prophète iranien pourrait-il être perçu comme un philosophe grec ou un antéchrist surhomme ? Les dates proposées pour sa naissance, variant du XIIe au VIe siècle av. J.-C., sont incertaines. Ses origines géographiques, peut-être le nord-est de l'Empire iranien, vagues. Pire, les recueils les plus anciens de l'*Avesta* et des *Gâthâs* attribués à Zarathoustra datent du IIe ou IVe siècle ap. J.-C. Il serait donc possible aux sceptiques d'en faire des textes apocryphes empruntant à diverses traditions religieuses, juives et chrétiennes. Mais jusqu'à la découverte des manuscrits de Qumran (1947), les plus anciens textes complets de la Bible hébraïque dataient du XIe siècle après J.-C. et les sources écrites du judaïsme et du zoroastrisme posent des problèmes chronologiques impossibles à résoudre dans l'état actuel de nos connaissances.

Mieux vaut donc voir en Zarathoustra, comme en Abraham ou Moïse, non une personne historiquement connue, mais un personnage religieusement reconnu. Ni simple fruit de l'imagination ni vrai auteur d'une compilation, lui et ses disciples auraient inspiré une réforme de la religion iranienne et influencé l'évolution de la religion juive. En raisonnant par l'absurde, on pourrait montrer que l'inexistence de Zarathoustra poserait autant de problèmes que son existence pour la compréhension des théologies du Proche-Orient antique. Les anges, le Jugement des morts, l'Esprit Saint, tous probablement de la tradition zoroastrienne, ont enrichi la réflexion et la dévotion des prédicateurs monothéistes. La religion bahaïe ne s'y trompe pas puisqu'elle considère le zoroastrisme comme l'une des religions « révélées » au même titre que le judaïsme, le christianisme et l'islam.

Gilles Vallet
Docteur en droit et en science des religions

Zarathoustra entouré, [illegible] d'un [illegible] d'Athènes, [illegible] Raphaël [illegible]

greque : Zoroastrès ; on a lu « étoile » dans *astêr* et dans le segment *xoro* le nom iranien de l'« or » ! En fait, c'est un nom dépréciatif, qui a pour fonction d'éloigner l'envie des démons ; il y en a d'autres, comme « *qui a des chevaux dressés* ». Évidemment, on peut se demander si Nietzsche aurait écrit *Ainsi parlait Zarathoustra* s'il avait su ce que ce nom signifiait ! Nietzsche a vu dans Zarathoustra une figure antithétique à celle de Socrate et opéré un détournement : philologues et savants disaient que Zarathoustra avait inventé la morale, Nietzsche en a fait le penseur de la vie, l'amoraliste. Mais Zarathoustra avait déjà fasciné les Grecs qui en avaient entendu parler au plus tard au Ve siècle av. J.-C. ; la mention la plus ancienne est celle du *Premier Alcibiade* de Platon.

Le mazdéisme est la religion de la bonne vie : le célibat et l'ascèse y figurent l'horreur. Hérodote raconte que les Perses étaient très adonnés au vin, ce qui est sûrement exact – le roi, quand il avait pris une décision à jeun, se soûlait pour vérifier qu'il restait du même avis en étant ivre. Les Iraniens anciens avaient le goût de l'apparat et de la beauté, à travers lesquels ils rendaient hommage à l'ordre de la création d'Ahura Mazdâ. Quel choc cela a signifié, pour les Romains, de voir les Parthes venir au combat couverts de bijoux ! Le mazdéisme est une pensée admirable, mais qui manque, quand on fréquente les textes, de légèreté…

> *A travers la beauté, les Perses rendaient hommage à Ahura Mazdâ*

REDÉCOUVERTE AU XVIIe SIÈCLE

Et le rire ? Pline rapporte que Zarathoustra a ri à sa naissance, ce qui est cohérent des textes mazdéens. Mais ce n'est pas de la gaieté. Zarathoustra a ri parce qu'il a compris la cosmologie et su que viendrait la fin du temps. Il a su qu'il était né non pour mourir, mais pour être éternel. C'est le seul point de rencontre entre l'« *homme aux vieux chameaux* » et le Zarathoustra de Nietzsche : ils pratiquaient le rire philosophique.

Après la conquête arabo-musulmane, en 651, certains Iraniens sont restés mazdéens : les zardouchtis, principalement dans les provinces de Yazd et de Kerman (en bordure du désert central). Le sud-est de l'Iran entretenait depuis toujours des relations commerciales avec l'ouest de l'Inde, la région de Bombay. C'est là, dans leurs comptoirs en somme, que se sont rendus les mazdéens fuyant l'Iran* au Xe siècle. Ils ont abandonné leur langue et certains usages, comme le mariage incestueux, mais pas leur religion, et ont fondé les communautés parsies*. C'est au XVIIe siècle que la religion des anciens Iraniens a été redécouverte par les Européens, quand ils ont voyagé en Iran et en Inde pour faire du commerce ou de la diplomatie : ils avaient lu les historiens grecs, Strabon et surtout Plutarque, ils avaient lu des choses sur les adorateurs du feu de l'Antiquité iranienne et ont su reconnaître leurs descendants en Iran et en Inde.

Pour le XVIIIe siècle, il faut citer la figure d'Anquetil-Duperron. C'est un des personnages les plus admirables de l'histoire intellectuelle française. Un aventurier, et pas seulement de l'esprit. Il étudia, en plus du grec et du latin, l'hébreu, l'arabe et le persan. Il partit à pied en 1755, à 24 ans, pour connaître l'homme, l'origine des langues et les textes de Zoroastre. En Inde, Anquetil-Duperron entra en contact avec des parsis à Surat, en particulier avec le *dastur* Darâb, prêtre et savant qui l'initia à la tradition mazdéenne. Dastur Darâb expliqua à Anquetil-Duperron des textes tardifs, écrits en moyen-perse, langue de la basse Antiquité iranienne. Ces textes étaient eux mêmes des commentaires de l'*Avesta*, rédigé dans une langue à laquelle plus personne n'avait accès…

Tout cela a eu un retentissement gigantesque en France. Anquetil-Duperron a remis les manuscrits qu'il avait achetés à Surat à la bibliothèque du roi, devenue plus tard la Bibliothèque nationale : ils y sont encore. Il a publié plusieurs recueils et trois gros volumes synthétiques qu'il a intitulés *Zend Avesta, ouvrage de Zoroastre*. C'est à la fois une traduction, un commentaire et une description du rituel. Son livre a déclenché ce qu'on appelle la « querelle de l'*Avesta* ». Un savant anglais, William Jones, écrivit un texte très virulent contre Anquetil, affirmant que soit Zoroastre n'avait pas le sens commun, soit il n'avait pas écrit les textes qu'Anquetil-Duperron lui attribuait. Libelle des plus méchants. Voltaire et Diderot lui ont emboîté le pas. Heureusement, des savants allemands ont pris sa défense. Vingt ans plus tard, William Jones reconnut son erreur.

C'est Martin Haug, un Allemand, formé, au milieu du XIXe siècle, à la théologie protestante et à la philologie, qui est le véritable fondateur de l'iranologie savante moderne ; il repéra que dans l'*Avesta* on peut isoler un petit corpus de textes en vers, les *Gâthâs*, « chants » exprimés dans une langue beaucoup plus archaïque que le reste. Il affirma : « *Ces textes-là sont ceux de Zarathoustra !* » – coup de force philologique. Haug partit en Inde à la suite de cette découverte et devint le maître à penser des parsis. Il a joué auprès d'eux le rôle d'un réformateur religieux, les convainquant de revenir à la véritable religion de Zarathoustra, telle qu'il l'avait trouvée dans les *Gâthâs* ! Pour bon nombre de parsis, ce fut tragique. D'un jour à l'autre, les croyants ont perdu leurs repères…

De nos jours, des traits de civilisation mazdéenne continuent d'influencer la mentalité iranienne. La fête du Nouvel An – qu'au début des années 1980 la République islamique avait interdite et qui est tenue à l'honneur national depuis quelques années – est d'origine mazdéenne. Celle du Mercredi-Rouge, davantage encore : c'est une fête du feu et de la femme, qui se tenait dans les rues du temps du shâh ; les jeunes sautent par-dessus un feu et lui parlent, disant : « *Je te donne ma couleur jaune, donne-moi ta couleur rouge !* »

(Propos recueillis par Véronique Salès.)

Au moment de la conquête arabo-musulmane, au VIIe siècle, des Mazdéens ont fui l'Iran vers l'Inde et fondé les communautés parsies

Un ancien village mazdéen en Iran. Au fond, sur le promontoire, une « tour du silence » dans laquelle étaient déposés les corps des morts.

L'AVESTA, TEXTE SACRÉ

L'Avesta est un recueil de textes sacrés du mazdéisme, exprimé dans une langue iranienne ancienne, l'avestique. Le recueil entier a été couché par écrit au VIe-VIIe siècle, mais a disparu lors de la conquête arabo-musulmane. Il n'est resté que son résumé qui comprend comme livres principaux : le Sacrifice, *où sont inclus les* Gâthâs, *les* Hymnes, *la* Loi de séparation d'avec les démons. *L'Avesta fut introduit en Europe par Anquetil-Duperron au XVIIIe siècle.*

Note
* Cf. lexique, p. 94.

Alexandre, successeur des Achéménides

Une dizaine d'années après son débarquement en Asie Mineure, Alexandre le Grand parvient avec ses troupes jusqu'à la vallée de l'Indus. Il a vaincu l'armée du très puissant souverain perse Darius III. Alexandre a réussi à s'imposer comme l'héritier de l'immense empire achéménide.

Par **Pierre Briant**

A la mort de Philippe II, la Macédoine est la principale puissance de l'espace balkanique. Cette suprématie a été établie en 338 av. J.-C., lorsque Philippe, vainqueur des Grecs à Chéronée, institue la ligue de Corinthe. Regroupant toutes les cités grecques sauf Sparte, elle a pour but officiel de mener la guerre contre les Perses* afin de venger la destruction par Xersès, en 480 av. J.-C., de l'Acropole d'Athènes. Lorsqu'Alexandre parvient au pouvoir, Philippe II a déjà fait passer un corps d'armée en Asie Mineure.

Alexandre est monté sur le trône à peu près en même temps que Darius III, le « Roi des rois ». On a souvent dit que, sous le règne de ce dernier, l'Empire perse était en pleine déliquescence, que le souverain n'avait plus d'autorité sur les gouverneurs des provinces – les satrapes* –, et que son armée n'avait plus de cohésion ni d'efficacité – on en cite pour preuve l'utilisation de mercenaires grecs. C'est ainsi qu'on explique, traditionnellement, les victoires d'Alexandre.

> *Alexandre est monté sur le trône à peu près au même moment que Darius III*

Ces idées reçues méritent un réexamen en profondeur en fonction des progrès considérables obtenus par les recherches récentes sur l'histoire et le fonctionnement de l'Empire achéménide* au IVe siècle av. J.-C. Il est, par exemple, évident que, suivant en cela la présentation majoritaire des sources grecques, on a gravement sous-estimé les capacités de résistance militaire et politique auxquelles Alexandre a dû se confronter. En réalité, aucune victoire d'Alexandre n'a été immédiatement décisive. En 331 av. J.-C., plus de trois ans après le débarquement des Grecs, et après deux défaites en 334 et 333 av. J.-C., Darius III lève la plus puissante armée qu'il ait jamais eue sous ses ordres. Maître du jeu, il choisit le terrain de la bataille de Gaugamèles. Qu'il y ait été battu n'implique pas qu'il était en position de faiblesse structurelle.

Lors de la première bataille, celle du Granique, en 334 av. J.-C., l'armée perse est majoritairement constituée de contingents envoyés par les satrapies d'Asie Mineure et d'Anatolie. A Issos, en 333 av. J.-C., et à Gaugamèles, en 331 av. J.-C., il s'agit en revanche d'une armée royale, c'est-à-dire de soldats venus de tout l'empire, et au sein de laquelle les contingents les plus importants sont d'origine iranienne. On a beaucoup dit, à la suite de Diodore, utilisant lui-même Éphore, que le système de conscription impériale avait périclité, mais il n'en est rien.

FORTE RÉSISTANCE

Depuis deux siècles, c'est la même famille, celle des Achéménides, qui exerce le pouvoir en Perse et dans l'Empire. Il faut insister sur cette continuité dynastique, facteur d'unité et de stabilité politiques, et considérer avec beaucoup de réserves ce que disent les historiens grecs sur le fait que Darius n'aurait pas été un souverain légitime – suivant en cela une propagande issue de l'entourage d'Alexandre. Il faut aussi souligner que l'aristocratie perse et les satrapes sont parfaitement loyaux : il n'y a ni débandade ni effondrement lorsque Alexandre débarque, mais, au contraire, une grande volonté

L'AUTEUR
Professeur au Collège de France, Pierre Briant est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment une *Histoire de l'Empire perse. De Cyrus à Alexandre* (Fayard, 1996). Il vient de publier *Lettres ouvertes à Alexandre le Grand* (Actes Sud, 2008). Ces entretiens ont la version revue et mise à jour de « Alexandre, le roi du monde », *L'Histoire* n° 188, pp. 24-35.

Ce détail d'une mosaïque d'époque hellénistique représente la bataille d'Alexandre contre Darius (copie d'une peinture grecque, 4e siècle av. J.-C., musée archéologique de Naples).

Les cérémonies fastueuses qui marquent l'entrée à Babylone ne sont en rien le témoignage d'une haine viscérale vouée aux Perses

Monnaie de l'époque d'Alexandre, découverte à Babylone dans les années 1970. Le roi indien Porus, monté sur un éléphant, retourne sa lance contre un cavalier qui pourrait être Alexandre.

de résister. En fait, un véritable pacte dynamique unit le roi à son aristocratie, et c'est ce qui fait la force de l'institution.

De même, on a dit et répété que les populations de l'empire avaient été saignées à blanc par le « Roi des rois » et que la domination achéménide leur était insupportable. Les études les plus récentes, notamment en archéologie régionale, montrent en réalité que la période achéménide a été une période de développement soutenu de la production et des échanges. L'hostilité supposée des populations locales à l'égard des Perses est, encore une fois, très largement héritée de la propagande d'Alexandre, qui aime (naturellement) à présenter le conquérant comme un libérateur accueilli avec un immense soulagement par les populations du Proche-Orient.

Le succès d'Alexandre s'explique d'abord par sa supériorité militaire

UN STRATÈGE HORS PAIR

Ctésias, Quinte-Curce et Arrien rapportent qu'après la reddition de Babylone les dirigeants de la grande cité sont venus accueillir Alexandre en dehors des remparts, à la fois les notables babyloniens et le principal dirigeant perse, Mazday/Mazaios, accompagné de ses fils. Alexandre parcourt ensuite triomphalement sur son char les rues parsemées de fleurs et bordées d'autels d'argent, puis sacrifie au grand dieu local, Bêl-Marduk, dans le grand temple de la cité (l'Esagila), selon les rites que lui indiquent les prêtres babyloniens. Mais cette entrée fastueuse est un rite d'accueil du souverain typique du Proche-Orient de cette époque.

Une tablette astronomique babylonienne montre d'ailleurs qu'entre la bataille de Gaugamèles et l'entrée à Babylone les dirigeants babyloniens ont su négocier leur reddition : les cérémonies fastueuses qui entourent l'entrée d'Alexandre ne sont donc pas le témoignage de la haine viscérale que les Babyloniens auraient vouée aux Perses, mais le résultat d'un accord politique avec le nouveau maître. En d'autres termes, les textes grecs et latins portant sur l'entrée d'Alexandre ne sont pertinents que si l'historien en fait aussi une lecture babylonienne et achéménide.

Au reste, Alexandre n'a fait que reprendre la politique des Grands Rois, qui avaient établi des relations de collaboration avec les élites locales de leur empire. La conquête perse n'avait pas bouleversé l'organisation sociale locale : les sanctuaires ont été préservés, les villes ont continué à jouir d'une large autonomie, avec leurs magistrats et leurs assemblées, les peuples ont continué à parler leur langue – parallèlement à l'araméen, une langue interrégionale attestée de la Bactriane à l'Égypte et à l'Asie Mineure, et utilisée par les scribes des chancelleries.

Sans doute la situation des peuples au sein de l'Empire perse n'était-elle pas idyllique : il y a eu des révoltes (l'Égypte est même redevenue indépendante entre 400 et 343 av. J.-C., puis s'est à nouveau révoltée vers 340-339 av. J.-C.). Mais si l'empire a duré si longtemps, c'est bien que, sur la longue durée, les élites locales ont joué le jeu : elles en tiraient avantage. C'est un échange de bons procédés.

Si la thèse de la décadence achéménide est erronée, les succès d'Alexandre s'expliquent d'abord par une supériorité dans le domaine de la tactique et de la stratégie. C'est ce qu'illustrent les deux grandes batailles rangées d'Issos et de Gaugamèles, qui se terminent par une victoire absolument incontestable. À Gaugamèles, pourtant, c'est Darius qui a choisi l'endroit – il savait qu'Alexandre, pour des raisons de logistique et de ravitaillement de ses troupes, emprunterait la route d'Arbèles pour aller à Babylone ; il a préparé le terrain, arasant les collines, plantant dans le sol des tiges de fer pour faire trébucher les chevaux, utilisant aussi cette arme terrible qu'étaient les chars munis de faux, qui faisaient des ravages dans les rangs des fantassins et causaient une véritable terreur aux Grecs. Pourtant, il a été battu.

Il faut donc bien en revenir à la supériorité tactique d'Alexandre. Faire une telle observation, ce n'est pas en revenir à une « histoire-bataille » réductrice. Plus décisif encore que les victoires en rase campagne, il y a le fait que les représentants des élites locales traitent avec Alexandre afin de conserver leur statut de prestige et leur domination socio-économique.

Alexandre avait, en débarquant en Asie, un projet politique. C'est là, sans doute, que réside la clé de ses succès : il savait comment fonctionnait l'Empire perse, et il l'a vraiment conquis de l'intérieur. Autant l'expression de génie militaire paraît délicate à manier, autant peut-on dire du personnage qu'il a fait preuve d'une exceptionnelle intelligence politique.

Quel était son but lorsqu'il a débarqué en Asie Mineure ? Voulait-il conquérir tout l'empire ? N'a-t-il eu cette idée qu'à mesure de ses victoires sur le terrain ? Les historiens s'interrogent depuis longtemps. À l'évidence, il avait un projet d'une grande ambition, et il connaissait parfaitement la situation. Plutarque raconte qu'en l'absence de Philippe, parti pour une campagne militaire, Alexandre, âgé d'une quinzaine d'années, avait exercé la fonction de régent à Pella, la capitale macédonienne, et qu'il avait à ce titre reçu une ambassade perse ; il aurait alors demandé comment gouvernait le Grand Roi, quelles étaient les principales routes de l'empire, etc. C'est évidemment une anecdote symbolique, forgée après coup. Mais elle illustre une réalité, la grande curiosité d'Alexandre à l'égard de cet adversaire.

Une stratégie d'alliance avec les élites locales voulue dès l'origine

« ROI DU MONDE »

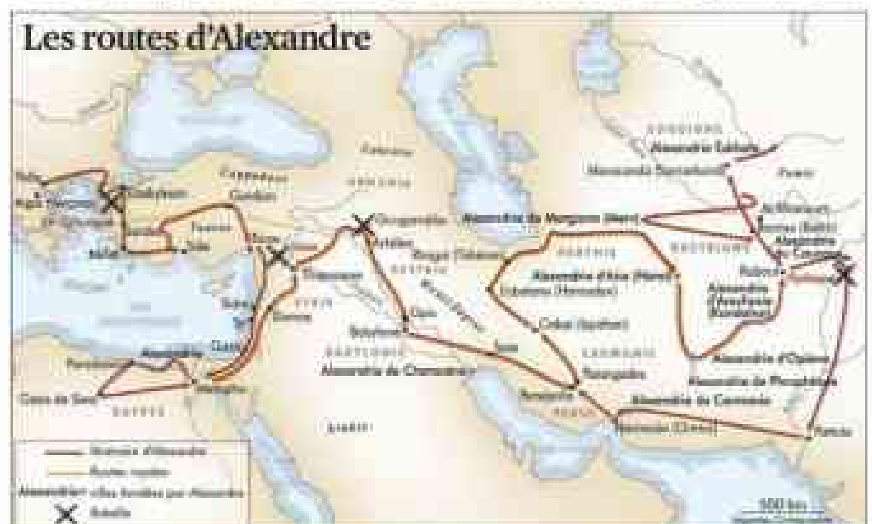
Il avait probablement lu les *Histoires* d'Hérodote et l'*Anabase* de Xénophon. Son précepteur Aristote avait vécu en Asie Mineure. Surtout, les rapports entre la Macédoine et l'Empire achéménide, devenus, depuis les conquêtes de Philippe II, limitrophes, étaient très fréquents et actifs.

Alexandre a donc choisi une stratégie politique d'alliance avec les populations locales, stratégie qui lui permit d'être l'héritier heureux de l'Empire achéménide. Et cela, il l'a voulu dès l'origine. À preuve : peu de temps après son débarquement, et après sa victoire au Granique, il arrive devant Sardes, capitale de la satrapie de Lydie, et forteresse imprenable. Le commandant de la citadelle est un Perse, Mithrénès ; il se rend à Alexandre, avec le même cérémonial qu'on retrouve plus tard à Babylone. Arrien nous dit qu'il reçoit, en échange, la garantie de conserver son rang – il sera d'ailleurs, quelques années plus tard, nommé satrape d'Arménie.

De même, lorsqu'il s'agit d'organiser le territoire de la Phrygie hellespontique, dont le satrape s'est suicidé après la défaite du Granique, Alexandre ne modifie rien aux institutions ; les populations lui doivent le même tribut qu'à Darius ; un satrape macédonien est nommé – ce qui est d'autant moins surprenant que, dans les territoires thraces qu'il avait conquis, Philippe II avait déjà adopté le système perse de la satrapie. Alexandre manifeste ici, quelques semaines après son arrivée, exactement le même esprit politique qu'il appliquera, plus tard, partout dans l'empire. Et même, après la prise de Babylone, il nommera dans la plupart des cas des satrapes perses et iraniens.

L'objectif ultime d'Alexandre était-il d'être reconnu comme le Grand Roi, à la place de Darius ? C'est une question complexe. De fait, arrivant en vainqueur en Carie, en Égypte ou en Babylonie, traitant comme un souverain avec les pouvoirs locaux, reprenant à son compte tous les attributs du Grand Roi, sacrifiant aux dieux indigènes, il a repris la titulature compliquée des rois achéménides dans chaque région de leur empire : qu'il ait été ou non officiellement intronisé (le point est contesté), il est représenté en pharaon à Louqsor, et il porte à Babylone les titres de « roi de Babylone, roi des pays », et même « roi du monde » dans la tablette astronomique babylonienne datée d'octobre 331 av. J.-C.

Le problème crucial a été la Perse, où se trouvaient les hauts lieux de ce pouvoir : Pasargades, où est le tombeau de Cyrus, Persépolis, et le site funéraire de Naqsh-i Rostam qui abrite les tombes



En 334 av. J.-C., Alexandre et son armée débarquent en Asie Mineure. Ils remportent une première victoire sur les Perses sur les bords du fleuve Granique. La première bataille rangée face à Darius est livrée à Issos, en Cilicie (novembre 333). La route de Syrie-Phénicie est ouverte. En Égypte, Alexandre fonde Alexandrie en 332-331. Au printemps 331, il remonte vers la future Mésopotamie et remporte la bataille de Gaugamèles. Il conquiert ensuite les grandes capitales (Babylone, Suse, Persépolis). Puis, après la mort de Darius, en juillet 330, ce sera la conquête du plateau iranien et de l'Asie centrale, et enfin celle de la vallée de l'Indus.

Notes
* Cf. lexique, p. 94.
1. Ce rite est connu grâce aux reliefs du trésor de Persépolis, où l'on voit le roi assis sur son trône dans une position hiératique, et devant lui un personnage qui s'incline en portant la main à sa bouche comme pour lancer un baiser (cf. p. 32).

Les Grecs reprochent à Alexandre d'adopter des coutumes contraires à celles de son pays et de faire sienne la démesure achéménide

des quatre premiers rois (leurs successeurs ont été inhumés à Persépolis).

Alexandre entre à Persépolis au début de janvier 330 av. J.-C., puis s'empare des autres villes et citadelles (dont Pasargades), avant de prendre une décision lourde de sens en mai 330 av. J.-C., celle de mettre le feu aux palais royaux. Ce geste manifeste d'abord qu'il n'a pas réussi à attirer à lui la collaboration de la population perse dans son ensemble. Il peut d'autant moins songer à arrêter la conquête qu'à cette date Darius III est toujours vivant et tente, à Ecbatane, de lever une nouvelle armée à partir des contingents des pays du plateau iranien et d'Asie centrale. La rapidité de la marche qui, en mai 330 av. J.-C., porte Alexandre et ses hommes vers la Médie et la Parthie-Hyrcanie montre clairement que le roi veut à tout prix empêcher une nouvelle concentration militaire perse ; et, en même temps, s'emparer de la personne de Darius III.

La position de ce dernier est considérablement fragilisée depuis la défaite de Gaugamèles, si bien que, dans les premiers mois de 330 av. J.-C., un complot mené par Bessos, satrape de Bactriane, se noue contre lui : le dernier Grand Roi achéménide est assassiné en juillet 330 av. J.-C. Alexandre poursuit la conquête contre Bessos qui se proclame roi sous le nom d'Artaxerxès. Néanmoins, la mort de Darius est une aubaine pour Alexandre, qui tente ainsi de légitimer son pouvoir « achéménide ». Ses thuriféraires le désignent comme le vengeur des intérêts achéménides, et un récit légendaire n'hésite pas à affirmer que, dans un dernier souffle, Darius a lui-même transmis le pouvoir royal à son « chevaleresque » vainqueur !

Darius III, un « inconnu » célèbre

Aucun document direct venant du côté achéménide ne permet de connaître le Grand Roi Darius III, par deux fois vaincu sur le champ de bataille (novembre 333 et octobre 331 av. J.-C.), avant de succomber à des assassins de son propre camp (juillet 330) ; aucune construction ne peut lui être attribuée, pas même la fameuse « tombe inachevée » de Persépolis, et aucun texte émanant de ses chancelleries. Le règne et la personnalité du dernier Grand Roi ne peuvent être approchés qu'à travers un décodage des auteurs gréco-romains fasciné par le geste du conquérant macédonien.

Certes, la fameuse « mosaïque de Naples » est censée représenter Darius III au cœur de la bataille *(ci-dessus)* ; face à un Alexandre plein d'énergie sur son cheval, le roi perse, sur son char, est réduit à la position de « fuyard » qui irine attachée à sa mémoire, elle-même fabriquée par les auteurs d'époque romaine dont s'inspira l'auteur du tableau original. L'image fut transmise à travers les siècles par une historiographie, conduite sur deux présupposés vivaces : la décadence irrémédiable de l'Empire perse et l'indignité du dernier Grand Roi.

Qui plus est, pour une part influencée par des versions en circulation du *Roman d'Alexandre*, les traditions persanes et arabo-persanes ne sont pas plus positives pour l'adversaire d'Iskender (Alexandre) : Dârâ (Darius) y est régulièrement présenté comme un roi à la fois faible, orgueilleux et autoritaire, bref un « mauvais roi », vaincu précisément parce que son mode de gouvernement lui aliéna l'appui de la noblesse persane.

P. B.

L'ORIENTALISATION

Ce qui nous amène au point délicat de l'« orientalisation » d'Alexandre. On évoque souvent un choix politique qui l'a conduit à adopter les usages de la cour achéménide, et les attributs idéologiques du souverain. C'est la fameuse querelle de la proskynèse[1]. Les Grecs ont cru qu'il fallait se mettre à plat ventre ou s'agenouiller devant le roi, ce qui est manifestement faux, et que ce geste était réservé aux dieux, ce qui n'est pas non plus le cas : le Grand Roi n'était pas divinisé. Mais il est vrai que l'audience se déroulait dans un cadre très codifié, et qu'il fallait témoigner un extrême respect au souverain. Les Grecs reprochent à Alexandre d'adopter des coutumes contraires à celles de son pays : il fait désormais sienne la « démesure » supposée être caractéristique des souverains achéménides et s'écarte ainsi de l'idéal macédonien.

Après la soumission de la Sogdiane, Alexandre continue d'arpenter l'Empire achéménide, et se rend sur son bord extrême-oriental, la vallée de l'Indus. Les tablettes de Persépolis nous apprennent qu'il y avait des rapports officiels de souveraineté entre Persépolis et cette région de l'Inde : à Gaugamèles se sont battus des régiments venus de l'Inde, et des éléphants. Toutefois, à côté des satrapies, des royaumes locales subsistent, qui ont passé des accords avec les Perses et leur paient un tribut.

Les auteurs anciens affirment que le but ultime d'Alexandre était d'atteindre ce qu'ils appellent l'« océan extérieur » et qu'arrivé sur la rive gauche de l'Hyphase il aurait été contraint de rebrousser chemin par une révolte de ses troupes. Mais Alexandre voulait-il vraiment descendre la vallée du Gange ? C'est peu probable. Il tenait d'abord à réaffirmer la souveraineté achéménide, ce qu'il a fait en élevant des autels sur la rive de l'Hyphase, ce qui semble indiquer qu'il avait atteint les limites de son empire. Or, dans l'esprit du conquérant, la Macédoine ne devait pas être le centre du nouvel empire. C'est même, semble-t-il, l'une des raisons du mécontentement profond des soldats qui, peu avant 323 av. J.-C., auraient reproché à leur chef de vouloir s'établir à demeure à Babylone. Au retour de l'Inde, date à laquelle il multiplie les gestes à destination de l'aristocratie perse (restauration du tombeau de Cyrus, mariages de Suse...), Alexandre n'est plus le souverain d'un empire purement macédonien, qui serait centré à Pella et où les postes de pouvoir seraient tenus exclusivement par des Gréco-Macédoniens.

CONFLITS D'AMBITION

Au retour de l'Inde, il remonte la côte du golfe Persique du côté perse. Il comprend, au cours de cette expédition, tout l'intérêt de contrôler les liaisons entre la Babylonie et le delta de l'Indus. Son ambition est désormais de se rendre maître de la rive arabe du golfe. Il ordonne la construction d'une flotte de bateaux dans les ports phéniciens, et leur transport sur l'Euphrate, d'où ils descendront jusqu'à Babylone. Il lève une nouvelle armée. Il envoie des flotilles de reconnaissance chargées d'inventorier les îles, les côtes, les points d'eau, les ressources des territoires à conquérir. C'est ainsi que les Grecs débarquent, par exemple, dans l'actuelle île de Bahreïn.

Au retour de l'Inde, il multiplie les gestes à l'égard de l'aristocratie perse

Mais Alexandre n'était pas un explorateur ; la circumnavigation de l'Arabie posait d'insurmontables problèmes liés aux vents, à la mousson, que les marins macédoniens ne maîtrisaient pas. Arrien explique bien qu'Alexandre voulait simplement faire de cette côte arabe « une nouvelle Phénicie », c'est-à-dire un lieu d'échanges et de commerce, essentiellement entre l'Inde et la Babylonie.

Alors que l'expédition vers l'Arabie va s'ébranler, Alexandre, âgé de 33 ans, est pris de fièvre, bientôt incapable de se lever. Et il meurt le 11 juin 323 av. J.-C., très probablement de la malaria, dans une région de marécages de l'Irak actuel.

S'ouvre immédiatement une période qui mène de manière accélérée au démembrement de son empire – et par conséquent à celui de l'Empire achéménide. La question étant : qui doit succéder à Alexandre ? Roxane est enceinte, mais tous ne sont pas prêts à reconnaître un enfant né d'une iranienne. Le demi-frère d'Alexandre, Philippe Arrhidée, n'est pas tout à fait normal – sans doute épileptique. Il y a donc deux rois : le jeune demi-frère, sous le nom de Philippe III, et le nouveau-né, sous le nom d'Alexandre IV. Mais aucun des deux n'est capable de régner, et ils sont assassinés assez rapidement. D'où des conflits d'ambition virulents entre les « diadoques », c'est-à-dire les successeurs d'Alexandre.

En 306 av. J.-C., Antigone le Borgne, vieux compagnon de Philippe II, prend le titre de roi, aussitôt imité par tous ses rivaux, et dans les années qui suivent se construisent ce qu'on appelle les « monarchies hellénistiques » : Ptolémée règne en Égypte, Séleucos en Babylonie, Cassandre en Macédoine, Lysimaque en Thrace ; puis d'autres royaumes, encore plus réduits, ne vont cesser de se multiplier. Si l'on fait le bilan de plus de deux siècles d'histoire du Proche-Orient, la région est revenue à la situation de division qui était la sienne avant les conquêtes de Cyrus et de Cambyse. D'un point de vue géopolitique, Alexandre a été le dernier des Achéménides...

(Propos recueillis par Véronique Sales.)

Le site funéraire de Naqsh-i-Rostam abrite les tombes des quatre premiers souverains achéménides. En mai 330 av. J.-C., Alexandre a délibérément repris à son profit des éléments du pouvoir achéménide.

Une pièce majeure de l'art sassanide, le vase ancyrionnel, restaurée et occupée par la Bibliothèque nationale en 1903, met en scène le roi sassanide Shapur Ier face à l'empereur romain Valérien.

Le temps des Sassanides

Une civilisation grandiose, qui ne le cède pas à celle de Rome pour la puissance, mais dont il ne reste que des fragments, si somptueux soient-ils. La puissance sassanide dura quatre cents ans.

Entretien avec **Philip Huyse**

L'AUTEUR
Philip Huyse est directeur d'études à l'École pratique des hautes études (IVe section, sciences historiques et philologiques). Ces entretiens ont été tenus.

L'Histoire : Qui sont les Sassanides ?

Philip Huyse : Il s'agit d'une dynastie qui a régné en Iran de 224 à 651 et qui s'est d'abord établie dans la même région centrale que leurs lointains prédécesseurs achéménides*, dans le Fars. Le nom de l'ancêtre éponyme de la dynastie, Sâsân, est mentionné dans la grande inscription trilingue du roi Shapur Ier (241-272), comme celui de l'arrière-grand-père de ce dernier. Selon certaines sources arabo-persanes, il fut administrateur d'un temple d'Anahita (« Immaculée »), la grande déesse iranienne des eaux et de la fécondité, mais comme souvent dans le cas d'un fondateur de dynastie, il y a peu de données fiables et beaucoup relèvent du domaine de la légende.

La plupart de nos sources écrites proviennent des « ennemis » romains, byzantins, arméniens. Mais, du côté perse, on dispose aussi d'inscriptions, de monnaies et de sceaux, et, surtout, d'une quarantaine de reliefs monumentaux, dont plus de la moitié datent du IIIe siècle. Un très grand nombre de ces reliefs représentent des scènes d'investiture, alors que d'autres montrent le roi triomphant sur ses ennemis ou à la chasse, ou encore parmi les membres de sa famille et de sa cour.

L'H. : Comment s'est constitué l'empire ?

P. H. : Lorsque le Sassanide Ardashir bat les Parthes d'Artaban IV en 224 dans la plaine de Hormouzgan au sud du Fars, il hérite de leur empire qui s'étend en gros de la Mésopotamie à l'Inde septentrionale, à l'exception de l'Arménie qui ne sera conquise que quelques années plus tard par son fils Shapur Ier.

Au cours de leur histoire, les Sassanides ont dû se battre contre de nombreux ennemis. Comme chez leurs prédécesseurs parthes, c'est la cavalerie lourde des « cataphractaires » (revêtus de cottes de mailles à la fois très souples et très résistantes) qui constitue l'arme la plus redoutable. Leurs petits chevaux, issus de sélections et croisements, sont les ancêtres des chevaux que nous appelons « arabes » et qui fascinent aux Occidentaux lors des croisades.

Au IIIe siècle, ils affrontent principalement les Romains. Shapur Ier parvient à vaincre trois empereurs romains, Gordien (qui meurt sur le champ de bataille), Philippe l'Arabe qu'il contraint à un traité de paix humiliant et Valérien, qu'il capture en 260, leur arrachant des territoires, vers la Syrie, avec les prises d'Antioche et de Doura. Mais, face à une menace commune, celle des Huns, Théodose Ier s'allie avec Shapur III en 384 et va jusqu'à le payer pour contenir, dans le Caucase, la poussée barbare. En effet, aux IVe et Ve siècles, des tribus nomades hunniques multiplient les assauts, Chionites et Kidarites d'abord, puis surtout les Hephtalites ou « Huns blancs », ces derniers refoulés vers 560 grâce à l'appui des Turcs occidentaux, ce qui fixe les limites orientales de l'empire à l'Afghanistan actuel.

Les rapports avec les Byzantins connaissent des alternances de guerre et de paix aux VIe et VIIe siècles : Khosro (Chosroès) Ier commence par dénoncer la « paix éternelle » conclue par Justinien puis signe une paix de cinquante ans, plus réaliste il est vrai, en 562 – qui durera près de trente ans. Il faut tout de même attendre le début du VIIe siècle pour que Khosro II (590-628) lance contre Byzance des expéditions qui prirent Antioche, Damas, Jérusalem, Gaza, Babylone, et aussi l'Asie Mineure. Un empereur byzantin énergique, Héraclius, devait toutefois renverser la situation, pénétrain à son tour jusqu'au cœur de l'empire, à Ctésiphon. Et finalement, au milieu du VIIe siècle, vainqueurs et vaincus, presque également exsangues, tombent sous les coups des guerriers de l'Islam.

Les Sassanides étaient définitivement épuisés par tant de conflits, extérieurs et aussi intérieurs (les gouverneurs prenant de plus en plus d'autonomie). En 637, Ctésiphon, la plus importante de leurs capitales, tombe ; en 642, la défaite de Nehavand et les progrès territoriaux des Arabes musulmans au cœur de l'empire qui s'ensuivent contraignent le dernier souverain, Yazdgerd III, à s'enfuir à Merv et Balkh, aux confins orientaux de l'empire où il est assassiné en 651. En une quinzaine d'années, c'en est fini des Sassanides, dont l'Empire aura duré un peu plus de quatre cents ans.

Au VIIe siècle, au fil des conquêtes successives, l'empire avait presque atteint l'extension de celui des Achéménides ; il englobait vers l'est la région de Peshawar et l'Afghanistan et recouvrait une partie de l'Empire kouchan jusqu'au bassin de l'Indus. A l'ouest, les armées sassanides sont même arrivées jusqu'à Chalcédoine (le faubourg asiatique d'Istanbul) et, pendant une brève période de 619-629, ont gouverné en Égypte.

L'H. : Comment cet empire était-il organisé ?

P. H. : Le roi des rois est au centre du pouvoir et, comme l'indique son titre, au-dessus des autres rois (souvent des princes de la famille royale). Nous connaissons quelques-unes des désignations des plus hauts dignitaires de l'empire, sans pour autant comprendre tous les détails de leurs fonctions qui évoluent par ailleurs avec le temps. A tout moment, les commandants militaires semblent toutefois avoir eu un pouvoir politique important. Le pouvoir et l'influence des plus hautes instances religieuses, et notamment du *mobedan mobed*, du « grand-prêtre des grands-prêtres » s'accroît considérablement à partir du Ve siècle. Enfin, l'administration financière en charge des prélèvements de tributs et impôts occupe une place importante : vers la fin de l'époque sassanide, un des rangs les plus élevés est celui de l'*omar gar* « comptable », qui n'était sans doute pas seulement responsable de la collecte des impôts fonciers et de la taxe personnelle, mais se chargeait aussi de la gestion des propriétés royales.

> *« L'empire, parce qu'il est grand, vend et achète à tous ses voisins »*

Par ailleurs, l'empire tire en partie sa richesse de l'agriculture et du commerce. Grâce aux grands travaux hydrauliques (barrages, canaux), l'agriculture irriguée permet de dégager des surplus exportables en céréales (dont le riz, aujourd'hui encore base de l'alimentation iranienne) et en sucre, la canne étant cultivée depuis des siècles. Les plantations de mûriers favorisent l'élevage du ver à soie. Comme la Perse est traversée par plusieurs des « routes de la Soie », cela lui donne un rôle de verrou sur la partie occidentale du commerce de la soie, un monopole des ventes vers Byzance et l'Europe, très friandes de soieries. L'empire, parce qu'il est grand, vend et achète à toutes les puissances voisines : la Chine, l'Inde, l'Empire byzantin, l'Asie centrale. Le contrôle des ports du golfe Persique favorise le commerce maritime avec l'Inde et Ceylan.

La récente découverte en Afghanistan d'un relief spectaculaire figurant une scène de chasse avec un roi, vraisemblablement Shapur Ier, à cheval, qui comporte des éléments inhabituels – un rhinocéros, un manguier – témoigne de l'ampleur des échanges et influences artistiques : à côté des artistes locaux, des Indiens ont certainement contribué à la décoration, très élaborée, de ce relief[1].

L'H. : La société sassanide passe pour avoir été très hiérarchisée ?

P. H. : Oui, elle est divisée en quatre catégories : Les prêtres se situent tout en haut, puis viennent les guerriers, les agriculteurs et les artisans. Les trois premières classes ont leur « feu », c'est-à-dire sont protégées par un dieu spécifique. Ce classement, héréditaire, est extrêmement rigoureux : si deux époux viennent de castes différentes, ils se retrouvent tous deux dans la plus basse. Chez les nobles du IIIe siècle, on distingue entre les gouverneurs à la tête de grandes régions, puis les princes de la famille royale et des sept plus grandes dynasties, ensuite ceux qu'on appelle « les grands » et enfin les nobles de naissance, par le sang.

Le roi des rois trône, bien entendu, au sommet de cette pyramide et, comme chez les Achéménides, la succession se fait en principe par primogéniture mâle. A l'exception de l'éphémère contre-roi Vahram VI (590-591), issu de la famille des Mihran, tous les rois semblent descendre d'Ardashir (224-241). Le mariage entre proches parents, préservant la pureté de sang de la famille (royale), est glorifié par les mazdéens comme l'union idéale.

Comme chez les Achéménides, un rituel très précisément défini entourait la vie de cour, en particulier les audiences : la proskynèse (prosternation), voire la prostration étaient pratiquées et il y avait d'autres signes de révérence, par exemple, sur plusieurs reliefs du grand-prêtre Kerdir au IIIe siècle, celui-ci courbe le doigt en signe de respect. Les sujets plaçaient aussi les mains sous les aisselles ou dans les manches : toute personne n'appartenant pas à la famille royale devait se couvrir les mains devant le roi.

L'H : Quelle était la religion des Sassanides ?

P. H. : Les Sassanides se disaient mazdéens, mais le mazdéisme* ne devint « religion nationale » qu'au Ve siècle, avec une organisation plus hiérarchique du clergé. Ils reconnaissaient obtenir leur pouvoir du dieu suprême Ohrmezd (Ahura Mazdâ) et revendiquent peut-être même une descendance divine. A aucun moment, le roi des rois n'a été à la tête du clergé mazdéen. C'est à l'époque sassanide que sont mis par écrit les textes « canoniques » qui forment l'Avesta.

> *« Khosro Ier est resté l'archétype du roi juste et magnanime »*

De nombreuses religions coexistent dans l'empire : le judaïsme, le christianisme et le manichéisme*, qui apparaît au milieu du IIIe siècle. Les déportations massives des populations de Syrie, de Cilicie, de Cappadoce, pour la plupart chrétiennes, vers la Mésopotamie et le Fars, sous le règne de Shapur Ier, répondent à une logique stratégique et démographique (il s'agit de repeupler des régions vides) mais non religieuse.

Les Sassanides se sont généralement montrés plutôt tolérants. Mais il y a bien eu des périodes de persécution. Un exemple du IIIe siècle est bien connu grâce aux quatre inscriptions où le grand-prêtre Kerdir raconte comment il fonda de nombreux temples du feu, fit preuve d'un prosélytisme tous azimuts, et persécuta juifs, chrétiens, bouddhistes, brahmanes et manichéens. C'est à son instigation que le souverain Vahram II, en 276 ou 277, fit mettre à mort Mani, fondateur d'une religion nouvelle qui se caractérise par sa nature syncrétique et une forte composante dualiste (le combat entre la Lumière et les Ténèbres, le Bien et le Mal). L'hostilité du pouvoir au manichéisme semble avoir été en réalité plus politique que théologique : fortement structuré, il constituait un danger pour le clergé mazdéen, étroitement lié au pouvoir.

Les chrétiens ont surtout été persécutés au IVe siècle, au moment où le christianisme est devenu religion d'État dans l'Empire romain (même si les persécutions se dirigeaient avant tout contre le clergé et non pas contre les croyants ordinaires). Ce qui n'a pas empêché Khosro II « le Victorieux » (591-628) d'épouser une chrétienne, Shirin, au début du VIIe siècle.

L'H. : Parmi tous les souverains, de qui retenir le nom ?

P. H. : On pourrait citer Khosro Ier Anoshirvan, « à l'âme immortelle », que les Grecs appellent Chosroès et que la tradition arabo-persane respecte comme l'archétype du roi juste et magnanime. Il règne de 531 à 579. C'est l'époque qui suit la révolte dite « mazdakite », sans doute un soulèvement des pauvres contre la noblesse, dont les origines remontent à la fin du Ve siècle, et brutalement matée par Khosro et son père Kavad. La fin de la rébellion lui donne l'occasion de réorganiser l'empire en profondeur. Sur le plan administratif, les vingt-sept grandes provinces du IIIe siècle sous l'autorité de « rois », sont remplacées par des régions, administrées par des fonctionnaires dont les tâches précises nous échappent souvent, et subdivisées en satrapies regroupant des cantons.

Khosro s'attache aussi à l'armée que son père avait commencé à réformer car les Huns hephtalites exercent une pression au nord de l'empire. Il construit une muraille dans le Caucase et instaure des garnisons le long des frontières. Une armée professionnelle est constituée. Suit une réforme fiscale, visant à augmenter l'efficacité de la levée des impôts – notamment pour payer cette armée nouvelle. L'armée est placée sous le commandement de quatre généraux, chacun assisté par un général de la cavalerie et responsable d'un quart de l'empire (Nord, Est, Sud, Ouest)[2]. L'administration musulmane, au début, conservera cette quadripartition et elle a également inspiré les réformes militaires à Byzance sous Héraclius à la première moitié du VIIe siècle.

A Jund-i Shapur, Khosro fonde une école médicale qui s'inspire entre autres des théories grecques, avec l'émergence des premiers hôpitaux, et il semble avoir accueilli à sa cour des intellectuels hellénophones, médecins et philosophes. La fermeture de l'école de philosophie platonicienne d'Athènes en 529 par Justinien avait favorisé leur émigration. Cette effervescence intellectuelle nourrira la science musulmane.

(Propos recueillis par Huguette Meunier)

Notes
* Cf. lexique, p. 94.
1. Il s'agit de la découverte publiée par Frantz Grenet en 2003 à Rag-i Bibi (au Shashang), près de l'une des principales routes qui traversent l'Hindu Kuch – c'est l'unique relief sassanide trouvé dans la partie orientale de l'empire, à 1 400 kilomètres à l'est des autres.
2. Cf. Rika Gyselen, « Lorsque l'archéologie rencontre la tradition littéraire : les titres militaires des spahbed de l'Empire sassanide », *Comptes rendus de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, séance de l'année 2001, janvier-juin, pp. 447-458.

Heureux comme un Juif en Iran ?

A l'époque préislamique, des communautés juives prospères vivaient dans les empires perses.

Aujourd'hui l'Iran semble avoir, d'une certaine façon, remplacé la Syrie dans le rôle de l'ennemi héréditaire d'Israël. Pourtant, à l'époque préislamique, on ne trouve pas trace d'hostilité entre les deux peuples. C'est à l'initiative du roi achéménide Cyrus que les Juifs, exilés à Babylone par le roi babylonien Nabuchodonosor, ont pu revenir à Jérusalem et y reconstruire le Temple (538 av. J.-C.), en partie grâce à une contribution du Trésor iranien. L'époque de la domination perse a été un moment décisif pour la rédaction de la Bible, dont la composition s'est poursuivie jusqu'à l'époque hellénistique. Dans les livres bibliques d'Esdras, de Néhémie et d'Esther, la figure du souverain perse apparaît toujours positive, en particulier celle de Cyrus, seul roi perse à être appelé « l'Oint », un titre réservé aux rois juifs ; et les relations entre les deux peuples semblent plutôt amicales.

Roi perse sur une fresque de la synagogue de Doura Europos (vers 245). Détail d'un panneau illustrant le Livre d'Esther

On en a parfois tiré la conclusion que les rois achéménides s'étaient montrés particulièrement bienveillants à l'égard des Juifs. En réalité, les souverains garantissaient la liberté de tous les cultes nationaux, grec, égyptien aussi bien que juif. La religion iranienne n'assimilait pas les dieux des peuples soumis : il fallait donc, dans un empire multinational, pour s'assurer la fidélité des hommes, soutenir leur religion, quelle qu'elle soit. En retour, les Juifs de Jérusalem étaient invités à prier pour la santé du souverain et de ses fils, et la même obligation touchait les autres peuples.

Le texte biblique est plein d'échos des croyances iraniennes. La vision d'Ézéchiel, par exemple : le prophète voit dans une vallée désertique des ossements peu à peu retrouver chair et muscles. Le parallélisme est troublant avec la coutume iranienne du décharnement des cadavres et la croyance dans la résurrection des seuls os. La littérature rabbinique considère explicitement la personnalisation des anges comme un emprunt que les Juifs ramenèrent de Babylone.

On a parfois posé la question d'éventuelles sympathies religieuses entre judaïsme et zoroastrisme. On a évoqué un rapprochement « naturel » entre deux monothéismes, mais aujourd'hui, on peut nettement repousser cette hypothèse : non seulement le zoroastrisme n'est pas un monothéisme mais même à propos du judaïsme, le terme de monothéisme à l'époque pré-hellénistique est sujet à discussion.

En revanche, les idées circulaient et l'on retrouve des similitudes entre les différentes cultures à l'époque de la rédaction des Évangiles. Le milieu judéen dans lequel apparaît le christianisme est nourri d'influences perses. La croyance, par exemple, en un sauveur final ou en un Jugement dernier au cours duquel tous les hommes seraient jugés en même temps, ou encore celle en un antagoniste à Dieu (Ahriman chez les Zoroastriens, Satan chez les Juifs). Quant aux rois qui viennent adorer Jésus dans sa crèche, ce sont des « mages », prêtres zoroastriens, figures bien connues du public perse.

Le fameux banquet donné par Hérode Antipas pour son anniversaire, au cours duquel Salomé obtient la tête de saint Jean-Baptiste, est un véritable calque du protocole ancien des rois achéménides (comme l'a montré Claudine Gauthier, *cf. p. 50*). Le jour de l'anniversaire du roi, en effet, celui-ci ne pouvait refuser une requête, en particulier s'il s'agissait d'une vengeance. Le parallélisme est total entre cet épisode retranscrit par l'évangéliste Marc et celui, rapporté par Hérodote dans ses *Histoires*, où Amestris épouse jalouse de Xerxès, lui extorque le châtiment de la femme de Masistes, frère de Xerxès. Il est douteux que Marc ait lu Hérodote. Il faut plutôt y voir la preuve que le protocole des souverains juifs s'inspirait du modèle achéménide ; la cour du roi de Judée Hérode Antipas s'était iranisée.

Même après le retour partiel des Juifs à Jérusalem sous les premiers Achéménides, les communautés les plus nombreuses et les plus prospères restèrent établies en Mésopotamie et en particulier à Babylone, où fut rédigé l'essentiel du Talmud. D'importantes colonies existaient plus à l'est, notamment à Merv, actuellement au Turkménistan, où l'on a fouillé, datant du Ve-VIe siècle de notre ère, une nécropole juive à ossuaires.

Envers leurs sujets juifs, les souverains sassanides renouent en large partie avec la politique des Achéménides, à l'exception de quelques épisodes de persécution, sous les règnes d'Ardashir Ier ou de Peroz « le Méchant ». On sait que, lors de la première occupation de Doura Europos par les Sassanides en 253, lors des guerres contre les Romains, des secrétaires de l'administration iranienne visitent la synagogue, guidés par un Juif qui leur montre sur les peintures les épisodes les plus susceptibles d'éveiller chez eux des échos (l'histoire d'Esther, la vision d'Ézéchiel). Ils y apposent des graffitis laudateurs en pehlevi. Des alliances politiques se sont parfois tissées entre les souverains et les Juifs d'Iran. Yazdgerd Ier (399-420), par ailleurs persécuteur des chrétiens à la fin de son règne, a ainsi épousé la fille du chef héréditaire de la communauté juive de Babylone. Cette longue familiarité devait prendre fin avec la conquête musulmane.

Frantz Grenet
Directeur d'études à l'EPHE

POUR EN SAVOIR PLUS

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Y. Porter, *Les Iraniens. Histoire d'un peuple*, Armand Colin, « Civilisations », 2006, rééd. 2007. Une belle synthèse.

J.-P. Roux, *Histoire de l'Iran et des Iraniens. Des origines à nos jours*, Fayard, 2006.

Sur les arts :

P. Chuvin (dir.), *Les Arts de l'Asie centrale*, Citadelles et Mazenod, 1999.

P. J. Godrej et F. P. Mistree (dir.), *A Zoroastrian Tapestry. Art, Religion & Culture*, Ahmedabad, Mapin Publications, 2002. De l'Antiquité au XXe siècle, avec d'excellents contributeurs.

E. Sims, *Peerless Images. Persian Painting and its Sources*, Hossein Amirsadeghi, 2002. La peinture de la période préislamique au XIXe siècle.

L'EMPIRE PERSE

P. Briant, *Darius, les Perses et l'empire*, Gallimard, « Découvertes », 1992 ; *Histoire de l'Empire perse. De Cyrus à Alexandre*, Fayard, 1996. Indispensable ; « Histoire et idéologie. Les Grecs et la décadence perse », *Mélanges Pierre Lévêque*, vol. II, 1989, pp. 33-47.

P. Briant, W. Henkelman, M. Stolper (éd.), *L'Archive des fortifications de Persépolis. État des questions et perspectives de recherches*, Persika 12, De Boccard, 2008.

R. Ghirshman, *L'Iran des origines à l'Islam*, Albin Michel, rééd., 1976.

J. Perrot, *Le Palais de Darius à Suse*, Faton, 2009. Un beau livre dans une édition de luxe.

H. Sancisi-Weerdenburg, A. Kuhrt (éd.), *Achaemenid History*, t. I-VIII, Leiden, 1987-1994.

« **Iran. La Perse de Cyrus à Alexandre** », *Les Dossiers d'archéologie* n° 227, 1997.

Deux superbes sites de références, édités à l'initiative de la chaire Histoire et civilisation du monde achéménide et de l'empire d'Alexandre, au Collège de France :

Achemenet : www.achemenet.com

Le musée achéménide : www.museum-achemenet.college-de-france.fr

LA RELIGION DES PERSES

M. Boyce, *Zoroastrians. Their Religious Beliefs and Practices*, Londres-New York, Routledge-Kegan Paul, 1979, nouvelle édition 1986.

C. Herrenschmidt, « La religion des Perses », *Le Monde de la Bible* n° 106, sept-oct 1997 ; « Le Xwêtôdâs ou mariage incestueux en Iran ancien » P. Bonte (dir.), *Épouser au plus proche*, Éd. de l'EHESS, 1994.

J. Kellens, *Zoroastre et l'Avesta ancien*, Louvain, Peeters, 1991 ; *La Quatrième Naissance de Zarathoustra*, Le Seuil, 2006.

B. Lincoln, *La Politique du paradis Kubaba*, L'Harmattan (sous presse).

M. Tardieu, *Le Manichéisme*, PUF, « Que sais-je ? », 2e éd. revue 1997.

LA CONQUÊTE D'ALEXANDRE

Arrien de Nicomédie, *L'Anabase ou l'expédition d'Alexandre le Grand*, traduction de P. Savinel, Minuit, 1984.

J. Auberger, *Historiens d'Alexandre*, Les Belles Lettres, 2001.

P. Briant, *De la Grèce à l'Orient. Alexandre le Grand*, Gallimard, « Découvertes », 1987, rééd. sous le titre *Alexandre le Grand : De la Grèce à l'Inde*, 2005 ; *Alexandre le Grand*, PUF, « Que sais-je ? », 6e éd. revue, 2005 ; *Darius dans l'ombre d'Alexandre*, Fayard, 2003 ; *Lettre ouverte à Alexandre le Grand*, Arles, Actes Sud, 2008.

P. Chuvin, « L'incendie de Persépolis », *L'Histoire* n° 268, pp. 38-39.

G. Le Rider, *Alexandre le Grand. Monnaie, finances et politique*, PUF, 2003.

P. Pédech, *Historiens compagnons d'Alexandre le Grand*, Les Belles Lettres, 1984.

LES SASSANIDES

A. Christensen, *L'Iran sous les Sassanides*, Copenhague, 1944, rééd. Osnabrück, 1971.

T. Daryaee, *Sasanian Iran, 224-651. Portrait of a Late Antiquity Empire*, Costa Mesa (Californie), Mazdâ Publishers, 2008.

R. Ghirshman, *Parthes et Sassanides*, Gallimard, 1962.

P. Huyse, *La Perse antique*, Les Belles Lettres, « Guide des Civilisations », 2005.

J. Wiesehöfer, *Ancient Persia. From 550 B.C. to 650 A.D.*, Londres-New York, 2001.

Deux catalogues d'exposition :

Les Perses sassanides. Fastes d'un empire oublié, 224-642, musée Cernuschi-musée des Arts de l'Asie de la Ville de Paris, 2006.

Splendeur des Sassanides. L'empire perse entre Rome et la Chine, 224-642, Bruxelles, Musées royaux d'art et d'histoire, 1993.

LES JUIFS EN PERSE

C. Gauthier, *Saint Jean et Salomé. Anthropologie du banquet d'Hérode*, Tours, Lume, 2008.

E. Grenet, « Y a-t-il une composante iranienne dans l'apocalyptique judéo-chrétienne ? Retour sur un vieux problème », *Archaeus* 11-12, Bucarest, 2007-2008, pp. 15-76.

J. Neusner, *A History of the Jews in Babylonia*, 5 vols., Leyde, 1965-1970, Atlanta, rééd. University Press of America, 1999.

« **La Bible. Vérité et légendes** », *Les Collections de L'Histoire* n° 12, 2001.

De l'Islam à la nation

52. UNE PROVINCE DE L'ISLAM
58. LA PRISE D'ISPAHAN PAR TAMERLAN
62. LA SPLENDEUR DES SAFAVIDES
66. L'ÉCHEC DE LA MODERNISATION

La conquête arabo-musulmane transforme le destin de la Perse qui disparaît comme entité politique. Une forte identité persane se maintient pourtant. Elle sera bientôt soumise par les princes turcs. Jusqu'à la renaissance safavide.

Une province de l'Islam

Avec la conquête arabe, au milieu du VIIe siècle, l'Iran devient une province de l'immense Empire musulman. Vizirs du calife abbasside, savants et écrivains, les Persans tiennent une place centrale dans l'Islam des premiers siècles.

Entretien avec **Gabriel Martinez-Gros**

Un guerrier à cheval, sur une céramique retrouvée à Nichapour dans le Khorasan, IXe siècle, musée de Téhéran.

L'Histoire : Quand l'Iran sassanide est-il gagné par la conquête arabo-musulmane ?

Gabriel Martinez-Gros : Au moment de la conquête arabe, l'Empire perse* des Sassanides s'étend sur l'Irak actuel, où se trouve sa capitale Ctésiphon, sur l'Iran d'aujourd'hui et sans doute sur une partie de l'Asie centrale. Il sort d'une longue guerre de vingt-cinq ans (602-627) contre Byzance, une guerre qu'il a finalement perdue après d'étonnants succès en Syrie et en Égypte, qui préfigurent la rapidité des conquêtes arabes de ces deux régions. Comme l'Empire byzantin, il est épuisé. Il est conquis en deux temps : l'Irak d'abord grâce à la victoire de Qadisiyu en 636 ; puis le plateau iranien entre 642 et 655. Le dernier souverain sassanide, Yazdadjird, est tué en 651 dans le nord-est de l'Iran. L'Iran devient une province de l'immense Empire musulman. Une grande partie des élites de l'administration sassanide adopte la religion des nouveaux maîtres, sauvegardant ainsi sa position sociale. La conversion des populations à l'Islam se fera évidemment sur la longue durée.

LH. : Quelle est la place des Persans dans l'Islam ?

G. M.-G. : Dans les premières décennies, sous les Omeyyades, qui gouvernent depuis Damas, le nord-est de l'Iran, le Khorasan, est la base de l'expansion de l'empire vers l'est. La place des Persans devient importante surtout à partir de la victoire des Abbassides en 750 et de l'installation du califat à Bagdad. Sa manifestation la plus visible est le vizirat*. Jusqu'à son abolition en 936, cette charge de Premier ministre de fait est très souvent dévolue à un Persan. Il faut dire que l'Empire perse est l'empire de référence pour l'histoire islamique. C'est lui qui fournit à l'Empire islamique ses modèles politiques, vrais ou supposés. C'est ce qui explique que les vizirs, jusqu'à l'abolition du vizirat en 936, soient souvent persans – ils forment de véritables dynasties : ainsi les Barmécides, entre 775 et 803, ou les Banu Djarrah au début du IXe siècle.

Les Abbassides doivent beaucoup aux Persans. Au milieu du VIIIe siècle, ils ont triomphé des Omeyyades à la suite d'un soulèvement parti d'une province du nord-est de l'Iran, le Khorasan. Pour la première fois dans l'histoire de l'Islam, ce soulèvement a inclus un grand nombre de Persans. Son chef, Abu Muslim, était lui-même un Persan, récemment converti, semble-t-il. Lorsque Bagdad est fondée en 762, la garnison est largement composée, à côté des soldats arabes, de soldats persans du Khorasan.

L'AUTEUR
Gabriel Martinez-Gros est professeur à l'université Paris X-Nanterre. Il a récemment publié Ibn Khaldun et les sept vies de l'Islam (Stock, 2007). Cet extrait est inédit.

Haroun Al-Rachid représenté sur une miniature persane du XVIe siècle. Ce calife abbasside eut plusieurs vizirs iraniens.

Pendant deux générations, entre 775 et 802, les vizirs sont tous issus d'une famille du Khorasan, les Barmécides, des bouddhistes convertis à l'Islam. Jusqu'à ce que, au début du IXe siècle, le calife Haroun Al-Rachid (786-809) décide de les écarter parce qu'il les juge trop bien enracinés au Khorasan, et menaçants pour sa propre autorité.

L'un d'eux, le vizir Jafar ben Yahya, est resté célèbre car il est devenu, plus tard, aux côtés d'Haroun Al-Rachid, l'un des héros des *Mille et Une Nuits*. Cette famille est demeurée très présente dans l'imaginaire arabe, autant pour ses fautes que pour son art de la politique. Dans la division si caractéristique que fait l'Islam classique des peuples en de leurs mérites ou de leurs compétences particulières, la maîtrise de la *siyasa*, l'art de gouverner les hommes, est l'un des attributs des Persans, de même que les Grecs sont réputés maîtres de l'art de la pensée.

LH. : Qu'est-ce qui caractérise cet art persan de la politique ?

G. M.-G. : Les contes regorgent d'exemples. C'est par exemple l'histoire du portique de Ctésiphon, un monument gigantesque que les Sassanides avaient fait bâtir à Ctésiphon, sur la rive du Tigre. Estimant que ce portique fait de l'ombre à sa puissance, Haroun Al-Rachid convoque son vizir Jafar le Barmécide et lui fait savoir qu'il a décidé de le détruire. Celui-ci le lui déconseille vivement : ce portique n'est-il pas la preuve de sa puissance et de celle de ses ancêtres, qui ont réussi à vaincre les rois bâtisseurs d'un tel monument ?

Haroun Al-Rachid, persuadé que son vizir veut en fait maintenir le souvenir de l'ancienne grandeur perse, est conforté dans son désir de démolir le monument. Mais celui-ci est tellement imposant que le coût de la destruction ne cesse de s'alourdir. Le calife rappelle son ministre et reconnaît qu'il a eu tort. Alors, le vizir réplique au contraire que la démolition doit aller jusqu'au bout : sinon on pensera que le calife n'a même pas *été* capable de détruire ce que les anciens souverains de la Perse avaient

Les Persans sont nombreux parmi les géographes, les mathématiciens et les astronomes, mais aussi parmi les grammairiens…

réussi à édifier. Cette anecdote a évidemment pour but de prouver la fidélité du vizir. Mais elle vise aussi à illustrer l'art politique des Persans. S'ils en sont les maîtres, c'est parce qu'ils dominent les paradoxes qu'entraînent souvent le gouvernement des hommes et la prise de décision.

On peut aussi citer le premier livre en prose de la littérature arabe, écrit vers 750, *Kalila et Dimna*. Ce texte a été traduit en arabe par un fonctionnaire abbasside originaire d'Iran, Ibn Al Muqaffa, qu'on peut considérer comme le créateur de la prose arabe. Il raconte l'histoire de deux chacals courtisans du roi lion et de son favori, le taureau. Les deux chacals s'efforcent d'accéder au pouvoir par la calomnie, mais leurs intrigues sont découvertes par la mère lionne, et l'un d'entre eux est exécuté. A travers la série de difficultés politiques qui se présentent aux personnages, le livre n'est pas autre chose qu'un recueil de recettes de gouvernement. Comme l'un des héros de son œuvre, Al Muqaffa fut d'ailleurs probablement exécuté sur ordre du calife. On le suspectait de manichéisme, de fausse conversion à l'Islam. Un soupçon qui pèse souvent sur les Iraniens au sein du pouvoir.

L'H. : Pourquoi ce soupçon ?

G. M.-G. : On se demande souvent si les élites iraniennes entrées au service de l'Islam ont renoncé à retrouver le premier rang que, grâce à l'Islam, les Arabes occupent désormais. Le service qu'ils rendent au souverain n'est-il pas biaisé par la tendresse qu'ils vouent à l'ancien Iran ? Cette méfiance constante va donner naissance au IXe siècle à une réaction des Persans à travers un mouvement littéraire de controverse qu'on appelle la *Shuubiya*. Un certain nombre d'auteurs persans publient alors, en arabe, des traités extrêmement violents contre les Arabes, mettant l'accent sur la grandeur de la civilisation perse par opposition à la rudesse et à la barbarie des Arabes sortis du désert, mangeurs de lézards et de rats. Le mot *Shuubiya* peut se traduire par « gentilité » au sens où on parle de « gentils » dans la Bible : il manifeste en quelque sorte la réaction des non-Arabes contre le peuple arabe, que Dieu a choisi pour y faire paraître son Prophète. Il se trouve naturellement aussi beaucoup de contradicteurs pour louer les Arabes, en particulier parce qu'ils ont reçu le privilège de compter le Prophète dans leurs rangs.

Le livre de Kalila et Dimna, traduit du persan en arabe vers 750, qui met en scène le roi (lion), son favori (taureau) et deux courtisans (chacals) sous forme d'animaux, recueil d'anecdotes et de recettes politiques.

L'H. : En dehors des cercles du pouvoir, où sont les élites persanes ?

G. M.-G. : On les rencontre assez logiquement parmi les premiers géographes, souvent formés dans le milieu des administrateurs de l'empire (comme Ibn Khurdadbeh, Ibn Rusteh, Istakhri) ; parmi les mathématiciens ou les astronomes (Khwarizmi, Farghani), les médecins (Razi) ; mais aussi de manière plus inattendue, parmi les grammairiens de la langue arabe, dont le plus célèbre, Sibawayhi.

> **« Au sein de l'Islam classique persiste l'identité persane »**

L'historien arabe Ibn Khaldun, au XIVe siècle, suggère que cela tient au fait que les Persans avaient, contrairement aux Arabes, une solide tradition d'études. Ibn Khaldun explique que ce qu'on appelle la science est l'abstraction, réalisée par une culture urbaine, de quelque chose que le monde bédouin faisait naturellement – au sens où le bourgeois gentilhomme de Molière fait de la prose sans le savoir… Les Arabes n'avaient pas besoin de faire la grammaire d'une langue qu'ils parlaient spontanément. Alors que les Persans, eux, devaient l'apprendre, ce qui explique que la plupart des grammairiens soient d'origine persane.

L'H. : Ces Persans parlent et écrivent en arabe, partagent la même religion que les Arabes. La Perse n'existe plus comme entité politique, mais une identité persane persiste donc ?

G. M.-G. : En effet, c'est là la question. Pourquoi les Persans des débuts de l'Islam, entre les VIIIe et XIe siècles, qui écrivent en arabe la plupart du temps, ne sont-ils pas considérés comme arabes ? Nous parlons volontiers du médecin persan Avicenne qui n'a écrit pratiquement qu'en arabe. Personne ne se demande si Claude Ptolémée, astronome de langue grecque du IIe siècle de notre ère en Égypte, était égyptien. Lui-même se considérait probablement comme grec et on l'inclut spontanément dans le grand déploiement de la science grecque.

Au contraire, au sein de l'Islam classique, une identité persane s'est maintenue. Comme si deux rôles différents avaient été définis pour les Arabes et les Persans au sein de la culture islamique. Insistons bien : il ne s'agit que de rôles, mais il est significatif que les Persans aient de fait monopolisé le nom d'« étrangers », « *Ajam* ». Sans autre spécification, dans la littérature de l'Islam classique, le mot « étranger » a fini par désigner les Persans. Par leurs différences, ces deux rôles, arabe et persan, illustrent deux versions fondamentales du monde : la générosité des Arabes, l'avarice des Persans ; la valeur militaire des Arabes, la valeur politique des Persans, la poésie des Arabes, la prose des Persans, etc.

Ce qui se passe ensuite, à partir du Xe siècle, c'est-à-dire la renaissance du persan[1] comme langue de cour et de culture, a sans doute à voir avec cette polarisation des rôles. Le persan acquiert alors une légitimité qui autorise qu'on l'écrive, à côté de l'arabe, jusque-là unique langue écrite de l'empire, parce que les Persans ont déjà un rôle prescrit dans tous les esprits, rôle qui touche justement aux fonctions de la plume et de l'intellect.

L'H. : Le persan redevient alors une langue littéraire et une langue d'empire ?

G. M.-G. : A partir de l'An Mil, l'unité culturelle arabe de l'Empire islamique est rompue. Cette rupture est certes préparée par l'émergence, dans le domaine iranien comme dans d'autres régions du monde abbasside, de gouverneurs de fait indépendants, qui favorisent les premiers pas de la littérature persane. La plus importante de ces dynasties de gouverneurs héréditaires est sans doute celle des Samanides, qui règnent sur la Transoxiane (l'actuel Ouzbékistan), entre 820 et l'An Mil. La plus glorieuse est peut-être celle des Bouyides, originaires des régions de la Caspienne, qui occupent Bagdad en 945 et imposent leur tutelle aux califes abbassides pendant un siècle.

Mais c'est paradoxalement la victoire des Turcs dans tout l'orient de l'Islam qui assure le triomphe du persan, devenu nouvelle langue d'empire à côté de l'arabe. Preuve que l'éminent essor du persan entre XIe et XVIIIe siècles n'est pas le fait d'une langue « nationale », comme le pensent trop souvent les Iraniens d'aujourd'hui (sans quoi cet essor n'aurait pas été assuré par des souverains turcs) ; mais le choix d'une nouvelle langue impériale, de cour et d'administration.

Écrit vers l'An Mil, le *Shah Nome* de Ferdowsi, dont le thème principal est celui de la lutte entre l'Iran et le Touran, c'est-à-dire le monde des steppes, deviendra l'épopée nationale iranienne. Mais le plus intéressant au départ, c'est évidemment qu'il ait été offert par son auteur à un souverain turc, Mahmud de Ghazna, fondateur de la dynastie ghaznévide qui règne sur le Khorasan et le Khorezm puis sur le Pendjab indien entre 998 et 1186 et qui sera le premier conquérant de l'Inde.

Contemporain d'Avicenne et de Ferdowsi, Al-Biruni, astronome, mathématicien, philosophe, est l'autre grand auteur persan de la cour de Mahmud de Ghazna. Auteur d'un des grands manuels

L'IRAN DANS L'EMPIRE ABBASSIDE

L'Iran devient au milieu du VIIIe siècle une province de l'immense Empire islamique. Dans les premières décennies, sous les Omeyyades, qui gouvernent depuis Damas, le nord-est de l'Iran, le Khorasan, est la base de l'expansion vers l'est. C'est de cette province que part le soulèvement des Abbassides qui triomphent des Omeyyades en 750 et établissent leur capitale à Bagdad. Dès le IXe siècle, l'est de l'empire – Khorasan, Transoxiane, Sistan, Khorezm – est gouverné par des dynasties plus ou moins autonomes. Autour de l'An Mil, aux confins de l'Inde, émerge la puissance turque des Ghaznévides, qui feront du persan une langue d'empire.

d'astronomie médiévale, le *Kitab al-Tafhim*, il est aujourd'hui surtout célèbre par son *Livre de l'Inde*, la meilleure description de la société et de la religion des Indes avant les études occidentales modernes. Il se pose la question de l'utilisation respective du persan et de l'arabe et opte pour l'arabe à cause de la richesse et de la précision du vocabulaire scientifique que cette langue avait accumulé depuis les traductions du grec réalisées à Bagdad au IXe siècle. Mais on parlait persan à la cour de Mahmud de Ghazna, même si ce n'était pas la langue de ses soldats, ni sa langue maternelle.

Les Ghaznévides, descendants de Mahmud (XIe-XIIe siècle), les Ottomans (au XIVe-XVIe siècle surtout), les sultans de Delhi puis les Moghols en Inde entre XIIIe et XVIIIe siècles, tous turcs, vont participer à l'exaltation de la langue persane et, d'abord, de sa poésie. Elle remplace peu à peu l'arabe dans la plupart des territoires orientaux de l'Islam comme langue de culture, d'écriture de l'histoire, et comme langue de cour dès le XII-XIIIe siècle.

Dès le Xe siècle, on commence à écrire de l'histoire en persan et au XIVe siècle, les grandes histoires universelles écrites sous la domination des Mongols d'Iran, ceux qu'on appelle les Ilkhanides,

On a longtemps cru qu'il y avait une osmose entre la sensibilité de l'Iran de toujours et le chiisme. On en est un peu revenu aujourd'hui

sont en persan. Le domaine scientifique est l'un des derniers à tomber. C'est seulement au XIIIe siècle qu'un Nasir al-din Tusi par exemple, peut-être le plus grand astronome du Moyen Âge avec Biruni, écrit un traité mathématique en persan.

Au XIVe siècle, la langue du commandement, de l'administration, de l'histoire, voire de la religion est le persan depuis l'Anatolie turque jusqu'à l'Inde des sultans de Delhi. Ce n'est qu'à une période récente, à partir du XVIIIe siècle, que le persan s'est trouvé limité à l'Iran et à une partie de l'Asie centrale – on parle aujourd'hui encore une forme de persan en Afghanistan (le dari) et au Tadjikistan (le tadjik). Au XVIIIe siècle, la langue est moins pratiquée à la cour ottomane où le turc acquiert pleinement ses lettres de noblesse.

« L'Iran dans ses frontières actuelles est un fragment d'empire »

L'H. : L'arabe cependant reste la langue sacrée et l'Islam est majoritaire. Quand l'Iran est-il devenu chiite ?

G. M.-G. : On a longtemps cru qu'il existait une osmose impossible à défaire entre la sensibilité et les penchants intellectuels de l'Iran de toujours et le chiisme*. C'est encore en gros la thèse d'Henry Corbin. Elle est tentante. Le vieux dualisme des religions de l'Iran, du zoroastrisme*, voire du manichéisme*, l'affrontement de la Lumière et des Ténèbres, se retrouverait dans la dichotomie générale du sens apparent, obvie (*zahir*) et du sens secret, précieux, gnostique (*bâtin*) que le chiisme reconnaîtrait en toutes choses. Le chiisme serait le *Volkgeist*, l'esprit du peuple iranien. On en est un peu revenu aujourd'hui.

Un musulman en prière, miniature d'époque safavide. Ce sont les Safavides qui ont converti l'Iran au chiisme.

En réalité, le chiisme ne devient religion d'État en Iran qu'à partir du règne des Safavides, au tout début du XVIe siècle. Jusqu'alors l'Iran n'est sans doute pas plus chiite que le reste des terres centrales du domaine islamique. Le chiisme a gagné de nombreux lettrés et savants au IXe-XIe siècle. Il a été, au Xe siècle, la religion de la dynastie des Fatimides, qui règne sur tout l'Occident de l'Islam, du Maghreb jusqu'à la Syrie. Et la plupart des petites principautés arabes de Syrie et d'Irak qui émergent entre le IXe et le XIIe siècle sont chiites. C'est l'irruption des Turcs seldjoukides, champions du sunnisme qui a marqué le début de son reflux.

Pour en revenir à l'Iran, rappelons aussi que nombre de grandes figures du sunnisme, comme Boukhari, l'auteur du recueil le plus respecté de *hadith* (dits) du Prophète, ou le grand philosophe Al-Ghazali (mort en 1111) et son protecteur Nizam al Mulk (mort en 1092), le vizir de la dynastie turque des Seldjoukides, sont tous trois persans et originaires du Khorasan ou d'Asie centrale.

L'H. : Le règne des Safavides, c'est la « renaissance » de l'Iran ?

G. M.-G. : Gardons-nous de tout anachronisme. La dynastie des Safavides, une dynastie d'origine turque, qui prend le pouvoir en 1501 en Azerbaïdjan iranien, apparaît comme fondatrice à plusieurs égards : elle impose le chiisme comme religion d'État et son domaine coïncide à peu près avec celui de l'Iran actuel. Mais tout indique que les Safavides n'avaient pas l'intention de limiter leurs conquêtes au territoire iranien actuel. Dans un premier temps, ils s'attaquent à l'Asie centrale où ils l'emportent sur les Ouzbeks. Puis, ils se retournent contre l'Empire ottoman, pour lequel ils vont représenter un très grand danger justement parce qu'il ne s'agit pas d'une dynastie iranienne, mais turque et d'ambitions universelles.

Les Safavides sont à l'origine une confrérie soufie sunnite qui se convertit au chiisme quelques années seulement avant d'accéder au pouvoir. Leur message va retentir profondément au sein des tribus turques de l'est de l'Anatolie. C'est seulement après avoir été vaincus par les janissaires et par l'énergie du sultan ottoman Selim Ier à la bataille de Chaldiran, en 1514, que les Safavides se replient sur les territoires iraniens.

Les Safavides ont ensuite subi les mêmes déconvenues face aux Ouzbeks à l'Est. En définitive, au début du XVIIe siècle, l'Iran en est sorti à peu près dans ses frontières d'aujourd'hui, mais il ne s'agit en réalité que de lignes de cessez-le-feu. Le pays se retrouve délimité au nord-est par les Ouzbeks, à l'ouest par les Ottomans qui ont conquis Bagdad avec Soliman le Magnifique et au sud-est par l'Inde moghole. L'Iran dans ses frontières actuelles est un fragment d'empire.

(Propos recueillis par Séverine Nikel.)

La plus belle des langues

« Perle », « sucre », « miel », « musc », « soleil » ou « chant du rossignol » : le persan est la langue des poètes.

L'aventure de la langue persane, au destin lié dès ses débuts à celui de la poésie, commence au IXe siècle. Mais des poètes de ce siècle ne restent que quelques noms et des fragments épars. Ce qui rend très ardue la reconstruction de la formation de cette langue et du passage entre le moyen perse (langue officielle, religieuse et littéraire de l'empire sassanide, du IIIe au VIIe siècle) et le *dari* ou persan littéraire.

Le persan, parler commun le plus répandu dans les territoires iraniens, est une langue indo-européenne très fortement influencée par l'arabe à la suite de l'islamisation de ces régions. Non seulement il emprunte à l'arabe son alphabet, mais il fut aussi fécondé par le génie lexical de cette langue. Quant à la poésie persane, elle s'inspire de la prosodie arabe tout en gardant son identité et l'empreinte profonde de la littérature et de la culture préislamiques.

C'est la volonté politique des différentes dynasties iraniennes qui élève ce parler commun en langue littéraire et officielle ; d'où le nom de *dari* qui signifie « relevant de la cour ». Très vite, la langue devient un enjeu politique et un moyen de préserver l'identité iranienne face à l'hégémonie arabe qui s'impose par l'autorité du califat et l'expansion de l'arabe, langue religieuse et administrative.

Des princes turcs, amoureux de la langue et de la poésie persanes

En témoigne la composition du *Livre des rois*, chef-d'œuvre de la littérature épique. Son auteur, Ferdowsi (940-1020), tout musulman chiite qu'il était, a reconstitué l'histoire des rois antiques de l'Iran et exalté l'identité héroïque du peuple autant que la beauté de sa langue. L'œuvre monumentale s'achève sur la chute de l'empire sassanide à la suite de la conquête arabe. Il la résume ainsi : « *Ceci est le livre des rois des anciens temps/ Exposés dans des vers bien éloquents/ Des héros braves, des rois renommés/ Tous, un par un, je les ai nommés/ Tous ont disparu au passage du temps/ Et je les fais revivre grâce au persan/ Tout maintenant se détruit souvent/ A cause de l'averse et des vents/ J'érige un palais en vers persans/ Que ne détruiront ni averses ni vents/ Je ne mourrai jamais, je resterai vivant/ Moi qui ai semé en grains augustes mes vers persans.* »

La poésie panégyrique se développe sous l'impulsion de princes donc beaucoup sont, paradoxe frappant, d'origine turque (les Ghaznévides et les Seldjoukides en particulier) mais amoureux et défenseurs de la langue persane. Tous tement d'attirer les poètes les plus talentueux.

Puis, à partir du XIIe siècle, c'est la poésie lyrique qui s'impose comme le genre dominant et correspondant le mieux au génie de la langue et à sa musicalité. C'est en particulier vrai de la poésie d'inspiration spirituelle dont les plus illustres représentants furent aussi les plus grands poètes de l'Iran : Attar (mort vers 1220), Rumi (mort en 1273), Saadi (mort vers 1291) et Hafez (mort en 1389). Tous chantent l'amour et aussi la poésie comme lieu possible d'une révélation (un dira de l'œuvre de Rumi qu'elle est « le Coran persan ») ainsi que la beauté de la langue, *dorr-e dari*, « perle du dari ». Tous croient dans les vertus transformantes du Verbe et rendent hommage aux possibilités infinies du persan, à sa musique et à sa douceur.

Manuscrit du Shah Nameh, Le Livre des rois, écrit au XIVe siècle.

« *Ma parole*, dit Saadi dans l'introduction de son *Verger de la sagesse*, *est au royaume de Perse, comme un musc sans prix du pays de Chine.* » Et, dépassant les royaumes terrestres, Hafez chante la beauté de ses propres vers : « *Tu as composé une ode et tu as enfilé des perles, viens Hafez, chante maintenant !/ Car les cœurs ont répandu sur tes vers le collier des Pléiades.* »

Perle, sucre, miel, musc, soleil, ou chant du rossignol, les poètes multiplient les métaphores pour la langue de la poésie par excellence. C'est sans doute aussi parce que les Iraniens ont très tôt eu une très haute idée de sa perfection que le persan a si peu évolué, exemple rare d'une remarquable continuité linguistique sur plus de mille ans. Les Iraniens, Afghans et Tadjiks d'aujourd'hui parlent, en effet, à quelques apparentements près, la langue de Ferdowsi, douce à écouter, fluide et musicale, une langue-poème.

Leili Anvar
Maîtresse de conférences en langue et littérature persanes à l'Inalco

La prise d'Ispahan par Tamerlan

En 1387, 45 « minarets » surgissent soudainement autour d'Ispahan. Édifiés avec les crânes des 70 000 victimes d'un massacre inouï. La tuerie était signée Tamerlan. Un des épisodes les plus sanglants de son épopée.

par **Jean-Paul Roux**

L'AUTEUR
Directeur de recherche honoraire au CNRS, Jean-Paul Roux a publié de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Tamerlan* (Fayard, 1991) et *Histoire de l'Iran et des Iraniens* (Fayard, 2006). Cet article est la version abrégée de « La prise d'Ispahan par Tamerlan », *L'Histoire* n° 94, pp. 32-43.

Novembre 1387 : après une chevauchée de 1500 kilomètres, Tamerlan et ses troupes dressent leurs tentes au pied des remparts d'Ispahan. Timur Lang, Timour le boiteux ou encore Tamerlan – il a alors 51 ans – arrive précédé d'une terrible réputation : la ville d'Urgendj, dans le Khorezm, a été rasée. En 1383, dans le Seistan, 2 000 prisonniers ont été enterrés vifs à Sabzavar ; à Zarendj, hommes et femmes, vieillards et enfants, tous ont été tués. Mais tout s'est à peu près bien passé dans l'Iran du Nord, en Azerbaïdjan, en Arménie. Hamadan et Tabriz n'ont pas souffert, Erzurum a été épargnée. On dit que celui qui se fait nommer simplement le « Grand Émir » est un homme juste et d'une moralité irréprochable. N'interdit-il pas l'accès de son camp aux femmes de mauvaise vie ? Il réprime la corruption des fonctionnaires et les abus de pouvoir, lutte contre la hausse illicite des prix et s'entoure d'artistes et de lettrés. Turc, il vient d'une région influencée par l'Iran, où, parmi des villes nombreuses et prospères, resplendit Samarkand, cité chérie de cet amateur d'art et de littérature. Il a enfin la réputation d'un musulman pieux.

Ispahan n'a pas vraiment peur. La ville n'est plus la capitale de l'Iran, mais jouit toujours d'un immense prestige avec le plus beau sanctuaire, la Grande Mosquée des Seldjoukides, que le Mongol Oldjaïtu (1304-1316) a paré d'un *mihrab* somptueux. Grande métropole de l'Islam, qu'a-t-elle à craindre d'un musulman ?

L'année précédente, peu avant de mourir, le vieux roi Shah* Chudja a spontanément offert sa soumission à celui qui, sans coup férir, s'est rendu maître de l'Iran septentrional. Puis il a partagé son royaume : Ispahan à son fils Shah Mansur, et Chiraz à son neveu, Zain al-Abdin. Ce dernier ne s'est pas, malgré sa promesse, rendu auprès de Tamerlan. Pire : il a renvoyé son ambassadeur. L'offense touche directement Tamerlan, qui prétend agir au nom du légitimiste mongol et respecter le *yasak*, le code des lois de Gengis Khan. Elle lui donne l'occasion d'intervenir dans l'Iran central.

Une tour de crânes après la bataille de Bagdad, remportée par Tamerlan. Ces tours édifiées avec les crânes des vaincus servaient de trophée et d'avertissement (British Museum).

LE DÉRAPAGE

C'est pourquoi il campe devant Ispahan. Sans intention de se battre : il n'y a pas d'armée en face de la sienne. Ni de sévir : la ville ne s'est pas révoltée et n'est pas responsable des écarts du maître de Chiraz. Tamerlan préfère épargner les villes afin qu'elles passent intactes dans ses mains ou paient une rançon très élevée. Il est patient. Il sait que les assiégés ont parfois besoin de réfléchir longuement.

Mais s'il peut imposer à ses troupes une discipline parfaite au combat, il ne peut les tenir longtemps dans l'inaction. Admirables soldats, ses guerriers s'enfièvrent à voir une riche ville étendue sous leurs yeux, à portée de mains. Et la ville s'enfièvre aussi de la présence des soldats. Les autorités sont pour partie acquises à Tamerlan qui, à l'époque, a des partisans dans tout le monde iranien. D'abord les descendants du Prophète, les *sayyid* que Tamerlan vénère. Puis tous les religieux : cadis, imams*, cheikhs, derviches. Ensuite, les marchands, satisfaits de la sécurité des routes et du vif intérêt qu'il porte aux transactions commerciales. Enfin, les gens de la haute société qui préfèrent un régime fort, garant de l'ordre, au despotisme des tyrans locaux. Tamerlan reçoit fort bien le gouverneur d'Ispahan et ses adjoints, les retient à sa table, satisfait à leurs moindres désirs et fixe avec eux le montant de l'impôt. Après quoi, accompagné d'une escorte, il entre dans la ville qu'il visite avec soin et installe une garnison dans la citadelle. Puis il rentre à son camp. Organisée avec méthode, la collecte de l'impôt commence sur-le-champ. En général, l'opération se déroule dans le calme – à quelques exactions près : les textes signalent avec quelle brutalité on usait des femmes, des filles et des garçons. Mais à Ispahan tout va bien. Jusqu'à l'incident, rapporté par Ibn Sahad Yazdi[1], qui met le feu aux poudres.

> *Tamerlan campe d'abord devant la ville sans intention de combattre*

Massacres et atrocités : la prise d'Ispahan par Tamerlan représentée sur une miniature persane, vers 1500 (British Library).

Dans la ville, outre les soldats de la citadelle et les percepteurs, quelque 5 000 soldats déambulent, désœuvrés. L'un d'eux croise une jolie fille, se jette sur elle. La chose est banale. Un tambour, qui traîne là par hasard, bat l'alerte. Bientôt il y a foule. Soudain, la populace se rue sur les soldats et en massacre quelque 3 000. Tamerlan ne tolère aucune rébellion, ni le moindre désordre. Cette tuerie, perpétrée quasiment sous ses yeux, au lendemain de la signature d'un accord, lui semble un défi. Dès l'aube, il attaque la ville. Elle lui résiste mais succombe rapidement.

Avec une minutie égale à celle qu'il a manifestée pour la collecte des impôts, Tamerlan décide

Notes
* Cf. lexique, p. 94.
1. Ou Ibn Sahad Yazdi, historien persan édité à Téhéran en 1916.

Un conquérant nomade

Timour (vers 1330-février 1405) apparaît dans l'histoire comme « le dernier des grands conquérants nomades », un siècle et demi après que Gengis Khan (mort en 1227) eut fondé l'empire le plus vaste que le monde ait connu. Timour se réclama toujours de Gengis Khan ; comme il ne descendait pas du grand homme, il ne prit jamais le titre de Khan, mais seulement celui d'émir (« commandant »), gouvernant au nom d'un Khan gengiskhanide authentique, fantoche dont il eut soin que le peuple fût constamment pourvu. C'est l'un des nombreux paradoxes de cette personnalité très complexe, destructeur et mécène, d'une cruauté inhumaine mais respectant les hommes de savoir...

Il donna l'impulsion à un essor sans précédent des arts et des lettres, qui se poursuivit un siècle durant après sa disparition, un véritable quattrocento iranien ; et pourtant ce sont les Iraniens qui l'appelèrent, d'un terme méprisant, *Timour-i lenk*, « Timour le boiteux » dont nous avons fait Tamerlan. Ils avaient quelque raison pour cela. Autre paradoxe, Timour, alors qu'il vénérait la mémoire de Gengis Khan, s'épuisa à poursuivre dans les steppes l'un de ses descendants, le Khan de la Horde d'Or, Toqtamish ; il ne put s'emparer de lui, mais s'avança jusqu'à Moscou, ruina les villes des bords de la Volga, Saray en particulier, brisant définitivement la puissance de la Horde d'Or et facilitant la conquête ultérieure de son territoire par le tsar Ivan IV, « le Terrible » (1552).

Pieux musulman, Timour n'en était pas moins grand buveur et se trouva plus d'une fois plongé dans un coma éthylique, notamment à Delhi en 1398, alors que lui seul pouvait donner l'ordre d'arrêter le massacre général de la population qui se déchaînait. Et Timour porta ses coups les plus terribles contre d'autres puissances musulmanes, de Delhi à Ankara.

Nomade certes, issu d'un clan turco-mongol, Barlas, jusque-là sans grande illustration, Timour n'en connaissait pas moins la civilisation de la ville et il embellit, par des édifices colossaux, d'abord celle où reposaient ses ancêtres, Kesh ou Shahr-i Sabz (« la Ville verte »), puis, non loin et mieux située, Samarkand. Mais tout en la couvrant de monuments, il en méfiait assez pour ne pas résider dans ses murs (quand il était là) mais dans des jardins à l'extérieur, sous des tentes somptueuses que l'ambassadeur du roi de Castille, Clavijo, a vues fin 1404 et nous a décrites.

Et ce grand bâtisseur, pendant près d'un quart de siècle, ne cessa pas de parcourir le monde à la tête de ses armées. Il mourut au cœur de l'hiver, sur la route de la Chine qu'il s'apprêtait à conquérir, à 70 ans et plus. Ses enfants et petits-enfants se jetèrent dans la lutte successorale ; l'empire, trop neuf et trop fragile, se divisa aussitôt (il eut le sort de celui d'Alexandre, et non de celui de Gengis Khan) ; en revanche, la conquête (comme celle d'Alexandre) fit éclore derrière elle une admirable civilisation.

Pierre Chuvin
Professeur à l'université Paris X-Nanterre

de châtier Ispahan. Et c'est bien, outre l'ampleur inouïe des sévices, ce sang-froid qui confère à ses actes une telle apparence d'atrocité.

Il fait isoler le quartier des *sayyid* et quelques rues où logent des citadins ralliés. Puis il prescrit à chaque unité militaire de tuer sans pitié jusqu'au nombre de têtes qu'il a déterminé. Quelques soldats qui répugnent à verser le sang de leurs coreligionnaires musulmans, en achètent à leurs camarades. Au début, une tête se vend 20 dinars, mais très vite les cours s'effondrent : un demi-dinar... Dans le feu de l'action, après avoir tondu des femmes, les guerriers leur tranchent la tête afin de les faire passer pour celles d'hommes.

LE MASSACRE

D'après les registres, on recueille 70 000 têtes. Suivant la coutume khorassanienne qu'il a adoptée d'enthousiasme, Tamerlan en fait faire des minarets tout autour d'Ispahan. L'écrivain persan Hafiz-i Abru en compte 45, dont chacun contient 1 500 têtes en moyenne.

Au-delà de ces faits indubitables, on raconte que Tamerlan alluma un incendie qui dura vingt jours et détruisit la cité du fond en comble. Qu'un émir compatissant, qui avait regroupé des orphelins, les présenta à Tamerlan mais que celui-ci aurait entraîné son escorte sur eux, « *Et les enfants furent bousculés, écrasés, leurs corps se vidèrent, ils furent déchiquetés et réduits en bouillie avant que le dernier rang des cavaliers eût passé sur leurs pauvres restes.* » Ce massacre est plausible, on en connaît d'autres exemples. L'incendie est moins certain. La Grande Mosquée d'Ispahan n'en a pas souffert ; aucune des infrastructures de la ville ne fut gravement atteinte ; enfin, elle ne fut pas dépeuplée.

> *Au début, une tête se vend 20 dinars, mais très vite les cours s'effondrent*

Ispahan souffrit beaucoup mais ne mourut pas : en 1393, Tamerlan put à nouveau en exiger une rançon, ce qui donne une idée de l'ampleur de sa population à la fin du XIVe siècle : elle devait compter moins de 500 000 habitants, mais certainement plus de 300 000. On comprend le retentissement que son martyre put avoir en Orient.

Ensuite, Tamerlan quitta Ispahan pour se reposer à Chiraz où la population, terrorisée, le reçut avec faste. Magnanime, le bourreau d'Ispahan se contenta de déporter artistes et artisans vers sa chère Samarkand où ils rejoignirent ceux du Khorezm, du Khorasan, de l'Azerbaïdjan. Plus tard, au fil des victoires et des conquêtes de Tamerlan, les artistes des pays du Don et de la Volga, ceux de Delhi, de Bagdad et de Damas seront, eux aussi, déportés à Samarkand. Ensemble, ils édifieront la nécropole du Roi vivant, le Shah-i-Zindeh, féerie de formes et de couleurs, le Tombeau du Conquérant impitoyable, le Gur-e-Mir, la Grande Mosquée, dite aujourd'hui de Bibi Khanoum, qui se voulait la plus splendide et la plus vaste du monde, et cent autres monuments encore. ■

OFFREZ-VOUS L'HISTOIRE

Abonnez-vous 1 an à
l'Histoire
11 numéros dont 3 spéciaux

+

4 numéros des Collections de L'Histoire...
De véritables livres au prix d'un magazine !

76 € seulement
au lieu de 138€⁷⁶ soit plus de 57€⁷⁶ d'économie

+ VOTRE CADEAU LE COFFRET 3 DVD :
LA RESISTANCE, ils ont osé face aux nazis, face à Vichy, face à la Shoah

prix public : 30€

Entre archives et reconstitutions, ces documentaires-fictions sont d'une qualité exceptionnelle : images d'archives, reconstitutions rigoureuses, récits et rencontres autour de la résistance à la Shoah et la résistance à l'occupation.

La Résistance sous un nouveau jour en 3 DVD – 7h de film !

- **2 films documentaires-fictions de 90 mn** : Vivre libre ou mourir, Quand il fallait sauver les juifs
- **4 films documentaires historiques de 52 mn** : Le sourd grondement d'un peuple, La lutte armée, Victimes contre bourreaux, Face à la déportation des juifs.

Editeur France Télévisions Distribution

BULLETIN D'ABONNEMENT

Bulletin à retourner sous enveloppe affranchie à L'HISTOIRE - Service Abonnements - B 603 - 60732 Sainte Geneviève Cedex

OUI, je souhaite m'abonner à L'HISTOIRE + 4 numéros des COLLECTIONS DE L'HISTOIRE, et je reçois le coffret 3 DVD LA RESISTANCE

❒ **Je profite de l'offre liberté et je règle en 4 fois par prélèvement trimestriel de 19€.**
Je suis étudiant(e) ou enseignant(e), je ne paie que 17€⁰⁰.*
Je recevrai par courrier l'autorisation de prélèvements à remplir et à vous retourner pour bénéficier de cette offre exceptionnelle.

❒ **Je règle mon abonnement** immédiatement au tarif de 76€ seulement au lieu de 138€⁷⁶ soit 40 % d'économie.
Je suis étudiant(e) ou enseignant(e), je ne paie que 64€⁰⁰.*

* Merci de nous faire parvenir un justificatif de votre statut.

Je règle à l'ordre de L'Histoire par :
chèque carte bancaire

Numéro CB : | | | | | | | | | | | | | | | |
Je note aussi les 3 derniers chiffres du numéro inscrit au dos de ma carte bancaire, au niveau de la signature | | |
Expire fin : | | | | |

Signature obligatoire :

Voici mes coordonnées :
Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : | | | | | | Ville :
E-mail :

Mon cadeau sera expédié à réception de mon règlement ou de l'autorisation de prélèvement dûment remplie.

Je peux acquérir séparément ou bénéficier les numéros suivants au prix de 9€, les numéros spéciaux au prix de 14€, les éditions de l'Histoire au prix de 16€20, sur commande (à offrir 7 DVD La Résistance au prix de 29€. Offre réservée à la France métropolitaine, valable uniquement jusqu'au 31/12/2009 dans la limite des stocks disponibles. Les informations et libertés : vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant et vous pouvez vous opposer à leur cession.

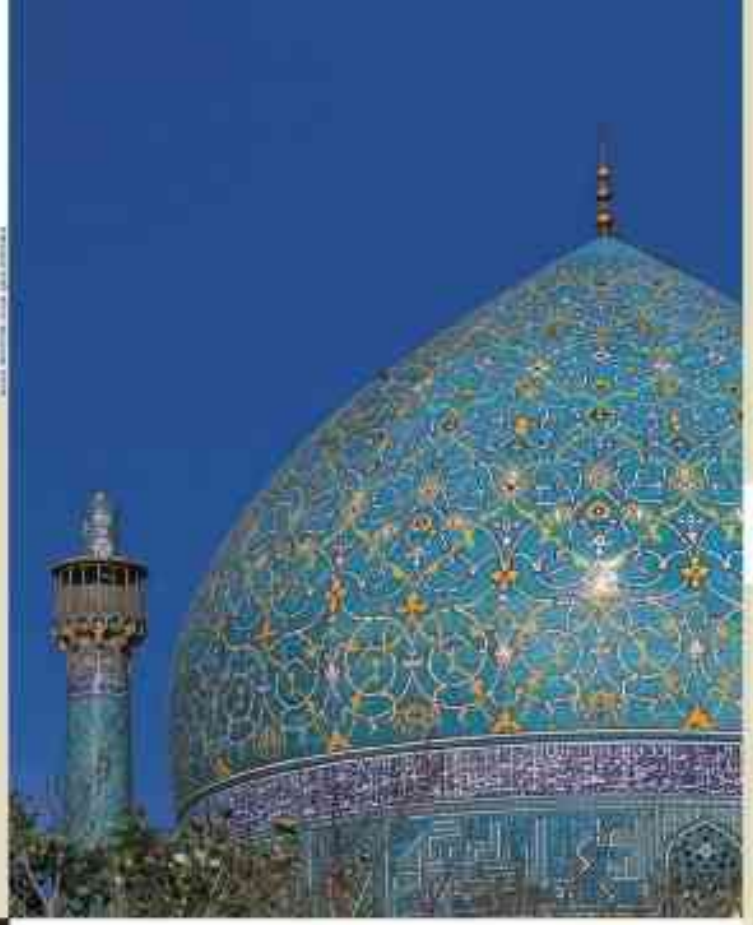
l'Histoire Service abonnements - © France : 0825 000 606 (0,15 €/min) - © Etranger : 00 33 3 44 61 76 17 - © Administration : 03 44 62 52 17 - E-mail : [illegible]

Les informations et libertés : vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur les informations vous concernant et vous pouvez vous opposer à leur cession.

La splendeur des Safavides

La puissance de l'Empire safavide, au début du XVIIe siècle, fut propice au commerce, aux arts et aux échanges. L'architecture d'Ispahan, devenue alors la capitale, en témoigne encore.

Par **Yves Porter**



LA DYNASTIE SAFAVIDE

Fondée par Shah Ismaïl Ier en 1501, la dynastie des Safavides a régné sur la Perse jusqu'en 1722, lors de l'invasion afghane qui mit fin à son mandat effective. Son nom vient d'un ordre soufi (mystique) sunnite, la tariqa Safaviyeh, créé par le cheikh Safi al-Din (1252-1334) à Ardabil, dans l'Azerbaïdjan iranien. Pourtant, l'État safavide adopte le chiisme comme religion officielle. Après la période agitée de Shah Ismaïl (1501-1524), *ci-dessus, détail d'une fresque, Tchehel Sotoun, Ispahan*), guerrier et aussi poète, musicien et mécène, le long règne de Shah Tahmasp Ier (1524-1576) apparaît comme une période relativement prospère. Mais c'est sous Shah Abbas Ier le Grand (1588-1629) que la dynastie connaît son apogée, à la fois territorial et économique.

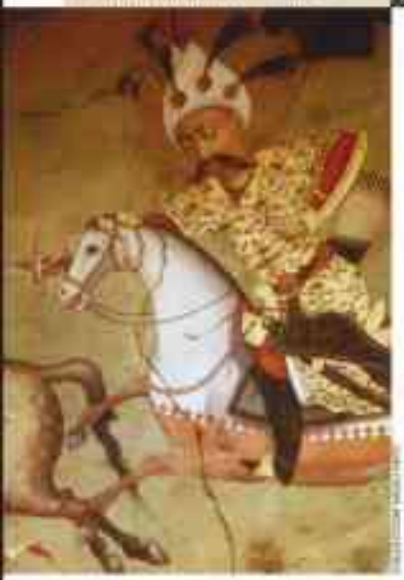
LE CHIISME DEVIENT RELIGION D'ÉTAT

Le chiisme, premier schisme de l'Islam, apparaît dès la mort du Prophète (632), dans les discussions soulevées par sa succession. La majorité de la communauté musulmane appelée « sunnite » se prononce pour un choix au mérite alors que les partisans d'Ali (cousin et gendre du Prophète) estiment que la fonction doit demeurer au sein de la famille. De ce « parti d'Ali » naît le chiisme (le mot arabe *shi'a* signifie « parti »). Ali et ses successeurs, les imams, n'emporteront jamais l'adhésion de la majorité sunnite. Le chiisme présent en Iran avant l'avènement des Safavides n'y était pas majoritaire ; c'est sous l'impulsion de Shah Ismaïl et de ses successeurs que cette doctrine donne au pays le visage qu'on lui connaît encore aujourd'hui. La conversion des Iraniens au chiisme apporte un semblant d'unité à un État pluriethnique. Elle l'oppose à ses puissants voisins : Ottomans à l'ouest, Ouzbeks au nord-est et Moghols à l'est, tous sunnites. *Ci-contre : la Mosquée royale, à Ispahan.*

L'AUTEUR
Yves Porter est docteur en études iraniennes et maître de conférences en islamique à l'université de Provence (Aix-Marseille I).

L'EXPANSION PAR LE GLAIVE

La prise du pouvoir par Shah Ismaïl s'est réalisée par les armes : le jeune prince a d'abord conquis l'Azerbaïdjan et fait de Tabriz sa capitale (en 1501). Il en aidé par des refus du nord de l'Iran. Dès 1505, Shah Ismaïl annexe le Khorasan, riche province orientale de l'Iran, et chasse les Ouzbeks d'Hérat (aujourd'hui en Afghanistan). Mais cette puissance montante des Safavides provoque la réaction des Ottomans, qui leur infligent dès 1514 une cuisante défaite à la bataille de Chaldiran (*ci-dessus, manuscrit persan, 1597*). Les souverains suivants, jusqu'à Shah Abbas Ier (1587-1629), ont sans cesse à composer avec ce grand voisin, qui pille leur territoire à de nombreuses reprises. Sous Shah Abbas Ier, des rapprochements avec les États occidentaux sont tentés (l'Autriche des Habsbourg, l'Espagne notamment) pour contrer la menace ottomane, mais sans résultat sur le plan diplomatique ou militaire.



SHAH ABBAS LE GRAND

Shah Abbas Ier (*détail d'une fresque, Tchehel Sotoun, Ispahan*), qui régna de 1587 à 1629, est considéré à juste titre comme le souverain le plus puissant de la dynastie safavide. Il modernise l'armée en créant un corps de mousquetaires et y ajoute à des serviteurs esclaves (*ghulams*) d'origine chrétienne. Le transfert sous son règne de la capitale à Ispahan et la beauté des monuments qui parent encore cette ville justifient que l'on parle du « siècle d'Ispahan ». Après avoir pacifié le pays, étendu son domaine du Caucase et de l'Irak jusqu'à Hérat, et établi sa suprématie sur le golfe Persique, il conclut des traités avec les Moghols de l'Inde, les Ottomans et les Ouzbeks. La puissance de l'empire et sa stabilité sont propices au commerce, florissant, ainsi qu'aux échanges avec les puissances européennes. Le pays se couvre de palais, mosquées et sanctuaires des Imams chiites, alors que les ports, les routes et les caravansérails bénéficient de l'intérêt du souverain.

ISPAHAN, LA NOUVELLE CAPITALE

Vers 1598, une fois que l'empire a retrouvé un certain lustre, Shah Abbas transfère la capitale à Ispahan. La ville, déjà importante, connaît un véritable renouveau sous l'impulsion d'un urbanisme royal qui se développe entre deux axes majeurs. La grande « place royale » (*meydân-e shâh*), d'un côté, attire le commerce, la religion et le pouvoir : avec l'entrée du grand bazar au nord, les deux mosquées (Sheykh Lotfollah à l'est et mosquée du Shah au sud) et le palais porte d'Ali-Qapu (*ésoul, en haut*), à l'ouest de la place. De l'autre côté, la grande avenue de Chahar-bagh (les « Quatre-Jardins ») est bordée par les espaces jardinés des palais royaux et les résidences de l'aristocratie. C'est à la fois une promenade agréable et un axe qui se poursuit au-delà du fleuve Zayandé-rud, vers les « Mille-Arpents » et les faubourgs arméniens de Jolfa. Dans cet immense parc des « Mille-Arpents », une allée centrale, à flanc de colline, reçoit une succession de terrasses parcourues par des canaux et des cascatelles. La Mosquée royale (*au centre*) est un chef-d'œuvre d'architecture, alliant harmonie des formes et des volumes et une extraordinaire parure de carreaux de céramique qui recouvre toutes les surfaces visibles. Les successeurs de Shah Abbas Ier embellissent encore la capitale, que les Iraniens surnomment « *Nesf-e Jahan* » (« la moitié du monde »), avec des palais merveilleux – dont les Huit-Paradis (Hasht-Behesht), 1670 – et des constructions édifiantes comme les ponts (Si-o-se pol, « pont des Trente-Trois Arches », ou le pont-barrage dit Pol-e Khwadjo, *en bas*). Mais, en 1722, les Afghans prennent la ville et la détruisent en partie.

L'ART DES TAPIS

Le tapis commun, depuis l'Antiquité, le principal mobilier des nomades d'Asie. La réputation des tapis persans est fort ancienne. Aux mythiques tapis royaux de l'époque sassanide succèdent des créations nouvelles sous les Safavides comme les tapis-jardins, dont les motifs évoquent les parterres de l'architecture palatiale. De nombreux tapis sont exportés vers l'Europe dès le XVIe siècle, dont les fameux « polonais », aux fils d'argent et d'or, sans doute commandés par le roi Sigismond Vasa, ou les grands tapis « de chasse », qui ornent les appartements nobles. L'arbre de vie (*ci-dessus, tapis d'Ispahan*), motif antérieur à l'Islam, est communément représenté, en particulier sur les tapis de prière.

LE GOÛT DU CAFÉ...

La période safavide nous a légué un riche héritage en objets : pierres dures, métaux, céramiques au décor sinisant, miniatures, et bien sûr manuscrits, enluminés et reliés en maroquin, puis, après le XVIIe siècle, pages d'album qui montrent de belles échansons aux visages arrondis. Les commandes princières sont exécutées dans les ateliers royaux, dans le *kitab khanah*, atelier du livre, qui inspire aussi les motifs des objets en métal, en céramique et les tapis ; grâce au mécénat princier se crée un réseau de production collective où vivaient habiles artisans et artistes de talent. Aux objets quotidiens s'ajoutent des productions de luxe comme les brocarts et les velours aux motifs inspirés des miniatures. L'époque safavide voit apparaître l'usage du tabac et du café (*miniature du XVIIe siècle*), bu dans des maisons que le voyageur Jean Chardin décrit en 1673 comme « *les plus belles endroits de la ville, [où l'on peut] au dessus, à la ruelle et aux échaux ; et autre coté, il y a des rideaux en serviette en prose* ».

LES JARDINS OU LE PARADIS SUR TERRE

Le mot persan qui désigne un espace fermé est *pardèse*, d'où vient « paradis ». L'architecture palatiale safavide reprend nombre de formules éprouvées, en particulier par les Timourides, comme le palais-jardin : presque tous les palais safavides sont enchâssés dans un écrin de verdure, se reflètent dans un miroir liquide qui des jets d'eau viennent faire scintiller ; des allées, des bassins ou des canaux, tracés au cordeau, évoquent les quatre fleuves du paradis coranique, à l'ombre de rangées de cyprès, de pins et de peupliers. Dans les îles secs et brûlants, les jardins constituent de petites oasis appréciées : on y écoute de la poésie, de la musique, on devise en dégustant des cerises, des pêches ou des grenades, on boit du café (*céramique d'époque safavide*).

L'échec de la modernisation

Le XXe siècle est pour la nation iranienne en formation celui des désillusions. Les ingérences étrangères conjuguées à la brutalité de la dictature font échouer les expériences réformatrices des Pahlavi menées par Reza Shah et son fils Mohammad Reza. Qui écrasent toute aspiration démocratique.

Par **Yann Richard**

L'AUTEUR
Professeur à la Sorbonne nouvelle, Yann Richard a vécu en Iran pendant toute la révolution. Il a publié principalement sur la sociologie religieuse du chiisme et sur l'histoire de l'Iran au XXe siècle, notamment *L'Islam chiite, croyances et idéologies* (Fayard, 1991), *Gens pastoraux des Hautes terres du monde iranien* (Maisonneuve et Larose, 2002) et *L'Iran. Naissance d'une République islamique* (La Martinière, 2006). Ci-contre le cor-tège.

Bien qu'écarté des axes principaux du commerce de la Méditerranée, l'Iran* a été transformé par les ingérences des pays industrialisés au XIXe siècle. Les élites iraniennes, imitant leur souverain, ont appris le français, l'anglais et le russe et ont progressivement cherché à voyager en Europe. Les idées issues de la Révolution française, avec un siècle de retard, les ont inspirées, au moment où les classes laborieuses, les grands commerçants, mais aussi les producteurs de coton, de tabac, d'opium, de soie… touchés par les soubresauts de l'économie mondiale, supportaient de moins en moins l'arbitraire royal.

Un premier pas vers la modernité politique fut franchi entre 1906 et 1911 lorsque les manifestations populaires et les insurrections finirent par imposer une constitution parlementaire et à chasser de son trône Mohammad-Ali Shah qui avait voulu abolir les nouvelles institutions octroyées par son père. La victoire des constitutionalistes fut neutralisée par l'invasion du nord de la Perse* par les Russes en décembre 1911 – le Parlement fut dissous –, puis par la Guerre mondiale, qui fit du pays un champ de bataille pour les Russes, les Ottomans, les Britanniques, les Allemands et même les Français.

Malgré cet échec, la première immersion dans la modernité avait laissé des traces concrètes. L'alliance temporaire des libéraux laïcs et des religieux a permis de faire reculer le despotisme royal et les ingérences étrangères. Les Iraniens ont également compris le rôle de la presse, de l'opinion, et ont rêvé qu'eux aussi auraient accès à un système politique où la justice sociale, l'égalité des citoyens et les libertés fondamentales seraient respectées. Mais les intellectuels étaient mal informés des véritables intentions des puissances européennes. Pour eux, l'Europe était la source des droits démocratiques, et les Européens ne pouvaient que les aider. L'alliance des Britanniques avec les Russes, entre 1907 et 1917, leur fit sentir durement que les enjeux stratégiques extérieurs (en l'occurrence la sécurisation des frontières de l'Inde) passaient avant la solidarité avec des démocrates. Les intérêts économiques comptaient plus encore avec la découverte du pétrole* en 1908. Et quand la flotte britannique passa du charbon au pétrole en 1912, la maîtrise sur les hydrocarbures devint une priorité militaire.

Deux occasions furent offertes aux Persans de reprendre la voie des réformes à la suite de chacune des deux guerres mondiales, auxquelles l'Iran fut mêlé directement malgré sa neutralité officielle.

LE COUP D'ÉTAT DE 1921

Le gouvernement iranien, impuissant, en 1918, devant les provinces en rébellion, les routes coupées régulièrement par des pilleurs de caravanes et les ravages de la grippe espagnole, prit quelques initiatives inattendues comme l'envoi – contre l'avis de Londres et de Paris – d'une délégation à la Conférence de Versailles et la tentative, juste avant la soviétisation, de fédérer les républiques nationalistes du Caucase où l'influence persane était encore grande. Téhéran entama également des négociations avec Moscou en vue d'un traité d'amitié et participa à la fondation de la SDN. A l'intérieur, les nationalistes essayaient en rangs dispersés de trouver des solutions politiques en convoquant le Parlement qui ne s'était pas rassemblé depuis 1915, en cherchant à faire une réforme financière, en écrasant des révoltes locales au Gilan et en Azerbaïdjan, et en réprimant le grand banditisme.

Le Shah Mohammad Reza Pahlavi et l'impératrice Soraya, en juillet 1951. Page de gauche : Reza Khan (au centre), entouré d'officiers, en octobre 1925. Quelques mois plus tard, il deviendra le Premier ministre, commandant en chef permanent de toutes les forces armées. Reza Khan choisit en 1925 de s'appeler Reza Pahlavi. En décembre 1925, sans altérer le texte de la Constitution, l'Assemblée confirma la monarchie aux Pahlavi.

Des élites séduites par l'Occident et les idéaux de la démocratie

Le manque de moyens dont disposait Londres pour faire face aux urgences en Irak (révolte des chiites* en 1920) et en Inde (montée des nationalismes hindou et musulman) laissait espérer aux nationalistes que l'heure de la reconstruction d'un État moderne par les Iraniens eux-mêmes était venue et que nulle puissance extérieure, pas même la menace bolchevique, n'y ferait obstacle. Certains éléments des révoltes régionales, au Gilan, en Azerbaïdjan ou au Khorassan, allaient dans le sens d'une mobilisation patriotique et démocratique de base.

Le sentiment nationaliste, inquiet de la faiblesse de l'État, fut fouetté par l'annonce, pendant l'été 1919, d'un accord anglo-persan qui garantissait aux Britanniques la maîtrise totale sur l'organisation d'une armée unifiée, sur la réforme des finances et de l'administration. Londres tirait ainsi avantage du retrait des Russes et de l'effacement des Français[1]. Le gouvernement de Vossouq od-Dowlé,

Notes
* Cf. lexique, p. 94.
1. Clemenceau avait renoncé à la bande de Mossoul en manifestant le désintérêt de la France pour cette région.

Naser al-Din, l'Européen

Le long règne de Naser al-Din Shah (1848-1896) fut marqué par la pénétration européenne. Naser al-Din s'émancipa d'abord d'un vizir encombrant, Amir Kabir, qui écrasa le bâbisme, une nouvelle croyance qui secoua profondément le clergé, et réforma l'État face à l'ingérence étrangère, principalement britannique et russe. Après avoir personnellement gouverné, Naser al-Din Shah Shah utilisa les services d'un deuxième grand réformateur, Sepahsâlâr, témoin des réformes de l'Empire ottoman où il avait été ambassadeur.

En 1873, le Shah fait le premier de ses trois voyages en Europe, l'occasion de dépenses inconsidérées, car il emmenait une grande suite et rapporta un grand nombre d'objets qui l'avaient fasciné (bodogas, appareils photographiques, etc.). Homme de grande culture classique et moderne (il savait le français, dessinait fort bien), il était avant tout un Qadjar, nomade préférant la chasse et les campements aux dorures des palais. D'Europe, il ramena également des médecins, des savants, des ingénieurs et des idées pour réformer son État. Après avoir toléré certains réformateurs, laïcs (Melkam Khan) ou religieux (Jamaloddin al-Afghani), il les repoussa et fit exercer une censure impitoyable. Ainsi, tous ceux qui voulaient des changements s'exprimaient depuis Istanbul, Paris, Londres ou Calcutta. La presse officielle était mise en échec par les journaux introduits clandestinement de l'étranger.

Naser al-Din Shah Shah mangna la politique des concessions minières, agricoles, routières, bancaires… à des sociétés européennes dans l'espoir qu'elles mettraient le développement du pays. En 1890, un Britannique, Talbot, acquit le monopole du tabac : une révolte grandissante soutenue par le clergé chiite – qui décréta l'interdiction de fumer – obligea le Shah à racheter le monopole. Cette perte de prestige fut immense, le trésor royal étant à la recherche d'expédients, d'emprunts aux Russes et aux Anglais, à des conditions désastreuses. Alors qu'il s'apprêtait, à l'instigation de la reine Victoria, à fêter son jubilé, Naser al-Din Shah fut assassiné dans un mausolée au sud de Téhéran par un militant proche de Jamaloddin al-Afghani (1er mai 1896). L'aspiration aux réformes ne fit que grandir et son fils Mozaffar al-Din Shah, qui fit également trois voyages en Europe, concéda une constitution parlementaire aux opposants en 1906.

Yann Richard

Naser al-Din Shah, en 1883.

en signant cet accord, pensait obtenir le maximum des Anglais et en tirer des avantages pour la souveraineté nationale. La résistance farouche de l'opinion iranienne empêcha sa ratification. Ce ne fut donc qu'un coup d'épée dans l'eau.

Deux forces, l'une politique, l'autre militaire se conjurèrent pour organiser un coup d'État en février 1921 : Seyyed Ziya, un journaliste fougueux qui avait fortement plaidé pour l'occupation en Iran de l'Accord anglo-persan de 1919 ne cachait pas son anglophilie. Il était convaincu que les Persans n'arriveraient à rien sans soutien extérieur que ni les Français ni les Américains n'étaient susceptibles de fournir.

N'étant lié à aucune des grandes familles qui gouvernaient l'Iran, Ziya, fils d'un mollah provincial, qui avait fait des études en France, entendait venger les humiliations que l'oligarchie corrompue faisait subir au peuple iranien. Il aurait, d'après ses propres déclarations, demandé à deux militaires en qui il avait toute confiance de lui faire connaître un officier capable de l'aider par un pronunciamento sans lui contester la présidence du gouvernement. C'est ainsi qu'aurait été choisi Reza Khan, un cosaque persan de 42 ans qui s'était fait remarquer en 1917 quand il avait aidé un officier russe à débarquer le chef de la Brigade cosaque soupçonné de sympathies bolchevïques. Dans la nuit du 20 au 21 février 1921, Reza Khan arriva à Téhéran avec plus de 2 000 hommes. Nommé commandant en chef, puis ministre de la guerre, il devint l'homme fort d'un gouvernement dont Seyyed Ziya fut le Premier ministre.

Seyyed Ziya avait un ambitieux programme de réformes, qui commençait par la lutte contre la corruption et le népotisme, et qui reprenait, sans le dire, les grandes lignes de l'Accord anglo-persan : l'administration serait réformée, l'armée reconstituée à l'aide d'experts britanniques, parmi lesquels on ajouterait ici ou là quelques autres Européens ou Américains.

L'opinion aspirait à cette révolution « nationale » : les nostalgiques de la « Révolution constitutionnaliste », les réformateurs nationalistes que les furies alliées avaient étouffés pendant la Guerre, tous ceux qui voulaient la démocratie mais redoutaient le bolchevisme rêvaient de cette modernisation politique. Tout en dénonçant la politique manipulatrice des Britanniques, ils demandaient le renforcement de l'État et, dans des revues publiées à Téhéran ou à Berlin, préconisaient l'européanisation, des plans de réformes inspirés d'un modèle jacobin : armée forte, centralisation politique et culturelle, enseignement public obligatoire répandu partout, face à la superstition et à l'islam, le désir d'apprendre et l'esprit scientifique moderne. La liberté, ils le savaient, avait un prix ; même si une dictature était nécessaire pour restaurer la souveraineté nationale, ils y étaient prêts.

Ce programme fut mis en route, mais bientôt il ne put se réaliser qu'au prix d'un autoritarisme despotique. Dès mai 1921, Seyyed Ziya fut renvoyé par Reza Khan qui, une fois devenu chef du gouvernement, chercha à imposer sa volonté par tous les moyens. N'ayant pu devenir président d'une république sur le modèle kémaliste, il se fit couronner sous le nom de Reza Shah Pahlavi en 1926 – après avoir renversé Ahmad Shah le dernier des Qadjars –, et terrorisa son pays pendant encore quinze ans. Contrairement à Atatürk, qui avait vécu en Europe, et qui avait une idée assez précise de la modernité, cherchant d'abord à convaincre son peuple avant de le contraindre aux réformes, Reza Pahlavi, quasi analphabète en 1921, ne connaissait l'Europe qu'à travers les officiers russes de la Brigade cosaque persane et ne pensait qu'à forcer toute volonté qui lui résistait.

Alors que Mustafa Kemal avait conquis la nouvelle souveraineté turque en combattant des armées étrangères, Reza Pahlavi, lui, ne fit que combattre les Iraniens eux-mêmes, les Jangalis révoltés au Nord, les gendarmes du Khorasan, les tribus lor, bakhtiyari ou qashqâ'i, le Sheykh Khaz'al, etc. Il refaisait certes ainsi l'unité du pays, mais par la violence et la répression, dont les Iraniens eux-mêmes furent les premières victimes. Les intellectuels, les religieux, et même les hommes politiques qui avaient collaboré avec lui mais étaient tombés en disgrâce, furent victimes d'exactions impitoyables, enfermés arbitrairement, exilés dans des territoires insalubres, empoisonnés. Et la vie politique constitutionnelle, qui était restée la façade de son régime, n'était plus qu'une mascarade fermant les yeux sur la corruption et entérinant les décisions les plus tyranniques. La presse libre avait disparu.

Des réformes furent mises en place. Avec le code civil, achevé en 1928, le statut des personnes relevait désormais de tribunaux étatiques, dont les magistrats avaient obligatoirement fait des études universitaires laïques. L'effort pour créer un enseignement public substitua l'État aux religieux dans un autre domaine stratégique. La religion restait enseignée, mais la laïcité gagnait de fait. Cependant, l'occidentalisation poussée au paroxysme conduisait au ridicule. Par exemple, pour uniformiser le costume des Iraniens, Reza Shah rendit obligatoire le vêtement à l'européenne. Le képi fut imposé aux hommes, puis le chapeau mou. Quant à l'interdiction du voile des Iraniennes, décidée en 1936, loin d'avoir eu une action modernisatrice, elle eut pour conséquence que beaucoup de femmes n'osèrent plus sortir.

La pire déception des Iraniens, après l'espoir du renouveau, fut de découvrir le rôle que les Britanniques avaient tenu dans la prise du pouvoir de Reza Khan. Dès les premiers jours, la rumeur publique les accusa d'avoir assuré le succès du coup d'État. Ces accusations étaient fondées : d'après le récit du général Ironside qui commandait les militaires britanniques, c'est bien eux qui eurent l'initiative de choisir un homme fort pour tenir le pays après leur départ, prévu pour le printemps 1921.

Intellectuels, religieux, libéraux, tous les opposants, furent pourchassés

Leurs intérêts rejoignaient en effet ceux des nationalistes : il fallait barrer la route aux bolchevïques et rétablir l'ordre et la cohésion administrative à moindre frais.

Quand Seyyed Ziya fut balayé, trois mois après, les Britanniques ont certes hésité à soutenir Reza Khan, qui ne leur était pas entièrement acquis. Quand ce dernier s'attaqua à Khazal, un protégé de Londres, qui assurait la sécurité des champs de pétrole du Khouzistan, le ministre plénipotentiaire britannique a finalement lâché son agent local pour donner son appui au seul homme qui pouvait garantir à long terme leurs intérêts.

Et c'est bien ce qu'il fit. En 1933, lorsque l'Iran était sur le point de renégocier la concession pétrolière, vendue à un Britannique en 1908 à l'époque où personne ne soupçonnait l'importance qu'elle aurait un jour, Reza Shah capitula devant les intimidations de l'Anglo-Persian Oil Company. Le nouvel accord donnait des royalties un peu plus régulières et moins ridicules au pays, mais ne répondait à aucune des demandes élémentaires formulées par

Les intérêts fondamentaux des Britanniques et la concession pétrolière furent intégralement préservés par Reza Shah

À Kermanshah, vers 1940, au nord-est de l'Iran, hommes et femmes dévoilés lors d'une manifestation publique où les fonctionnaires étaient obligés de se présenter avec leur épouse. En 1936, Reza Shah avait interdit le port du tchador et rendu obligatoire le vêtement à l'européenne.

Le président américain Truman fut effrayé, en pleine guerre de Corée, par la perspective d'une prise de pouvoir par le Parti communiste

l'Iran : un contrôle iranien sur la compagnie, une participation des Iraniens à la production et des revenus au moins égaux à ceux que les Anglais en tiraient. Le récit de sir John Cadman, le directeur britannique qui était venu négocier directement avec le shah démontre de manière accablante la responsabilité du souverain : « *Reza Shah donna un petit sermon à ses ministres qui, disait-il, rampaient par terre sans voir beaucoup plus loin que leur nez, alors que lui, sur un promontoire, voyait le vaste monde autour de lui… les ministres étaient assis dans un silence contraint en écoutant sa leçon comme de petits écoliers, plaçant à l'occasion un mot ou deux pour répondre aux questions que leur adressait Sa Majesté.* »

Avec la répression croissante de plusieurs groupes sociaux qui avaient participé à la Révolution constitutionnelle, il apparut que Reza Shah n'était pas l'émanation de la nation. Tous les opposants, intellectuels, clercs musulmans, chefs nomades, politiciens libéraux, furent éliminés sans pitié. Mais les intérêts fondamentaux des Britanniques et la concession pétrolière… furent préservés intégralement. Ainsi, le ressentiment contre le despote qui voulait imposer ses réformes était lié à l'exécration des Britanniques et de la tutelle impérialiste. Et quand les Britanniques, inquiets de la progression des armées nazies vers Bakou et vers l'Iran en 1941 décidèrent que l'expérience avait assez duré, ils obligèrent Reza Shah à abdiquer devant l'invasion militaire et à partir en exil. Son fils Mohammad Reza Pahlavi lui succéda. Il devait régner jusqu'en janvier 1979.

Ci-contre : le Premier ministre Mohammad Mossadegh, avril 1951, juste après la nationalisation de l'industrie pétrolière. Ci-dessus : manifestation antiraniennes au Parti communiste iranien à Téhéran, en juin 1951. Elle fut suivie par environ 100 000 personnes. Ci-dessus : la raffinerie d'Abadan en juin 1951, la plus grande du monde.

AOÛT 1953 : RENVERSEMENT DE MOSSADEGH

L'occupation anglo-soviétique et surtout la sécession éphémère en 1946, sous la protection de Moscou, des républiques autonomes d'Azerbaïdjan à Tabriz et du Kurdistan à Mahabad suscitèrent une forte réaction nationaliste. Ces traumatismes furent apaisés quand les Soviétiques finirent par retirer leurs troupes en mai 1946 et que, l'hiver suivant, Mohammad Reza Shah put s'attribuer le mérite d'avoir refait militairement l'unité du pays en écrasant les autonomistes.

L'attachement à la souveraineté nationale se cristallisa sur la question du pétrole, qui était convoité par de nouvelles puissances : l'URSS chercha avec insistance à obtenir une concession au Nord, puis les Américains manifestèrent leur intérêt. Ces derniers négociaient sur la base d'un partage à égalité des bénéfices. Mais, sous l'influence d'un politicien populaire, issu de l'ancienne aristocratie qadjare, Mohammad Mossadegh, les Iraniens remettaient en question l'ancienne concession britannique et voulaient nationaliser tous les hydrocarbures. La mobilisation croissante contre la compagnie britannique des pétroles (devenue Anglo-Iranian Oil Company, AIOC) était la conséquence de l'incapacité de Reza Shah à obtenir une révision équitable de la concession de 1908. La nationalisation fut enfin votée par le parlement en mars 1951 et le leader du Front national, le Dr Mossadegh, devint Premier ministre avec pour mission principale de mettre en application l'iranisation de la Compagnie.

Pour les Britanniques, c'était une nouvelle humiliation après la perte de leur domination sur l'Inde. Ils portèrent le conflit devant les instances internationales, à l'ONU puis à la Cour internationale de La Haye. Et en attendant qu'une décision de justice soit donnée, ils décrétèrent un embargo sur toutes les exportations de pétrole iranien, arraisonnant les rares pétroliers qui se dirigeaient vers les ports iraniens. Ils décrivaient Mossadegh comme un fanatique dangereux, malade mental, avec lequel il était impossible de mener la moindre négociation. Dans cette affaire, les Iraniens n'étaient pour eux que des irresponsables qui piétinent les droits de l'AIOC et le principe sacro-saint de la propriété.

Pour la plupart des Iraniens au contraire, les deux ans et demi du gouvernement de Mossadegh sont souvent décrits, avec exagération, comme une période bénie pendant laquelle, ce qui ne s'était jamais passé, ils payaient leurs impôts avec enthousiasme, sachant que l'État, appauvri par l'embargo, avait besoin de la solidarité de tous. L'État (*dowlat*) n'était plus face à la nation (*millat*), mais il était son émanation. Ce mouvement nationaliste était d'abord un mouvement « populaire ». Quant au bien-fondé de la nationalisation elle-même, qui oserait aujourd'hui le remettre en cause ?

L'unanimité était loin de régner cependant. À côté des multiples partis nationalistes et « populaires » regroupés sans fusionner dans un « Front national » dirigé par Mossadegh, le parti Toudeh (communiste) n'avait jamais été aussi fort, appuyé sur des syndicats revendicatifs et guidé par des agents staliniens ; les religieux, de leur côté, étaient partagés entre une aile libérale, qui soutint Mossadegh jusqu'au bout par patriotisme et par attachement à la démocratie et une aile plus cléricale, qui s'est retournée contre lui en juillet 1952 quand l'ayatollah Kashani, irrité que Mossadegh n'ait pas voulu partager le pouvoir et le consulter pour l'attribution des portefeuilles, se mit à le critiquer. Kashani fut probablement manipulé par des agents britanniques puis américains, qui voyaient dans le camp religieux des alliés temporaires efficaces. Plus radicaux encore que Kashani, des groupuscules d'activistes, les *Fedâ'iyân-e eslâm* (« ceux qui se sacrifient pour l'Islam »), n'hésitaient pas à utiliser l'assassinat politique pour terroriser leurs adversaires.

> ***Sous Mossadegh, la presse était libre et l'opinion soutenait le pouvoir***

Mossadegh n'avait pas une pratique démocratique irréprochable. Comme de Gaulle il privilégiait le recours direct au peuple en évitant les parlementaires. Mais la presse était libre, et l'expression populaire était occupée à couper les ennemis extérieurs. Sur cette base très large, la nation se retrouvait enfin.

Le conflit dura jusqu'à août 1953. Les Américains, après avoir hésité, finirent par refuser l'aide financière que Téhéran leur demandait. Truman était effrayé, en pleine guerre de Corée, par la perspective d'une prise de pouvoir par le parti Toudeh. Or Mossadegh utilisa imprudemment cet argument : en déclarant que sans l'aide de Washington les communistes risquaient de le déborder, il se mourait faible là où on voulait un homme fort. La CIA organisa son renversement, par un coup d'État, et utilisa en retour la peur du Toudeh au sein de la bourgeoisie de Téhéran, en faisant croire que le gouvernement nationaliste voulait destituer le Shah, ouvrant le chemin à une révolution communiste.

En août 1953, Mohammad Reza Shah, qui était parti à l'étranger en pensant qu'il avait perdu la partie, revint dans sa capitale dans les fourgons américains. Quelles que soient les réformes qu'il ait pu entreprendre par la suite, quelle que soit sa popularité personnelle, notamment quand il fit la réforme agraire en 1962-1963, quelle que soit la prospérité de son pays, le souvenir de l'écrasement du mouvement nationaliste resta comme un fossé entre le souverain et son peuple.

Ainsi la fin brutale d'une expérience politique où la nation iranienne avait trouvé pour la première fois l'occasion de s'exprimer et soutenait massivement l'action du gouvernement mit un terme à un nouvel espoir de démocratie et de construction nationale. Dans les années qui suivirent, du fait de l'impossibilité d'exprimer une opposition dans les structures légales, ce sont les partisans des solutions extrêmes et violentes qui se firent entendre le plus : marxistes-léninistes, islamo-marxistes, islamistes radicaux qui rejetaient en bloc non seulement l'autocratisme du shah mais la démocratie libérale dans son ensemble. ■

LES FASTES DE PERSÉPOLIS

Les Pahlavi ont manipulé à l'envi les symboles du passé préislamique et prétendu renouer avec la grandeur perse. En 1971, Mohammad Reza Shah organisa des fêtes grandioses à Persépolis, pour commémorer le « 2 500e anniversaire de la monarchie iranienne » ; dans une atmosphère de superproduction hollywoodienne et en présence de nombreux chefs d'État étrangers, parmi lesquels Georges Pompidou, il célébra le souvenir de Cyrus. Ci-dessus : parade militaire, le 18 octobre 1971.

POUR EN SAVOIR PLUS

LES PERSANS ET L'EMPIRE ISLAMIQUE

C. Cahen, *L'Islam, des origines au début de l'empire ottoman*, Hachette, 1970.

R. N. Frye, *The Golden Age of Persia*, Londres, Phoenix Press, 1975, rééd. 2000.

Ibn Battuta, *Voyages*, traduit par C. Defremery et B. R. Sanguinetti (1858), François Maspero, 1982, rééd. Maspero-La Découverte, 1997, 3 vol.

Ibn Al-Muqaffa, *Le Livre de Kalila et Dimna*, traduit par A. Miquel, Klincksieck, « Études arabes et islamiques », 1957.

Z. Safa, *Anthologie de la poésie persane, xe-xxe siècle*, Gallimard-UNESCO, « Connaissance de l'Orient », 2003.

D. Sourdel, *Le Vizirat abbaside de 749 à 936, 132 à 324 de l'Hégire*, Damas, IFD, 1959.

TAMERLAN

J. Aubin, « Comment Tamerlan prenait les villes », *Studia Islamica*, 19, 1963, pp. 83-122. Un article admirable.

R. G. de Clavijo, *La Route de Samarkand au temps de Tamerlan*, traduit par L. Kehren, Imprimerie nationale, 1990.

B. Forbes Manz, *The Rise and Rule of Tamerlane*, Cambridge University Press, 1989, rééd. « Camb », 1999.

L. Kehren, *Tamerlan, l'empire du seigneur de fer*, Neuchâtel, La Baconnière, 1978.

T. W. Lentz et G. D. Lowry, *Princely Vision. Persian Art and Culture in the xvi^th Century*, Washington, Smithsonian Institution Press, 1989.

J.-P. Roux, *Tamerlan*, Fayard, 1991.

LES SAFAVIDES

C. Melville (dir.), *Safavid Persia. The History and Politics of an Islamic Society*, Londres, Tauris & Co, 1996.

H. Nahavandi et Y. Bonnati, *Shah Abbas, Empereur de Perse, 1587-1629*, Perrin, 1998.

Y. Porter, *Peinture et arts du livre*, Paris-Téhéran, Peeters, 1992.

Y. Porter et A. Thévenart, *Palais et jardins de Perse*, Flammarion, 2002.

F. Richard, *Splendeurs persanes. Manuscrits du xiie au xviie siècle*, Bibliothèque nationale de France, 1997 ; *Le Siècle d'Ispahan*, Gallimard, « Découverte », 2007.

DES QADJARS AUX PAHLAVI

S. Akhavi, *Religion and Politics in Contemporary Iran: Clergy-State Relations in the Pahlavi Period*, Albany, State University of New York Press, 1980.

P. Avery, G. Hambly et C. Melville (éd.), *The Cambridge History of Iran*. T. VII, *From Nadir Shah to the Islamic Republic*, Cambridge University Press, 1991.

J.-P. Digard, B. Hourcade et Y. Richard, *L'Iran au xxe siècle. Entre nationalisme, islam et mondialisation*, Fayard, 1996, 2e édition revue et mise à jour 2007.

Taj al-Saltana, *Crowning Anguish. Memoirs of a Persian Princess from the Harem to Modernity*, Washington, Mage Publishers, 1993.

100 places à gagner pour le film « Pour un instant la liberté » en envoyant vos nom, prénom, téléphone et adresse postale à :

privilege-abonnes@histoire.presse.fr

Dépeint douze années de jeunes réfugiés iraniens qui attendent en Turquie un hypothétique visa pour rejoindre leurs proches en Europe. Le film, déjà primé dans de nombreux festivals, a reçu le prix du jury officiel et le prix du public au Festival international du film d'histoire de Pessac.

En salles le 28 janvier

Dans la limite de deux places par foyer, résidant partout en France.

La révolution islamique

74. LA PRISE DU POUVOIR PAR L'AYATOLLAH KHOMEYNI
86. GÉOPOLITIQUE D'UNE POLITIQUE RÉGIONALE

Le 11 février 1979, la révolution islamique triomphe à Téhéran, soulevant d'immenses espoirs parmi la population. Depuis trente ans, le régime, renforcé par huit années d'une guerre sanglante contre l'Irak, impose sa loi au peuple iranien. Ses ambitions nucléaires inquiètent aujourd'hui la communauté internationale.

La prise du pouvoir par l'ayatollah Khomeyni

En février 1979, la révolution triomphe en Iran. L'ayatollah Khomeyni rentre à Téhéran après quatorze ans d'exil et impose au pays la constitution d'une République islamique. Voici le récit des quelques semaines pendant lesquelles le régime du shah s'est effondré.

Par **Yann Richard**

L'AUTEUR
Professeur à la Sorbonne nouvelle, Yann Richard a vécu en Iran pendant toute la révolution. Il a publié notamment *L'Islam chiite, croyances et idéologies* (Fayard, 1991) et *L'Iran. Naissance d'une République islamique* (La Martinière, 2006). Cet article est la version revue et mise à jour de « La prise de pouvoir par l'ayatollah Khomeyni », *L'Histoire* n° 161, pp. 38-42.

Le 31 décembre 1977, le président Jimmy Carter se rend à Téhéran, allié stratégique, pour consolider l'amitié irano-américaine, ébranlée par son élection et ses discours insistants sur les droits de l'homme. Une révolution semble alors si improbable que la télévision iranienne montre les deux chefs d'État levant leur coupe de champagne à la nouvelle année, au grand scandale des musulmans et des nationalistes puisque le nouvel an iranien n'est pas le 1er janvier mais le 21 mars.

Le 16 janvier 1979, Mohammad Reza Shah part en exil.

Un an plus tard, le 16 janvier 1979, le shah* quitte l'Iran à jamais et, le 1er février 1979, l'ayatollah* Ruhollah Khomeyni rentre, triomphant, d'exil. Le 4 novembre 1979, les diplomates américains en poste à Téhéran sont pris en otages. Comment en est-on arrivé là en si peu de temps ?

Le régime du shah avait de nombreux points faibles. Après s'être présenté comme le restaurateur de l'unité de l'Iran, le défenseur du petit peuple et le champion du progrès, le shah n'est plus, à la fin de son règne, qu'un dictateur impopulaire et corrompu. Mohammad Reza Shah a imposé, à partir de 1962, des réformes qui ont modernisé l'économie, mais accéléré l'exode rural et déstabilisé la société. À l'opposition des nationalistes libéraux, qui n'ont pas accepté l'éviction de Mossadegh, s'ajoute celle d'une fraction du clergé, dirigée par l'ayatollah Khomeyni, qui suscite une immense révolte écrasée dans le sang, en juin 1963.

Le shah, élevé par Richard Nixon au rang de « gendarme du golfe Persique », apparaît de plus en plus inféodé aux États-Unis. En 1964, l'Iran accorde le statut d'extraterritorialité juridique au personnel militaire américain basé en Iran – 50 000 personnes, familles comprises, à la veille de la révolution. En 1971, le shah s'engage militairement des trois côtés stratégiques du détroit d'Ormuz laissés vacants par la fin de l'occupation britannique, provoquant ainsi la colère des nationalistes arabes jusqu'en Égypte. A la même époque, il aide le sultan d'Oman à mater

Les 10 et 11 décembre 1978, au moins 1 million de manifestants défilent à Téhéran contre le régime du shah. Depuis l'été, l'opposition est permanente dans le pays.

A partir de janvier 1978, les clercs prennent la tête des mouvements contestataires et rassemblent des foules immenses

une rébellion communiste dans le Dhofar, et envoie un escadron symbolique combattre aux côtés des Américains au Vietnam.

La rente pétrolière*, qui rend l'Iran indifférent à la situation économique des plus démunis, ne traduit pas la situation réelle de l'Iran, frappé, après le boom pétrolier de 1973, par la récession. L'inflation, le chômage, l'incohérence de l'urbanisme contribuent à l'impopularité du shah et de ses agents. Le pouvoir absolu de celui-ci ne cesse de croître ; en 1975, il abolit le bipartisme et fonde le parti du Renouveau (Rastakhiz), qui transforme l'Iran en un État totalitaire, avec une police politique omniprésente (la Savak*, l'organisation pour la surveillance et la sécurité du territoire).

Depuis son exil irakien, à partir de 1964, Khomeyni tente de définir théologiquement son refus d'une monarchie parlementaire qui désislamise la société iranienne. Mohammad Reza shah lui fournit des arguments. En 1971, il organise des fêtes grandioses à Persépolis, pour le 2 500e anniversaire de la monarchie iranienne. En insistant sur les symboles culturels et religieux de la Perse préislamique et en écartant des célébrations toute participation populaire, il permet à Khomeyni de dénoncer la dilapidation des biens de la nation. En 1975, la référence à l'hégire[1] est supprimée du calendrier iranien au profit d'un compte partant de l'empereur achéménide Cyrus le Grand.

De plus, le gouvernement s'est usé en ne renouvelant pas ses élites. Amir Abbas Hoveyda, Premier ministre de 1965 à 1977, a habitué les Iraniens à ce que toutes les décisions soient prises par le shah. Les élections parlementaires, manipulées, n'intéressent personne ; l'opposition a quasiment disparu. La toute-puissante police politique, la Savak, dépend directement du shah. Ses rapports, destinés à lui plaire, rendent l'information qui lui parvient irréelle et inefficace.

Tout repose sur le shah, et le shah est malade. En 1974, à la suite d'un malaise, deux médecins français diagnostiquent une leucémie lymphatique. Aussi, bien que le secret de sa maladie soit rigoureusement gardé, le shah cherche-t-il à envisager sa succession. Aucune solution satisfaisante n'a été trouvée en amendant la majorité du prince-héritier.

On comprend mieux à quel point la victoire de Jimmy Carter, en novembre 1976, a ébranlé le shah. Compte tenu de la stabilité qu'offrait l'Iran, peuplé, développé et riche, à la frontière de l'Union soviétique, les Américains s'étaient accommodés de ce régime musclé. Sur l'échiquier politique américain, le shah soutenait les républicains, moins moralisateurs. Dès l'élection du démocrate Jimmy Carter, saluée comme une victoire par les défenseurs des droits de l'homme, les infléchissements se font sentir : les délégations de la Croix-Rouge peuvent visiter les prisons, ce qui signifie la fin des tortures ; la censure est adoucie. Plusieurs leaders libéraux publient des « lettres ouvertes » demandant un changement radical de méthode. Les écrits du militant progressiste Ali Shariati sont exposés dans les vitrines des libraires[2]. La parole appartient désormais à la nation.

La victoire de Jimmy Carter en novembre 1976 a ébranlé le Shah

LA FIN DU RÉGIME

En novembre 1977, le shah, en voyage à Washington, se fait chahuter par une immense manifestation d'opposants, venus par cars entiers de toute l'Amérique du Nord protester contre la dictature. Le shah, l'impératrice Farah et le président Jimmy Carter pleurent sous les gaz lacrymogènes lancés par la police. Ces images, diffusées sur les écrans iraniens, révèlent un roi vulnérable.

Fin décembre, Jimmy Carter vient lui-même à Téhéran porter le premier toast de l'année 1978 à son ami le shah. Provisoirement consolidé par ce soutien inattendu, ce dernier fait publier, le 7 janvier 1978, dans l'*Ettelaat*, un grand journal du soir, un article infamant contre l'ayatollah Khomeyni qu'on accuse d'être d'origine indienne, soudoyé par les Britanniques, et réactionnaire. Dès le lendemain, une manifestation d'oulémas* lui répond, à Qom ; elle est réprimée dans le sang. Mais des soulèvements, parrainés par le clergé, se poursuivent dans tout le pays.

En 1978, les forces de l'opposition, on l'a dit, sont faibles, aucun leader n'est d'ailleurs vraiment connu. On sait qu'à l'étranger séjournent des communistes, réputés inféodés à Moscou, ceux du parti Toudeh (« la masse ») dont les sympathisants sont des intellectuels. Dans les milieux tiers-mondistes, maoïstes, trotskistes, on rencontre de brillants écrivains et universitaires. Côté islamique, les Moudjahidin* du peuple, groupe musulman d'extrême gauche qui existe depuis les années 1960, ne sont qu'une poignée. Les opposants les plus populaires appartiennent à la mouvance nationaliste libérale, dans laquelle on retrouve d'anciens collaborateurs de Mossadegh, tels Mehdi Bazargan, pour la tendance religieuse, ou Chapour Bakhtiar, pour la tendance laïque, sociale-démocrate.

A partir de janvier 1978, ce sont les clercs qui prennent la tête des mouvements contestataires. Le pouvoir est démuni devant ces nouvelles formes de subversion. Dans ces défilés religieux, qui constituent une forme d'expression populaire traditionnelle, on conspue le tyran inique (le calife omeyyade Yazid, mort en 683), coupable d'opprimer les compagnons de l'Imam Hussein, dont le martyre a eu lieu en 680 et on célèbre l'héroïsme

Notes

1. L'hégire est l'émigration du prophète Mahomet de La Mecque vers Médine en 622. Par la réforme du shah, on passait en une nuit de l'année (solaire) 1354 de l'hégire (= 1976) à l'année 2535 de l'empire.

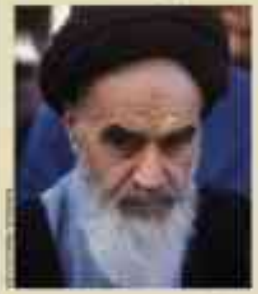
2. Ali Shariati est un penseur musulman progressiste, qui s'est réfugié à Londres après sa sortie de prison. Après sa mort (1977), la libération de la censure permet un succès sans précédent de ses ouvrages, dont certains auraient été vendus à plus de 1 million d'exemplaires.

A la fin décembre 1978, le parti est déjà perdue pour le shah. La manifestation à la tête du gouvernement au début janvier 1979 d'un libéral, ancien opposant, Chapour Bakhtiar n'y changera rien. Quelques jours plus tard, Khomeyni rentre en triomphe après quinze ans d'exil. Le 11 février, les casernes sont aux mains des insurgés.

31 décembre 1977, Jimmy Carter soutient le shah

4 janvier 1978, Chapour Bakhtiar, Premier ministre

Khomeyni, le guide



Né en 1902 à Khomeyn près d'Ispahan, fils d'un commerçant iranien qui avait vécu au Cachemire, Khomeyni fit des études islamiques traditionnelles à Arak (Soltanabad) puis, à partir de 1922, à Qom où il enseigna la philosophie mystique. Engagé pendant la Seconde Guerre mondiale dans le mouvement de renouveau islamique, il devient, dans les années 1950, professeur de droit religieux à Qom. En 1962, il est un des principaux opposants aux réformes imposées par le shah.

Une immense révolte, écrasée dans le sang, éclate le 5 juin 1963 lorsque la police arrête Khomeyni, que certains chiites considèrent déjà comme un des principaux chefs religieux. En octobre 1964, rompant un compromis avec la police politique, Khomeyni dénonce les privilèges d'extraterritorialité accordés au personnel militaire américain en Iran, et se voit expulsé vers la Turquie. Exilé pendant quinze ans, il continuera depuis Nadjaf (Irak) à inciter le clergé à la résistance contre les mesures de modernisation laïcisantes du régime impérial.

Expulsé d'Irak en 1978 à la suite du rapprochement irako-iranien de 1975, Khomeyni gagne la France avec un passeport ordinaire et mobilise tous les médias internationaux depuis Neauphle-le-Château pour préparer l'avènement de la révolution islamique. Rentré à Téhéran le 1er février 1979, acclamé par une foule innombrable, il exerce une autorité sans partage, même après qu'il s'est retiré à Qom, et devient, d'après la Constitution élaborée aussitôt à sa mesure, le principal personnage de l'État. A partir de l'hiver 1980, à la suite d'un accident cardiaque, il réside au nord de Téhéran dans un ermitage moderne où les dirigeants du pays viennent recevoir ses directives, ses oracles et ses bénédictions. Décédé le 3 juin 1989 après avoir semé une dernière fois le trouble dans le monde entier avec la condamnation de l'écrivain britannique Salman Rushdie, Khomeyni est enterré près du cimetière de Téhéran. Son mausolée est devenu un lieu de pèlerinage.

Y. R.

1er février 1979, le retour de Khomeyni

11 février 1979, l'insurrection armée

L'échec des libéraux

Trois hommes pris dans la révolution.

Chapour Bakhtiar Souvent emprisonné du temps du dernier shah, cet ancien membre du gouvernement de Mossadegh fut le compagnon de lutte des leaders libéraux qui s'allièrent avec Khomeyni au moment de la révolution. Exclu du Front national pour avoir accepté la proposition du shah de former un gouvernement (le 6 janvier 1979), Bakhtiar n'eut aucun succès, et fut balayé par le retour de Khomeyni. Passé à la clandestinité au moment de la victoire de la révolution, il réussit à s'enfuir en France. Depuis Paris, Bakhtiar anima un mouvement monarchiste. Son assassinat à Suresnes le 6 août 1991 a été commandité par la République islamique.

Mehdi Bazargan Attaché à la fois au nationalisme libéral et à l'islam, profitant d'une libéralisation du régime, Mehdi Bazargan fonda le Mouvement pour la liberté en Iran (1961) qui devint une des formations majeures de l'opposition au shah. Après avoir, malgré quelques réticences, fait allégeance à Khomeyni, Bazargan fut nommé par lui à la tête du premier gouvernement de la nouvelle République islamique. Son gouvernement ne résista pas six mois aux attaques conjuguées des radicaux, des gauchistes et des cléricaux. Démissionné après la prise d'otages à l'ambassade américaine (4 novembre 1979), Bazargan continua son combat pour la liberté malgré le durcissement de la répression : fermeture de son journal, de son parti, attaques physiques et morales contre sa personne. Il est mort à Téhéran en 1994.

Abol-Hassan Bani-Sadr Exilé en France après les émeutes de juin 1963, il fut l'un des artisans de l'insertion de l'ayatollah Khomeyni au sein de l'opposition laïque et de son accueil en France (octobre 1978). Mais Bani-Sadr se fit remarquer pour ses positions en faveur des libertés et hostiles à la mainmise cléricale sur la révolution. Il refusa de signer la Constitution de 1979 dont il avait pourtant été l'un des rédacteurs, mais fut élu peu après premier président de la République islamique (janvier 1980). Peu à peu, il perdit le soutien de Khomeyni et son combat contre les politiciens cléricaux du parti de la République islamique courut au désastre. Il fut destitué, avec l'accord de Khomeyni, en juin 1981 alors qu'il avait signé une alliance avec les Moudjahidin du peuple. Il quitta l'Iran en juillet 1981 pour la France, après avoir échappé à la police.

Y. R.

de l'imam[4] qui témoigna jusqu'à la mort de son amour de la justice. La protestation symbolique sublime les humiliations du temps présent. Face à ces mobilisations de masse, l'Etat iranien, qui n'a pas connu de manifestation depuis 1963, manque de balles en caoutchouc et de canons à eau pour maintenir l'ordre…

A l'été 1978, la mobilisation se renforce encore. En août, pendant le mois de ramadan, des rassemblements et des défilés se déroulent chaque soir, après la rupture du jeûne et le prêche. Les revendications ne se démarquent pas de celles des nationalistes libéraux : élections libres, indépendance, application stricte de la Constitution de 1906-1907 (où les oulémas ont un droit de veto sur les décisions du Parlement) et libération des prisonniers politiques. On ne s'attaque ni au régime monarchique ni à la domination américaine, mais on demande l'abdication du shah. La BBC en persan, très écoutée en l'absence d'information crédible sur les ondes iraniennes, dramatise le mouvement.

Le 3 septembre 1978, à la fin du ramadan, la tension monte avec une grande prière en plein air, suivie d'une immense manifestation, qui traverse Téhéran du nord au sud-ouest. Des photos de Mossadegh, de Shariati et de l'ayatollah Shariatmadari, un chef religieux modéré, sont brandies, mais on entend de plus en plus souvent le nom de Khomeyni. Hormis quelques clercs, personne ne connaît au juste ses idées politiques, si ce n'est qu'il demande le départ du shah et l'application des lois islamiques. Le retour de l'exilé sera désormais le leitmotiv de toutes les manifestations. Le pouvoir ne peut plus feindre l'indifférence. Le 27 août 1978, Jamshid Amouzegar, Premier ministre nommé un an auparavant, a laissé la place à Jafar Sharif-Emami, un franc-maçon qui veut moraliser l'espace public, contrôler les finances impériales et promet le retour à une vie démocratique. Mais il est déjà trop tard : le cycle manifestation-répression est enclenché.

Des bavures terniront la pseudo-libéralisation politique : l'incendie du cinéma Rex, à Abadan, fait plusieurs centaines de morts, le 19 août. La loi martiale est proclamée dans plusieurs villes de province puis à Téhéran, le 8 septembre,

Habilement traduits, les messages de Khomeyni, diffusés dans le monde entier, séduisent les médias et les intellectuels occidentaux

jour où les opposants appellent à nouveau à manifester. L'affrontement est inévitable : en ce vendredi noir, on compte des centaines de morts ! Ce drame, dans la capitale, galvanise l'opposition et déstabilise le shah lui-même, puisqu'il disait vouloir éviter les grandes effusions de sang.

Grèves et fermetures de bazars se généralisent ; en octobre, elles gagnent l'administration, la presse et le secteur pétrolier. Cela provoque des pénuries qui gênent la population : essence, naphte (kérosène domestique utilisé pour le chauffage et la cuisine), bouteilles de gaz, etc. Mais aussi des mouvements de solidarité : les mosquées deviennent des lieux d'entraide et de distribution.

LE RETOUR DE L'IMAM

L'ayatollah Khomeyni, que le régime de Saddam somme de cesser tout contact avec la presse, cherche à gagner le Koweït, d'où il est refoulé. Son arrivée à Paris, le 6 octobre 1978, donne une résonance internationale à la direction religieuse du mouvement. Elle est amplifiée par les médias et les intellectuels occidentaux, qui croient découvrir dans l'homme au turban de Neauphle-le-Château un nouveau Gandhi : à la recherche d'une alternative au capitalisme libéral, ils s'enflamment pour Khomeyni et son mouvement. « *J'ai eu alors le sentiment de comprendre que les événements récents ne signifiaient pas le recul des groupes réactionnaires devant une* modernisation *trop brutale ; mais le rejet, par toute une culture et tout un peuple, d'une modernisation qui est en elle-même un archaïsme* », écrit Michel Foucault le 1er octobre 1978[5].

Les messages de Khomeyni sont diffusés dans le monde entier, habilement traduits dans des termes proches de ceux des droits de l'homme par quelques milliards, comme Ebrahim Yazdi, futur ministre des Affaires étrangères, et Abol-Hassan Bani-Sadr, futur président de la République. Ils parviennent aussi aux Iraniens par la BBC, le téléphone, les cassettes envoyées ou rapportées de Paris. Chaque nuit, pour narguer les autorités militaires qui imposent le couvre-feu, les Téhéranais crient sur leur terrasse : *Allah akbar* (« Dieu est le plus grand »), *lâ ilâh illa Llâh* (« Il n'y a d'autre dieu qu'Allah »). Dans les quartiers populaires, les affrontements avec les forces de l'ordre sont fréquents.

> *Malgré le couvre-feu, à Téhéran, on crie sur les terrasses : « Dieu est grand »*

Le 5 novembre, la plupart des prisonniers politiques sont libérés pour apaiser les libéraux, notamment deux ayatollahs populaires favorables à Khomeyni : Montazeri et Taleqani. La foule, peut-être victime d'une manipulation destinée à faire peur aux classes moyennes et à servir de prétexte à une intervention de l'armée, envahit les rues, brûle et saccage les cinémas, les débits de boisson et les banques. Le soir même, le shah déclare à la télévision : « *J'ai entendu le message de votre révolution.* » Il nomme à la tête du gouvernement le général Azhari, qui manque de charisme, de détermination et de santé. Mais les manifestations continuent : au moins un million de personnes, les 10 et 11 décembre. Le changement de régime est devenu inéluctable. L'enjeu majeur est l'armée, dont on redoute que, le shah absent, elle tente un coup d'État.

Pour l'éviter, le 6 janvier 1979, le souverain, probablement conseillé par Washington, nomme Premier ministre un libéral laïc, ancien collaborateur de Mossadegh, qui a connu les prisons du

Le gouvernement libéral de Mehdi Bazargan dure de février à novembre 1979. Mais il ne peut résister au pouvoir croissant des mullahs et à la pression des mouvements extrémistes.

Février 1979. Mehdi Bazargan, Premier ministre

16 février 1979, exécutions sommaires

1er avril 1979, une République islamique

Août 1979. La répression contre les Kurdes

Modéré, le libéral Bazargan met en place une politique ouverte à l'Occident et organise un référendum pour changer le régime

régime : Chapour Bakhtiar. Bien que chargé des réformes de structures, avec des mesures spectaculaires comme la dissolution de la police politique, Bakhtiar n'a aucun pouvoir. Les portes des ministères restent fermées à ses collaborateurs ; grèves et manifestations se poursuivent. Le 16 janvier 1979, le shah part « en vacances ». Le 1er février, Khomeyni rentre à Téhéran par un vol spécial d'Air France et dénonce, dans un grand discours au cimetière de Téhéran, l'illégitimité du régime impérial qui n'a su que répandre la mort et l'humiliation parmi les musulmans d'Iran ; le système monarchique lui-même est absurde, le Parlement est illégitime. Khomeyni se réfère aux droits de l'homme et aux droits des peuples à se gouverner, il en appelle au peuple iranien et il invite aussi les officiers supérieurs à se rallier au nouveau gouvernement qu'il nomme avant même la victoire.

Pendant quelques mois, un grand vent de liberté a soufflé sur le pays

Le « retour de l'Imam », c'est, pour les Iraniens, le retour de la justice et de la vérité, après des siècles d'oppression, de corruption et de mensonge. La foule accueille son sauveur en état de pureté rituelle, comme pour le retour du Douzième Imam lors de la Résurrection et du Jugement dernier.

Les Américains comptent sur le général Huyser, commandant des forces stationnées en Europe, pour persuader les généraux iraniens, à l'inau de Bakhtiar, de se soumettre même à l'autorité de la République islamique. L'armée, avec l'accord implicite de ceux des partisans de Khomeyni qui redoutent une vraie révolution (comme Mehdi Bazargan) et de ceux qui espèrent sauver encore le régime impérial (Chapour Bakhtiar), improvise ainsi un scénario de transition qui préserve le lien avec Washington. Mais certains corps de l'armée de l'air, ralliés à Khomeyni, entrent en conflit avec des troupes légitimistes. En vingt-quatre heures, toutes les casernes sont aux mains des insurgés et la radio annonce triomphalement, le 11 février 1979 : « *Ici la voix de la révolution islamique.* »

Il y a peu de différences idéologiques entre Mehdi Bazargan, un islamiste modéré, nommé par Khomeyni le 5 février, et Chapour Bakhtiar, mais Bazargan jouit de la confiance populaire. Il met en place une politique ouverte à l'Occident, organise un référendum pour changer le régime et des élections à l'Assemblée des experts chargée de rédiger une Constitution. Hélas ! ses moyens sont limités : l'autorité réelle réside désormais à Qom, où les ministres doivent prendre les directives des chefs religieux.

A la base, la situation est pire, car les forces de l'ordre sont concurrencées par des milices qui n'obéissent à aucune autorité. Après le pillage de certaines casernes, de nombreuses armes ont été distribuées sans contrôle. De nombreux partis et groupuscules marxistes, islamo-marxistes ou islamistes radicaux dénoncent les faiblesses, la mollesse des tribunaux. Les Comités révolutionnaires, milices armées, font la loi. Les provinces sunnites (Kurdistan et Turkmeniman) sont en état de rébellion quasi permanente.

Depuis l'été 1978, dans tout le pays, certains lieux chargés de signification sont choisis comme lieux de rassemblement : le cimetière de Téhéran, Behesht-e Zahra, au sud de la ville, où chaque enterrement est l'occasion d'une manifestation ; Qom, à 100 kilomètres plus au sud, où résident et enseignent les chefs religieux, et où ils rencontrent les fidèles lors des pèlerinages et des fêtes religieuses ; les universités, où une certaine immunité empêche la police d'intervenir.

Sur la place du Mémorial du shah, devenue place de la Liberté, entre Téhéran et l'aéroport, se disloquent les grands cortèges et sont prononcés les plus grands discours. Le campus de l'université de Téhéran, au centre, devient un lieu clé. Les universitaires et les étudiants avaient été les premiers initiateurs du mouvement révolutionnaire, mais le clergé se méfiait d'eux, car ils comprenaient beaucoup de gauchistes. Khomeyni, symboliquement, refusa de s'arrêter à l'université lors de son retour d'exil. C'est dans le campus ou autour qu'eurent lieu quelques-uns des combats de faction les plus violents après la révolution. En juillet 1979, lorsque Khomeyni demanda à l'ayatollah Taleqani de diriger la prière du vendredi, remettant à l'honneur une pratique autrefois connaît par certains chiites*, c'est symboliquement l'université de Téhéran qui ouvrit ce lieu à la masse, une manière pour le nouveau régime, d'affirmer sa prise en main des lieux les plus contestés de la capitale.

LA CLÉRICALISATION

Alors que Bazargan cherche d'abord à remettre en route l'économie du pays, les nouvelles institutions se mettent en place progressivement. Le 1er avril, un référendum plébiscite la définition du nouveau régime comme une « République islamique ». Après quelques hésitations, une Assemblée des experts, élus au suffrage universel, élabora une Constitution qui fut approuvée par référendum en décembre 1979*. Mais l'extraordinaire vent de liberté qui grisait les Iraniens était menacé : le pouvoir grandissant des mollahs*, le début de la censure de la presse (fermeture du journal libéral *Ayandegân*) et surtout la pression continue des mouvements extrémistes faisaient craindre des tensions sanglantes.

Trois acteurs ont dominé les débats à cette première assemblée. L'ayatollah Taleqani, partisan d'une dimension sociale, préféra s'asseoir sur le sol plutôt que dans les fauteuils rembourrés de l'ancien sénat (il mourut pendant les sessions). Abol-Hassan Bani Sadr réussit à faire adopter certains amendements pour garantir le minimum de démocratie et de non-retour à la dictature. L'ayatollah Beheshti introduisit le fameux principe du gouvernorat du juriste-théologien (*velâyat-e faqih*) couronnant tous les pouvoirs, qui mettait à la tête de l'État le théologien chiite choisi par ses pairs comme le plus apte à diriger la communauté, et taillé pour le personnage de Khomeyni.

Le point le plus faible, en cette première année, est la politique étrangère : l'hospitalisation du shah à New York soulève la colère des radicaux et rend impossible le maintien de relations cordiales entre Washington et Téhéran. Bazargan accepte, en Algérie, de rencontrer Zbigniew Brzezinski, conseiller de Jimmy Carter, auquel il serre la main. Cette image montrée en Iran précipite sa chute et la radicalisation du régime.

Le 4 novembre 1979, les « étudiants musulmans qui suivent la ligne de l'imam » franchissent l'enceinte de l'ambassade américaine à Téhéran et prennent en otages une cinquan-

La révolution exportée

L'insistance sur la suprématie chiite, et nommément sur l'histoire des imams et la commémoration ostentatoire de leur martyre, rendait l'exportation de la révolution islamique difficile en dehors des territoires où le chiisme est fortement implanté, comme l'Irak ou le Liban. En Irak, la propagande iranienne se heurtait à une certaine loyauté nationale des tribus chiites, pourtant majoritaires dans le pays et écartées du pouvoir. Ainsi, après le déclenchement de la guerre, les appels à la subversion ne furent ils pas suivis.

Au Liban, où la révolution islamique venait attiser des conflits communautaires, la propagande khomeyniste a été d'autant mieux accueillie en milieu chiite qu'elle continuait, en la radicalisant, l'œuvre d'un clerc iranien disparu en août 1978, l'imam Musa Sadr. On sait la suite, les manipulations qui aboutirent aux prises d'otages occidentaux et aux attentats spectaculaires de 1983 : 58 parachutistes français et 220 marines américains furent victimes le même jour de deux attentats au camion piégé. Le soutien continu de la République islamique au Hezbollah libanais a permis à celui-ci de se montrer à l'avant-garde du combat contre Israël. Le khomeyniste a aussi touché des groupes palestiniens (dès la première Intifada, à partir de décembre 1987), et des groupes islamistes du Maghreb.

La guerre avec l'Irak a arrêté, dans la plupart des pays arabes, le risque de subversion islamiste inspirée de l'Iran. Toute la propagande irakienne était, en effet, axée sur la dénonciation d'un prétendu impérialisme « perse ». Le fait de définir ethniquement l'antagonisme idéologique a permis de couronner les prétentions panislamistes de Khomeyni. *Y. R.*

La prise d'otages d'une cinquantaine de diplomates américains, qui rejoint l'approbation de Khomeyni, témoigne de la radicalisation du régime. Bani-Sadr qui succède à Bazargan rentre impuissant à contrebalancer le mainmise du clergé sur le régime.

4 novembre 1979, la prise d'otages à l'ambassade américaine

22 novembre 1979, manifestation anti-américaine

Janvier 1980, Bani-Sadr en campagne électorale

Notes
3. *Corriere della Sera*, vol. 103, n° 230.
4. Cette assemblée constituante ne porte pas ce nom parce que Khomeyni n'était pas présent contre une constituante.

Qui a gagné la guerre Iran-Irak ?

Une guerre de huit ans sans véritable vainqueur ni vaincu.

Le démantèlement de l'état-major de l'armée impériale avait fait germer, parmi les hauts gradés ennemis du nouveau régime et la plupart réfugiés en France, l'idée qu'une attaque extérieure mettrait facilement fin à l'expérience khomeyniste. Ils persuadèrent Saddam Hussein qu'il pouvait sans risque attaquer militairement le nouveau régime iranien et fermaient ainsi les yeux sur la revendication par l'Irak de la province pétrolière du Khuzistan, majoritairement arabophone. Saddam, qui devait faire face à la contagion possible du khomeyniste parmi les chiites irakiens (plus de 50 % de sa population), a cru que l'aide massive des Occidentaux en armement et des monarchies arabes en finances lui suffirait pour écraser les Iraniens malgré l'immense supériorité de leur population (60 millions contre 20 millions d'Irakiens).

La dénonciation par Bagdad de l'accord frontalier conclu avec le Shah en 1975 précéda de peu le déclenchement de la guerre. Le 22 septembre 1980, les forces irakiennes envahirent le Khuzistan où elles ne trouvèrent qu'une faible résistance, et l'aviation bombardait des points névralgiques (raffineries, centrales électriques) jusque dans la banlieue de Téhéran. L'attaque irakienne ne fut qu'une demi-surprise pour les Iraniens, car la tension avait progressivement monté.

Le réflexe nationaliste fut immédiat mais toutefois moins profond que la mobilisation des gardiens de la révolution *(pasdaran)* et des milices de volontaires *(basiji)* chauffés par les prédicateurs du régime qui exaltaient le martyrisme et donnaient aux futures victimes des clés du paradis – en plastique – qu'ils attachaient à leur cou. Les Iraniens eurent ainsi, jusqu'à la fin de la guerre, en 1988, un réservoir constamment renouvelé de jeunes recrues qu'ils purent utiliser pour nettoyer les champs de mines avant de lancer les blindés à la reconquête des territoires perdus. En mai 1982, ils avaient non seulement repris leurs frontières, mais pénétré profondément au sud de Bassorah. Le 20 juin, Saddam Hussein donna l'ordre à son armée d'évacuer le territoire iranien.

Mais l'Iran reprit les hostilités. On a souvent accusé Khomeyni d'avoir prolongé sans raison le conflit après 1982, alors que les Soviétiques avaient proposé à l'Iran, en échange d'un cessez-le-feu, de payer de considérables dommages de guerre en compensation des destructions faites par les Irakiens. En réalité, la prolongation de la guerre a permis à la République islamique d'une part d'affermir sa légitimité nationale, d'autre part d'éliminer un à un ses ennemis les plus gênants, et notamment les communistes.

On estime qu'il y eut environ 500 000 morts dont 300 000 Iraniens

La guerre fut arrêtée en juillet 1988 après d'interminables bombardements de villes par des missiles, de part et d'autre, et après que les forces iraniennes furent quasi entièrement repoussées hors d'Irak. Mais c'est l'intervention des marines occidentales dans le golfe Persique, et surtout des forces américaines, qui convainquit Khomeyni d'accepter, le 18 juillet 1988, un cessez-le-feu exigé par le Conseil de sécurité. Ce fut pour lui, dit-il, « *une décision aussi amère que d'absorber du poison* ».

Le seul résultat apparent du conflit était l'acceptation par l'Irak de négocier une nouvelle ligne de frontière au milieu (*talweg*) du Shatt-al-Arab – un retour au statu quo de 1975. On estime qu'il y eut environ 500 000 morts, majoritairement du côté iranien (environ 300 000), et des blessés peut-être deux fois plus nombreux. Quant aux prisonniers de guerre des deux camps, les derniers ne furent libérés, par contingents, qu'au bout de dix ans. Mais, du côté iranien, la guerre avait servi à consolider le régime et à trier les citoyens qui méritaient la confiance pour assumer des fonctions politiques ou administratives élevées : en ce sens, elle a encore, vingt ans après, une importance fondamentale.

C'est aussi pendant la guerre Iran-Irak que l'Iran, isolé politiquement, a repris le programme nucléaire entamé du temps du shah, dont la couverture « civile » ne peut dissimuler l'enjeu stratégique : en enrichissant lui-même l'uranium, l'Iran prouve sa capacité à se placer militairement, dans la région, à l'égal de l'Inde, du Pakistan ou d'Israël.

Yann Richard

La Constitution approuvée par référendum fin 1979 systématise l'autorité du clergé en la prenant comme clé de voûte

taine de diplomates. Cet acte de violence aurait pu être neutralisé très vite si Khomeyni n'avait appuyé les étudiants, suscitant un immense mouvement antiaméricain dans tout le monde musulman. C'est l'approbation de l'Imam qui décida de la poursuite de l'occupation de l'ambassade américaine. L'ambassade des États-Unis devient l'un des centres symboliques de la révolution, les télévisions du monde entier y filment les manifestations nombreuses qui s'y succèdent après le 4 novembre. La révolution arrive à son terme, avec la dénonciation de l'ingérence impérialiste et la proclamation de la souveraineté nationale.

LE TOURNANT

Le lent dénouement de cette affaire – 444 jours –, qui s'achèvera le jour où Jimmy Carter cédera la place à Ronald Reagan, le 20 janvier 1981, pèse sur l'évolution de la République islamique. La détention des Occidentaux, qui fait la une des journaux du monde entier, a donné aux « étudiants » un pouvoir. Les documents saisis dans l'ambassade, publiés au compte-gouttes, servent à discréditer les partisans du compromis, qui, comme Bazargan, ont participé à la révolution sans être de vrais révolutionnaires. Bazargan doit démissionner le lendemain de la prise d'otages.

La solution « laïque », vers laquelle se tournait le gouvernement de Mehdi Bazargan, dont la plupart des ministres portaient cravate et avaient étudié en Occident, avait échoué. Elle contredisait la doctrine exprimée par Khomeyni dans ses leçons de Nadjaf (en Irak) sur le gouvernement islamique ainsi que le principe du *velâyat e faqih* (« gouvernorat du juriste-théologien »). La Constitution approuvée par référendum le 12 décembre 1979 systématisa l'autorité cléricale en la prenant comme clef de voûte… Khomeyni était le guide* suprême, le *veli-e faqih*, une confirmation du pressentiment qu'avait eu Bazargan quand il était venu à Neauphle-le-Château en novembre 1978 : « *J'ai vu Aryamehr* (un des surnoms officiels du Shah), déclara-t-il, *avec un turban sur la tête.* »

Bazargan avait montré l'impuissance d'une politique libérale dans une période de forte tension politique ; seule l'autorité du clergé, donc de Khomeyni, arrivait à mettre fin aux interminables discussions et quand, le 26 janvier 1980, Bani-Sadr est élu président de la République, ce national-libéral, opposant au shah, qui a été l'un des artisans de l'ascension de l'ayatollah Khomeyni, reste impuissant à contrebalancer la mainmise cléricale sur la révolution.

Khomeyni, qui avait surpris tout le monde par son intransigeance pendant les trois mois de son exil en France, était le grand héros de la révolution. Il choisit les lieux les plus modestes pour s'installer : d'abord à Téhéran dans une école, puis à Qom où il disait vouloir se mettre en retrait en rejoignant sa maison. C'est là en réalité que le gouvernement venait solliciter chaque jour son soutien et que les médias dirigeaient l'attention. L'omniprésence de Khomeyni fut encore confirmée quand, après une courte hospitalisation pour problème cardiaque, en décembre 1979, il s'installa dans un modeste ermitage au nord de Téhéran, où il reçut régulièrement, jusqu'à sa mort en juin 1989, les délégations, les responsables politiques, les journalistes et les diplomates.

Au sein du gouvernement, le ministre de la Justice, l'ayatollah Beheshti, était la tête pensante du régime. Il fut l'un des acteurs-clé de la cléricalisation de l'État. Fondateur du parti de la République islamique, il obtint la majorité au Parlement en 1980, et résista aux tentatives de Bani-Sadr pour faire de la République islamique un État libéral progressiste. Le parti de Beheshti proposait une rationalisation du discours clérical sur le politique : oui à la démocratie tant que les musulmans sont assurés de ne jamais être gouvernés que par des musulmans et que la souveraineté des hommes, encadrée par les docteurs de la loi, se réfère à la souveraineté absolue de Dieu. L'Iran est la « *partie libérée du territoire de l'Islam* ». Modéré dans sa pratique, Beheshti a théorisé la rupture et a proposé l'exportation de la révolution islamique.

Le 22 septembre 1980, l'attaque irakienne ne fut qu'une demi-surprise pour les Iraniens *(cf. page de gauche)*. La mobilisation des Gardiens de la Révolution (*pasdaran*) et des milices de volontaires (*basiji*) chauffés par les prédicateurs du régime, fut immédiate.

A l'été 1981, la solution laïque et libérale est totalement éliminée

En mars 1981, le dernier meeting libre organisé par le président Bani-Sadr, pour commémorer la mort de Mossadegh, eut lieu sur le campus ; il dégénéra en bataille entre militants de tendances opposées, provoquant la chute de Bani-Sadr et des libé-

Avec la destruction de Bani-Sadr en juin 1981, le régime remporte sur la révolution. Le 28 juin, le chef du parti islamique, l'ayatollah Beheshti, est assassiné probablement par les Moudjahidin du peuple. La guerre civile larvée et le conflit contre l'Irak fournissent le prétexte d'une répression féroce de tous les opposants.

En juin 1981, la révolution se termine en guerre civile larvée.

Les puissances hostiles étaient perçues comme des suceurs de sang, violeurs de la nation. A leur tête, le Grand Satan : l'Amérique !

Note
5. Legs souvent considérable de biens immobiliers faits au profit d'une œuvre d'intérêt général (école, hôpital, université, mosquée), sous la surveillance d'un gestionnaire nommé par un mollah qui prélève un pourcentage du revenu comme rétribution.

raux. Bani-Sadr avait cru que sa popularité suffirait à contrer l'inexorable mainmise au pouvoir du clergé politisé. Il fut d'abord soutenu, trop tard, par Bazargan et par l'aile libérale de la révolution, puis par les Moudjahidin du peuple (la gauche islamique) auxquels il fit imprudemment appel. Cette dernière alliance lui valut sans doute la condamnation sans appel des khomeynistes qui entamèrent contre lui une procédure de destitution par un vote de défiance au Parlement, le 21 juin 1981, entériné par l'imam en personne. Khomeyni reniait ainsi sa dette envers les « libéraux », qui lui avaient permis, à Paris, de rallier les opposants non religieux au régime impérial.

Les Moudjahidin du peuple déclenchèrent, en juin 1981, une guerre civile suicidaire. L'ayatollah Beheshti fut éliminé dans un terrible attentat, le 28 juin 1981, au siège du parti de la République islamique. On a hésité pour savoir si l'attentat, qui fit une centaine de personnes, était bien imputable aux Moudjahidin du peuple (qui finirent par le renier pour se présenter comme d'inoffensifs militants antiterroristes) ou à une faction rivale du parti de la République islamique manipulée par Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani, qui en prit alors le contrôle.

Les dirigeants des Moudjahidin choisirent l'exil. Massoud Rajavi en tête, s'envola avec Bani-Sadr pour Paris le 29 juillet. Quelques mois plus tard Bani-Sadr rompit avec les Moudjahidin qui avaient conclu une alliance inacceptable avec l'Irak de Saddam Hussein, en guerre contre Téhéran.

Le 6 juin 1989, des centaines de milliers d'Iraniens assistèrent aux funérailles de l'ayatollah Khomeyni. Ali Khamenei lui succède comme guide suprême et Hashemi Rafsanjani (photo de droite, en turban blanc) fut élu président.

LA CONSOLIDATION

Le 24 juillet 1981, Mohammad-Ali Rajai, un militant non clerc, fut élu président, un homme dont le dévouement total à Khomeyni et à la révolution faisait oublier l'incompétence. Il fut du reste bientôt lui-même assassiné dans un attentat spectaculaire qui coûta également la vie au Premier ministre, et une nouvelle élection plaça un théologien enturbanné, Khamenei, à la tête de l'exécutif où il resta pour deux mandats de quatre ans. Après la cléricalisation de la République islamique et la victoire des radicaux, l'élimination progressive des Moudjahidin du peuple puis de la gauche marxiste achevèrent la consolidation durable du régime.

Comment expliquer qu'après cinquante ans de laïcisation l'Iran soit gouverné par des oulémas ? Le clergé n'avait pas de pensée politique bien définie. Au début, il s'est contenté de transformer des symboles en slogans. L'ancien régime était le *Tâgut*, terme coranique équivalent à Antéchrist. Les membres des classes aisées étaient des « orgueilleux » ou des « arrogants » *(mostakbarin)*, face aux opprimés « déshérités » *(mostaz'afin)*. Les puissances hostiles à la République islamique étaient des suceurs de sang, violeurs de la nation ; à leur tête, le Grand Satan, l'Amérique ! Les clercs reprenaient les slogans des grands cortèges de 1978 : « Indépendance, liberté, République islamique » et apprenaient à gouverner, au besoin par le cynisme et la corruption. L'insistance sur la morale sexuelle et les convenances imposées aux femmes permettaient d'occuper les questions économiques, de faire passer les réquisitions de biens d'émigrés, les nationalisations, le chômage…

La prise d'otages et la guerre Iran-Irak ont renforcé le régime

Mais les dirigeants cléricaux, érigés en tuteurs des croyants, formaient une nouvelle aristocratie. En se soulevant contre le pouvoir monarchique en 1963, en se réfugiant pendant près de quinze ans en Irak et en développant sa théorie politique du *velâyat-e faqih*, Khomeyni n'a fait que systématiser une conception chiite ancienne du rôle du clergé comme avant-garde. Par cette théorie du rôle des élites religieuses, Khomeyni ne s'encombrait pas de références à l'Occident : de par leur formation, les oulémas savaient parler au peuple dans sa propre langue, alors que les intellectuels occidentalisés ne parvenaient pas à se dédouaner de tous les concepts ramenés de l'étranger. Mais surtout, en faisant des concessions aux principes démocratiques, tel le recours au suffrage universel, au parlementarisme et à la séparation des pouvoirs, ils montraient un islam capable de s'adapter politiquement.

La révolution iranienne tourne-t-elle le dos à la modernité ? Ce que les islamistes refusent dans l'Occident, c'est l'oubli de la dimension divine, la volonté de régir les sociétés humaines par des lois rationnelles, non tirées de la Révélation, mais ils ne rejettent pas l'utilisation des techniques et des institutions modernes importées d'ailleurs, pour libérer les peuples de l'esclavage.

La révolution iranienne n'aurait-elle été que la reproduction, avec un autre langage, du schéma marxiste de la lutte des classes ? En reprenant la terminologie coranique de la lutte entre déshérités et puissants, Khomeyni en a fait des slogans politiques et il a donné l'impression que le mouvement révolutionnaire permettrait aux opprimés d'établir un nouvel ordre social. Il a ainsi attiré le soutien des partis de gauche. Beaucoup d'entre eux, et probablement le parti communiste Toudeh (démantelé seulement en 1983), espéraient que l'incapacité des religieux à se maintenir au pouvoir leur permettrait, à eux, théoriciens véritables de la lutte des classes, de prendre leur place le moment venu…

Au début du nouveau régime, diverses mesures sociales ont permis une certaine redistribution des terres, de nombreuses confiscations d'entreprises ont abouti à une étatisation plus ou moins heureuse pour la production. Mais la présence massive des négociants du bazar aux côtés des oulémas a empêché une radicalisation gauchisante de la république. Mais jamais la propriété privée n'a été aussi bien protégée que sous la République islamique ; certains propriétaires terriens s'étant plaints d'avoir été spoliés par la réforme agraire du shah ont obtenu la restitution de leurs domaines. Ce fut le cas de grandes fondations de mainmorte dont le clergé était le principal bénéficiaire[5].

Deux événements dont la longueur anormale avait surpris ont permis à la révolution de se consolider : la prise en otages des diplomates américains qui permit l'élimination des libéraux et l'affirmation anti-impérialiste du régime ; la guerre Iran-Irak qui justifia la suppression des partis de gauche et l'élimination des communistes du Toudeh.

L'enlisement de la guerre fut une humiliation pour les dirigeants iraniens. Mais le conflit qui dura huit ans, renforça la légitimité du nouveau régime, devenu le défenseur de la patrie et permit l'épanouissement de la nation iranienne, qui n'avait pas affronté d'ennemi depuis 1828. Le régime est sorti exangue de ces huit années pendant lesquelles aucun investissement économique important n'avait pu avoir lieu, tout l'effort étant concentré sur l'armement. Mais Khomeyni n'avait plus d'ennemi intérieur à redouter et soutien inconditionnel des gardiens de la révolution donnera, après la guerre, des cadres dévoués et disciplinés à son Être. Ahmadinejad en est l'exemple le plus connu. ■

Les femmes et la révolution : quel bilan ?

Plurielles, les femmes le sont peut-être plus encore en Iran qu'ailleurs. Urbaines ou rurales, instruites ou non, actives ou restant au foyer, laïques ou islamiques, modernes ou conservatrices… Malgré les régressions imposées aux droits des femmes et au droit de la famille, la révolution de 1979 a profité aux femmes les plus modestes et les plus religieuses, qui ont bénéficié de la massification de l'éducation. Aujourd'hui, sur 2,5 millions d'étudiants en Iran, 52 % sont des filles, y compris dans les filières techniques et technologiques. Le taux d'alphabétisation global est monté à 80 % et à 76 % pour les femmes. L'âge au premier mariage est passé de 19,5 ans à 23 ans. Les mariages forcés ont diminué. Le nombre d'enfants par femme est descendu de 7 avant la révolution à 2, la baisse la plus importante jamais enregistrée en une génération dans l'histoire de l'humanité. L'Etat distribue la pilule gratuitement depuis 1989 ; 78 % des femmes ont recours aux moyens contraceptifs.

Les femmes ont le droit théorique d'exercer tous les métiers et la loi interdit la disparité salariale. Chez les médecins, elles deviennent aussi nombreuses que les hommes ; le métier de juge, interdit aux femmes de 1979 à 1996, leur a été rouvert, bien qu'elles ne puissent signer les jugements… Mais c'est surtout dans l'économie informelle (50 % de l'économie) qu'elles sont présentes. Dans le domaine politique, si les femmes sont nombreuses au niveau local, on compte peu de députées (4 à 6 %). Dans le domaine culturel, leur nombre et leur influence ont augmenté. Le féminisme est un terme revendiqué, malgré la désapprobation du régime, à la fois par les laïques et les religieuses, qui défendent l'égalité des droits et réinterprètent les lois islamiques et le Coran. C'est sous leur pression que le Parlement actuel, pourtant conservateur, a dû abolir certains articles de loi discriminatoires.

Quant au voile, beaucoup de femmes aujourd'hui le rejettent. Nombreuses sont celles qui, plus ou moins ostensiblement, jouent avec la règle : la seule façon de transgresser face à la répression qui menace. Les mouvements de femmes attirent de plus en plus de sympathisants et même des hommes, soit par conviction, soit par opportunisme : c'est un moyen de s'opposer au pouvoir sur une cause qui a le soutien des Iraniens et des Occidentaux. Il semble qu'ils soient aujourd'hui parmi les rares mouvements à pouvoir fédérer une opposition.

Anoush Kian
Professeur à l'université Paris VII

Géopolitique d'une puissance régionale

L'Iran de Mahmoud Ahmadinejad développe un programme nucléaire militaire que ni les sanctions internationales ni les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU ne sont encore parvenues à stopper. Quelles sont les ambitions de cette puissance régionale ?

Entretien avec **Thérèse Delpech**

L'AUTEUR
Directeur des affaires stratégiques au Commissariat à l'énergie atomique, expert auprès des Nations unies sur les armes non conventionnelles, chercheur associé au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri-FNSP), Thérèse Delpech est l'auteur notamment de *L'Iran, la bombe et la dérision des nations* (Autrement-Ceri, 2006) et de *Le Grand Perturbateur. Réflexions sur la question iranienne* (Grasset, 2007). Ces entretiens ont été menés.

L'Histoire : L'Iran est devenue une puissance régionale. Quelles sont ses forces ?

Thérèse Delpech : Par sa taille et sa situation dans la région, c'est une grande puissance géographique ; par son histoire, c'est une puissance avec laquelle il a toujours fallu compter. Elle dispose d'un large réseau d'influence en Syrie, au Liban, en Irak, en Azerbaïdjan, et jusque dans le nord du Caucase. Elle compte sur les communautés chiites, minoritaires en Arabie saoudite, mais majoritaires dans certains pays voisins – en Irak ou à Bahreïn, par exemple. L'Iran issu de la révolution de 1979 a redonné de la fierté à une dissidence religieuse qui se considère historiquement opprimée par les sunnites. Le pays exerce – ou cherche à exercer – depuis lors une sorte de concurrence face à la monarchie saoudienne et à l'Égypte. Il s'agit de savoir quelle sera la puissance dominante de la région au XXIe siècle. L'Iran pense que ce rôle lui revient de droit.

Le pays a des potentialités économiques importantes, bien qu'elles soient sous-exploitées en raison de la politique actuelle. C'est vrai dans le domaine énergétique : l'Iran est le quatrième producteur mondial de pétrole et de gaz et le deuxième exportateur de l'Opep. Mais cette richesse, pour être exploitée correctement, demanderait des investissements importants, qui ne sont pas réalisés. Et l'Iran importe environ 40 % des produits raffinés du pétrole, notamment d'Inde, ce qui est étrange pour un pays pétrolier qui prétend rechercher son indépendance. Le président élu en 2005, Mahmoud Ahmadinejad, pratique une politique de subventions, qui a fait l'objet de nombreuses critiques, en Iran même. Avec une inflation de 16 % (au minimum) et un chômage de 12 à 13 %, l'économie, que Téhéran peine à diversifier, possède des handicaps importants.

Autre atout peu utilisé par les autorités : la population (plus de 71 millions d'habitants), plus ouverte sur l'extérieur que celle de beaucoup de pays arabes de la région. Elle reste très réservée à l'égard du gouvernement actuel, participe peu aux élections et ne croit plus à sa propre capacité d'influencer la politique du pays après l'échec de la parenthèse réformiste de Khatami, entre 1997 et 2005. Signalons aussi que la majorité des étudiantes sont des femmes, une réalité assez rare dans la région (même si leur part au niveau des doctorats reste très minoritaire).

En résumé, voici un pays avec le potentiel d'une grande puissance régionale dont les faiblesses sont évidentes, notamment sur le plan économique et politique. Le régime autoritaire de Téhéran fait payer un prix très lourd au pays et contribue à freiner son développement.

L'H. : Par quelles voies passe l'influence iranienne dans la région ?

T. D. : L'Iran veut maintenir le nouvel Irak dans son aire d'influence et il a la capacité d'y parvenir. Son poids s'exerce aujourd'hui à travers une population chiite irakienne dont les composantes sont très diverses. Les liens sont parfois directs, c'est le cas pour les milices de Moqtada Al-Sadr qui reçoivent régulièrement des armes venues d'Iran. Dans d'autres cas, cette influence passe par de multiples canaux politiques, économiques, religieux… L'Iran entretient ainsi des liens avec les autorités religieuses chiites, le Premier ministre al-Maliki, mais aussi avec le président Jalal Talabani, qui est kurde.

> *« Le Hezbollah a été créé par l'Iran, qui le finance et lui procure des armes »*

Au Liban, le Hezbollah, ces milices chiites libanaises apparues après l'invasion israélienne en 1982, a été créé par l'Iran qui le finance très largement et lui procure des armes. Le Hezbollah dispose d'une certaine indépendance, mais aucune décision importante en matière de défense ou de sécurité n'est prise sans un feu vert de Téhéran. Je suis convaincue que ce fut le cas des opérations lancées contre Israël en 2006, même si, après la guerre, les autorités iraniennes ont donné l'impression de prendre de la distance par rapport à une initiative qui a provoqué une très forte réaction de Tel-Aviv, et qui a eu notamment pour effet la destruction

Par sa taille, sa situation dans la région, le poids de sa population, de ses ressources énergétiques, l'Iran est une puissance régionale au Moyen-Orient, qui cherche à affirmer sa prééminence face à l'Égypte et à l'Arabie saoudite. Page de gauche : le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, déclarant qu'il ne reculera pas sur le programme nucléaire iranien, le 10 avril 2006, dans la ville sainte de Mashhad.

La population iranienne est globalement plus éduquée, plus ouverte sur l'extérieur que celle de nombreux pays de la région. Mais elle souffre de trente ans dictature et de la politique économique du gouvernement. Ci-dessus : vue du centre-ville de Téhéran, 2004.

L'IRAN EN CHIFFRES

Population totale : *71 208 382 habitants*
Population urbaine : *66,9 %*
Indice de développement humain : *0,759 (Chine : 0,777 ; France : 0,952)*
Fécondité : *2 enfants par femme*
Mortalité infantile : *32 ‰*
Espérance de vie : *72 ans pour les femmes, 69 ans pour les hommes*
Nombre de médecins : *0,45 pour 1 000 habitants*
Alphabétisation : *82 %*
Chiites : *89 %*
Sunnites : *9 %*
PIB : *217 898 millions de dollars US (2007)*
Croissance : *4,5 % (2007)*
4e producteur mondial de pétrole
4e producteur mondial de gaz
Taux de chômage : *12 à 13 % (donnée estimée)*
Taux d'inflation : *16 % (minimum)*
Investissements directs étrangers : *901 millions de dollars US (2006)*
Dette extérieure : *21 260 millions de dollars US (2005)*

des missiles à plus longue portée des milices. Aussitôt après la fin de la guerre, Téhéran a cherché à reconstruire l'arsenal balistique du Hezbollah.

L'Iran entretient également des relations étroites avec le Hamas implanté à Gaza, à qui il fournit aussi des armes. Certaines livraisons ont été interceptées par Israël[1]. Téhéran a encouragé les actions terroristes du Hamas et du Hezbollah au Moyen-Orient et ailleurs, y compris en Amérique du Sud. Le président Mahmoud Ahmadinejad a déclaré publiquement en juillet 2005 qu'il n'y avait rien de plus beau dans une existence que de mourir en martyr, une incitation claire au terrorisme.

Dans le Caucase, la présence iranienne est remarquable à Bakou, en Azerbaïdjan, où l'ambassade iranienne est la plus importante, mais l'Iran est en fait présent dans toute l'Asie centrale. En Afghanistan, les Iraniens ont de très nombreux « observateurs » et ils participent à divers trafics de drogues et d'armes.

L'H. : Qui sont les alliés de l'Iran ?

T. D. : C'est d'abord la Syrie, avec laquelle l'Iran entretient de multiples liens, en particulier un accord militaire. Les armes que Damas achète à la Russie sont payées avec de l'argent iranien, et donc, de fait, par l'Iran. En échange de quoi, la Syrie facilite le passage vers le Liban. Certes, sa politique n'est pas uniquement pro-iranienne et ses intérêts ne coïncident pas toujours avec ceux de Téhéran, par exemple en Irak. Elle joue surtout la carte iranienne sur les questions de défense et de sécurité, tandis que la carte turque est plutôt, pour elle, celle des opportunités d'ouverture à l'Occident (le dialogue avec Israël par exemple a été précédé d'une médiation turque).

La Russie, elle, ne peut passer pour un allié de l'Iran ; elle a cependant une position ambivalente. Elle ne veut pas d'une puissance nucléaire iranienne à ses portes, elle redoute les avancées balistiques de l'Iran, qu'elle connaît aussi bien que les pays occidentaux, mais les autorités russes ne sont pas mécontentes de maintenir une épine dans le pied des États-Unis. L'Iran est aussi un marché important pour les armes russes. Enfin, dans le Caucase, l'Iran s'est engagé auprès des Russes à ne pas exercer de rôle déstabilisateur, en particulier en Tchétchénie. La position de Moscou est donc complexe. Les sanctions internationales contre l'Iran n'ont jamais pu porter sur les armes parce que les Russes s'y sont toujours opposés : les Iraniens sont de gros clients. Aujourd'hui, le fait essentiel est que la Russie n'est pas prête à faire un choix clair sur l'Iran.

La Chine soutient l'Iran pour des raisons économiques (énergie) et stratégiques (présence au Moyen-Orient), mais elle veut un Moyen-Orient stable – le maître mot pour les Chinois est la stabilité – et Pékin est très conscient qu'un Iran nucléaire représente un risque d'instabilité considérable.

Ajoutons enfin la Corée du Nord, qui a engagé avec l'Iran une coopération technique sur le balistique – missiles Shehab 3 et BM25 – et peut-être même sur le nucléaire. C'est en tout cas ce que prétendent régulièrement des sources japonaises.

L'H. : Du point de vue militaire, que représente l'armée iranienne aujourd'hui ?

T. D. : Lorsque les islamistes ont pris le pouvoir en 1979, l'armée était l'un des secteurs de la société dont ils se méfiaient le plus (avec raison, compte tenu des liens des militaires avec le Shah). Il s'en est suivi une politique d'épuration et la création du corps des pasdarans*, les gardiens de la révolution iranienne, qui sont devenus une force paramilitaire considérable (influence, contrôle, finances, armement, entraînement). Il y a aujourd'hui plus de 100 000 gardiens de la révolution pour une armée régulière d'environ 350 000 hommes (150 000 hommes de l'armée régulière et 200 000 conscrits).

Note
1. L'interception israélienne d'un bateau chargé d'armes iraniennes à destination du Hamas a eu lieu en janvier 2002. Le bateau s'appelait le *Karin A*.

L'Iran veut maintenir l'Irak dans son aire d'influence et, par les liens qu'il entretient avec la population chiite, a les moyens d'y parvenir

Quant aux basiji, les miliciens du régime, ils représentent plus d'un million de personnes. Très présents au sein de la société, ils jouent un rôle important lors des élections et dans le contrôle policier de la population.

Pour ce qui est de l'équipement militaire, il s'agit d'un ensemble assez disparate. La force aérienne iranienne a peu évolué depuis le règne du Shah et elle reste très vétuste. On voit encore dans les défilés des avions américains des années 1970. Ce n'est à l'évidence pas dans ce domaine que les Iraniens font porter l'essentiel de leur effort, même s'ils cherchent à acquérir des avions russes modernes (Sukhoï 30 et Iliouchine Il76). D'où l'importance des missiles améliorés avec l'aide de la Corée du Nord et des Russes : c'est vrai pour les missiles sol-sol, mais aussi pour les défenses antiaériennes (fournies par les Russes). Quant aux missiles de croisière (qui volent à très grande vitesse et à basse altitude), les Chinois en ont vendu en grande quantité à l'Iran. Ce qui est remarquable récemment, c'est que les Iraniens, avec la mise au point du missile Ashura, testé après les élections américaines de novembre 2008, sont en train d'acquérir une capacité propre de production de missiles sol-sol de portée respectable (2 000 km). C'est un message pour Obama.

Il existe aussi un programme chimique lancé à la suite des attaques chimiques irakiennes en 1983 (le nouveau pouvoir était hostile à ce type d'armes et a fini par se laisser convaincre qu'il n'était pas possible d'ignorer les attaques irakiennes). L'Iran détient aussi, on en parle moins, des armes biologiques. Mais le grand enjeu, c'est le nucléaire et le balistique.

L'H. : De quand date le programme nucléaire iranien ?

T. D. : L'ambition de devenir une puissance nucléaire remonte à l'époque du Shah, à la fin des années 1960. Mais l'intérêt principal de Reza Pahlavi restait l'acquisition d'armes conventionnelles américaines sophistiquées. Lors de la révolution islamique de 1979, Khomeyni, très hostile au nucléaire, a mis fin aux projets antérieurs.

Tout a changé avec la guerre Iran-Irak, entre 1980 et 1988, et les attaques chimiques de Saddam Hussein à partir de 1983. On sait aujourd'hui que les travaux nucléaires ont repris en Iran vers 1985, en pleine guerre. À la mort de Khomeyni en 1989, à un moment où la guerre était terminée, Hachemi Rafsandjani a décidé d'accélérer le programme nucléaire. Mahmoud Ahmadinejad depuis 2005 n'a fait que poursuivre cette politique, avec une rhétorique plus violente.

L'H. : Comment est-on sûr que l'Iran veut la bombe ?

T. D. : Une longue série d'indices attestent aujourd'hui les ambitions de l'Iran en matière de nucléaire militaire. Les détails livrés par l'opposition à l'été 2002 lors d'une conférence de presse à Washington étaient assez précis pour que l'on comprenne que l'Iran cachait des recherches avancées dans les deux voies qui peuvent conduire à la bombe, la voie uranium (enrichissement) et la voie plutonium (retraitement). Après cette conférence, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a dès 2003 engagé des inspections poussées, et les travaux de cette organisation ont permis d'accumuler beaucoup d'informations concordantes, malgré les dénégations de l'Iran.

Le fait que le programme ait été relancé en pleine guerre Iran-Irak, alors que les préoccupations étaient évidemment plus militaires qu'énergétiques, ne plaide pas en faveur d'un programme civil, qui d'ailleurs n'existait pas à l'époque. L'AIEA n'a jamais obtenu des Iraniens les documents concernant la décision de relancer le programme nucléaire à cette date.

Le souci de dissimulation pendant près de vingt ans et le recours à un réseau de fournitures clandestin pour les équipements et technologies nécessaires est un autre indice troublant. En 2004, à l'occasion de l'enquête ouverte sur la Libye[2] et sur le réseau clandestin pakistanais d'Abdul Qader Khan, l'AIEA établit que ce réseau a aussi fourni à l'Iran deux types de centrifugeuses destinées à l'enrichissement de l'uranium, dont le type le plus avancé n'avait jamais été révélé aux inspecteurs par Téhéran. Plus tard, on découvre que ce même réseau a fait à l'Iran une offre en 1987, où figuraient les techniques de moulage et d'usinage de l'uranium métal en hémisphère, indispensables pour un programme militaire. Cette technologie n'a pas d'autre finalité imaginable que la bombe.

« Toutes les pièces du programme militaire nucléaire sont rassemblées »

Sans faire une liste exhaustive, il faut aussi mentionner les informations supplémentaires révélées par l'AIEA en février 2008, soit

On sait aujourd'hui que le programme militaire nucléaire a été relancé en pleine guerre Iran-Irak. Depuis 2003, toutes les pièces démontrant la réalité du programme et de son avancement ont été réunies par l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ci-dessous : vue aérienne du site de Bouchehr, photo satellite américaine de mars 2002.

« Il n'existe pas d'opposition »

« Le système politique iranien est très particulier. Il se distingue des autres régimes autoritaires par sa grande flexibilité interne, mais n'a évidemment rien de comparable avec les démocraties : en effet, l'espace politique tout entier est celui du régime, à l'intérieur duquel rivalisent le clergé (lui-même tiraillé entre des tendances différentes), la bureaucratie, le bazar et les pasdarans. Les réformateurs, Khatami par exemple, sont eux aussi à l'intérieur du régime. Les élections sont donc moins une occasion pour la population de s'exprimer librement que, pour ces forces, de se mesurer – et d'en tirer des bénéfices à l'intérieur du système. Il n'existe pas d'opposition véritable : aucun parti politique, aucun journal libre à l'intérieur, du fait de la répression. À l'extérieur, marxistes, laïques, Moudjahidin du peuple ou monarchistes ne représentent qu'une petite fraction de la population, ne sont pas suffisamment structurés, enfin sont depuis longtemps coupés des réalités du pays.

» Le gouvernement gouverne, c'est sa dimension technocratique, mais n'infléchit pas les tendances lourdes. Les élections de 1997, qui avaient porté Khatami au pouvoir, avaient vu un enthousiasme populaire sans précédent, mais la déception a été à la mesure de l'espérance car il n'a pu mener une politique de rupture. Ahmadinejad a été élu en 2005 par défaut ; il représente les pasdarans, qui ont fait la guerre, la seule organisation qui possède un solide esprit de corps. Mais, aujourd'hui, il est très contesté par le nouveau maire de Téhéran, Mohammad Ghalibaf, et aussi pour son indifférence aux problèmes économiques.

» Les grands enjeux actuels sont d'abord la question d'un éventuel bombardement par les Américains. De ce point de vue, l'élection de Barack Obama ne change rien : George Bush s'était prononcé contre le bombardement. D'ailleurs, les Iraniens sont persuadés que les Américains n'oseront pas prendre le risque d'une conflagration régionale. Autre enjeu majeur : la place de l'islam dans la société et le rôle des mollahs, mis en cause par la jeunesse qui a grandi dans l'Iran islamique.

» Mais l'essentiel est la question économique, en particulier l'inflation. L'économie rencontre des problèmes à cause du manque d'investissements depuis longtemps, de l'hypertrophie du système étatique et de la baisse du prix du pétrole – avec le paradoxe que l'Iran exporte du pétrole mais doit acheter son essence. Pour l'Iranien de la rue, la préoccupation première est plus économique que politique. C'est pourquoi l'abstentionnisme a été très fort lors des dernières élections. »

Olivier Roy
Directeur de recherche au CNRS

Élections législatives à Téhéran, en mars 2008 : un bulletin de vote brandi dans une mosquée.

trois mois après le rapport assez lénifiant des services américains de décembre 2007. Non seulement les travaux concernant la militarisation de l'arme auraient été prolongés au-delà de 2003, mais les Iraniens auraient fait des progrès importants dans le domaine de la détonique (explosifs de haute intensité), du missile et du corps de rentrée. Toutes les pièces du programme militaire nucléaire semblent aujourd'hui bien avancées.

L'H. : Qu'est-ce qui manque encore pour produire l'arme nucléaire ?

T. D. : Les matières fissiles. Cela rend d'autant plus importante la cessation du programme d'enrichissement demandée par le Conseil de sécurité de l'ONU. Les Iraniens ont encore ce cap à franchir. Cela étant dit, ils ont maintenant à peu près 700 kilogrammes d'uranium faiblement enrichi et au rythme actuel d'enrichissement ceci signifie qu'il ne manque que quelques mois pour disposer des matières nécessaires à un premier engin. Clairement, on se rapproche de l'échéance.

L'H. : Pourtant, il y a eu des résolutions de l'AIEA, de l'ONU, une politique de sanctions internationales ?

T. D. : L'ONU a joué son rôle avec trois ans de retard[2]. Quatre résolutions prises par le Conseil de sécurité ont imposé des sanctions. La résolution 1737 du 24 décembre 2006 demande l'arrêt de toute activité d'enrichissement ou de projets relatifs à l'eau lourde (filière retraitement), décide un contrôle plus strict des exportations vers l'Iran et sanctionne des entités et des personnes liées aux programmes nucléaire et balistique de l'Iran. La résolution 1747 du 24 mars 2007 interdit les ventes d'armes en provenance de l'Iran et prône la prudence pour les ventes d'armes à l'Iran. Puis, le 3 mars 2008, la résolution 1803 alourdit les restrictions sur les échanges commerciaux avec l'Iran de produits à usage civil et militaire et demande la surveillance des cargaisons de plusieurs sociétés de transport iraniennes. La résolution 1835 du 27 septembre 2008 reprend les demandes antérieures.

Le 23 octobre, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne devaient se réunir pour discuter de nouvelles mesures. La rencontre a finalement eu lieu le 13 novembre, sans résultat significatif dans le domaine des sanctions.

L'H. : Quel a été l'effet politique de ces sanctions ?

T. D. : Les sanctions ont eu des effets sur les banques et les investissements. L'Iran est devenu un pays où il est déconseillé d'investir en raison des risques encourus. Par exemple, BNP Paribas ne veut plus financer les investissements de Total pour le site gazier de South Pars. L'effet le plus important est le signal politique d'isolement que donnent ces décisions. Mais ces sanctions sont encore insuffisantes pour que les autorités iraniennes s'interrogent sur le coût de leur politique de confrontation et que les éléments les plus pragmatiques, favorables au développement du pays, l'emportent. Les dirigeants se surveillent les uns les autres. Ce système favorise un fort conservatisme, notamment à l'égard des États-Unis. La lettre de félicitations du président Ahmadinejad au nouveau président américain Barack Obama au lendemain de son élection ne change rien à cette analyse : il est aujourd'hui très critiqué et des élections présidentielles qu'il espère bien remporter se tiendront l'an prochain en Iran. Sa lettre a un aspect tactique qui doit permettre de gagner encore du temps. Rien n'indique qu'il serait prêt à changer de politique nucléaire.

L'H. : Le programme nucléaire reçoit-il l'adhésion des Iraniens ?

T. D. : Ils sont farouchement opposés à tout embargo sur le nucléaire civil. Cela ne veut pas dire qu'ils soutiennent un programme nucléaire militaire dont ils ont découvert l'existence en même temps que nous. Leur priorité est économique et les nouvelles ne sont pas bonnes de ce côté. En outre, la bombe augmente le risque de guerre et il faut se demander si la population est prête à l'assumer. Un certain nombre de pays de la région, pas seulement Israël, anticipent l'avènement d'un Iran nucléaire. On ne peut pas exclure que l'Arabie saoudite, l'Égypte, voire la Turquie aient déjà des ambitions nucléaires militaires pour répondre au programme iranien, surtout dans un contexte où la dissuasion élargie américaine semble fragilisée par l'enlisement des conflits en Irak et en Afghanistan. Tout cela est dangereux.

L'H. : Que peut-on espérer de la négociation ? Elle a été évoquée au cours de la campagne de Barack Obama.

T. D. : On ne peut pas prétendre que la voie des négociations n'a pas été explorée. Les Européens (France, Allemagne, Grande-Bretagne) négocient avec l'Iran depuis 2003, avec deux accords successifs, qui ont tous deux été violés par l'Iran. Les Russes ont cherché à faire accepter une proposition d'enrichissement sur le territoire russe, ce qui était logique compte tenu du fait que le seul réacteur existant en Iran est russe et qu'il est alimenté par du combustible russe. Mais ce fut aussi l'échec. Enfin, les États-Unis ont accepté de se joindre aux négociations depuis l'été 2006.

Tout cela en vain. L'Iran utilise les négociations, quelles qu'elles soient, pour gagner du temps. En juin 2008, encore, à Genève, les cinq membres du Conseil de sécurité et l'Allemagne se sont réunis en présence de Javier Solana et du négociateur iranien, Saïd Jalili. La rencontre avait pour but modeste de déterminer les préalables à la définition de paramètres pour une négociation. Même cela, la partie iranienne l'a refusé. Je pense que les tentatives de négociations européennes sont arrivées au point mort.

Mais les Américains, qui n'ont pas négocié avec les Iraniens depuis 1979, imaginent peut-être qu'un nouveau président peut tout faire redémarrer. Il est possible que Barack Obama décide de proposer une nouvelle négociation. J'espère, c'est le message que les Européens tentent de faire passer, que les Américains considéreront que l'expérience acquise par l'Europe a une valeur et aussi qu'ils arrêteront assez vite leur position sur l'Iran : le temps perdu pour les décisions est du temps gagné pour le programme nucléaire iranien.

L'Iranien Ahmadinejad et le Vénézuélien Hugo Chavez, deux grands producteurs de pétrole, alliés pour défier l'hyperpuissance américaine, au sommet de l'Opep en novembre 2007, à Ryad.

« Comme Hugo Chavez, Ahmadinejad veut changer l'ordre international »

L'H. : Quelle est la doctrine nucléaire iranienne ?

T. D. : On ne la connaît pas. Mais on ne peut ignorer qu'au moment où l'Iran développe un programme nucléaire militaire son président affirme qu'il veut rayer l'un de ses voisins, l'État d'Israël, de la carte. C'est évidemment plus inquiétant que si les Iraniens avaient des objectifs déclarés de dissuasion classique. Ceci ne signifie pas que l'Iran utilisera cette arme contre Israël, mais il serait irresponsable de ne pas envisager cette possibilité au motif qu'elle nous paraît absurde. La dissuasion, pour fonctionner, suppose des partenaires qui reconnaissent leur existence mutuelle et les dangers d'une perturbation du *statu quo*. Je ne crois pas ces conditions réunies dans le cas d'espèce.

L'H. : Le scénario d'une guerre avec Israël est possible ?

T. D. : Les Iraniens l'affirment en tout cas et c'est une possibilité que Tel-Aviv a toujours maintenue, compte tenu de la menace existentielle que ferait peser une bombe iranienne. Il faut ajouter une autre dimension : comme le Venezuela d'Hugo Chavez, l'Iran de Mahmoud Ahmadinejad veut changer l'ordre international. Il est convaincu que le XXIe siècle doit permettre à l'Iran d'occuper une place incomparable avec celle qui est la sienne aujourd'hui. Lorsque Kofi Annan a fait le tour du monde avant de quitter son poste de secrétaire général des Nations unies, en 2006, Mahmoud Ahmadinejad lui a dit que, si la Seconde Guerre mondiale avait produit l'ordre international actuel, qui était injuste, l'Iran devait en créer un autre demain.

(Propos recueillis par Séverine Nikel.)

Notes

2. Après les aveux du colonel Khadafi sur ses programmes d'armes non conventionnelles.
3. On pourrait rappeler les violations du traité de non-prolifération nucléaire dès novembre 2003.

l'Histoire VOTRE MAGAZINE FAVORI VOUS OUVRE SES ARCHIVES...

LE MAGAZINE

N° 293 décembre 2004
Dossier : Afrique, la hantise de l'humanité.
• "Le Monde", l'aventure d'un journal • Enquête sur le jihad, par Gilles Kepel • Les étudiants au Moyen Âge.

N° 294 janvier 2005
NUMÉRO ANNIVERSAIRE : Le dossier Auschwitz.

N° 295 février 2005
SPÉCIAL : Sartre et son siècle.

N° 296 mars 2005
Dossier : Les explorateurs du Moyen Âge.
• Le pédophile, le juge et le journaliste • Le siècle d'Einstein • Archives : les paysans contre Staline • Jules Verne, écrivain engagé.

N° 297 avril 2005
Dossier : La vérité.
• Les derniers jours de Hitler • On a retrouvé le tombeau du roi Arthur • 1870, la chute de Sedan • Paris : le siècle de Haussmann.

N° 298 mai 2005
Dossier : Les Palestiniens.
• Enquête : Khéops, bataille autour d'une pyramide • Trafalgar : la mer sera anglaise ! • Le siècle du charbon • Les rivières du Languedoc.

N° 299 juin 2005
Dossier : Léonard de Vinci, secrets d'un génie.
• Enquête : Chirac, Sarkozy, Lang : quels sont leurs héros ? • Japon : le combat des kamikazes • Les loups mangeurs d'hommes • La revanche des parias en Inde.

N° 300 juillet 2005
SPÉCIAL : La Chine, 2000 ans d'empire.

N° 301 septembre 2005
Dossier : Babylone, de Hammourabi à Saddam Hussein.
• Naissance de l'ONU • Montesquieu, le dissident • Guerre et paix au Moyen Âge • Enquête : Mahomet et la Shoah... Des sujets tabous à l'école ?

N° 302 octobre 2005
SPÉCIAL : La colonisation en procès.

N° 303 novembre 2005
Dossier : Faut-il réhabiliter Louis XVI ?
• Documents : Nuremberg, les nazis face à leurs crimes • Quand les croquants dévastaient Périgord • Les voyages d'Hadrien • Le jour où Yitzhak Rabin a été assassiné.

N° 304 décembre 2005
Dossier : Les hommes face aux catastrophes naturelles.
• De Gaulle président, la dernière victoire du Général • La déportation des Acadiens • Visite à l'Exposition universelle de Paris • La grippe aussi a une histoire.

N° 305 janvier 2006
SPÉCIAL : Dieu au Moyen Âge.

N° 306 février 2006
Dossier : Noirs et Blancs. Apartheid, ségrégation, discrimination.
• La loi menace-t-elle les historiens ? • Un grand roi : Pépin le Bref • La catastrophe de Courrières • Spielberg, Munich et le terrorisme.

N° 307 mars 2006
Dossier : Liberté ! La révolution des Lumières.
• Le Vatican et les croisades [illegible] • Mohammed V, un roi pour le Maroc • Peut-on juger les papes ? • Les rites d'initiation des jeunes Romains.

N° 308 avril 2006
Dossier : Les origines de la guerre d'Irak.
• [illegible] • Les victoires d'Hannibal • À la table du pape • Il y a 2000 ans, [illegible]

N° 309 mai 2006
Dossier : Le cas Freud.
• Le grand chantier de Versailles • Jean Zay et le Front populaire • Sur les traces d'Ibn Khaldun • Esclavage : débat sur une commémoration.

N° 310 juin 2006
Dossier : La Peste noire, la plus grande épidémie.
• Marie-Antoinette : vie privée, vie publique • Guy Mollet, le socialisme et l'Algérie • Quand le sacrilège était puni de mort • Joseph Reinach, le premier dreyfusard.

N° 311 juillet-août 2006
SPÉCIAL : La guerre civile. 2000 ans de conflits fratricides.

N° 312 septembre 2006
Dossier : Garibaldi, itinéraire d'un chef rouge.
• Enquête : Les étudiants [illegible] • Mai : [illegible] • Pourquoi les Turcs prirent Constantinople • Anniversaire : Corneille, le mal-aimé.

N° 313 octobre 2006
SPÉCIAL : L'énigme Chine.

N° 314 novembre 2006
Dossier : Catherine de Médicis. Elle a gouverné la France !
• Budapest, 1956 : chronique d'une révolution antitotalitaire • L'affaire Günter Grass • L'alchimiste et les secrets de jouvence • Napoléon a-t-il gagné à Iéna ?

N° 315 décembre 2006
Dossier : L'affaire Judas : révélation ou mystification ?
• Génocide arménien, [illegible] • Le massacre de [illegible] • Quelle était [illegible]

N° 316 janvier 2007
SPÉCIAL : Comment meurent les civilisations.

N° 317 février 2007
Dossier : Le retour de la censure, d'Abélard aux caricatures de Mahomet.
• Stasi : la RDA sous surveillance • La guerre d'Irak de Jacques Le Goff • Feuilleton : 2007, l'année Vauban (1).

N° 318 mars 2007
Dossier : Les brûlures de la colonisation.
• La saga "Libération" • Les esclaves fugitifs de la Rome antique • Il y a 40 ans, [illegible] • Feuilleton : 2007, l'année Vauban (2).

N° 319 avril 2007
Dossier : Les mystères de Byzance.
• Présidentielle : [illegible] • Mobutu, le fossoyeur du Zaïre • Feuilleton : 2007, l'année Vauban (3).

N° 320 mai 2007
Dossier : Les Chinois, la guerre et la paix.
• [illegible] la vraie histoire des Bienveillantes • [illegible] • Feuilleton : 2007, l'année Vauban (4).

N° 321 juin 2007
Dossier : La guerre des six jours.
• Les États-Unis et la terreur nucléaire • Le temps du voyage de noces • Quand l'Afrique du nord était chrétienne • Feuilleton : 2007, l'année Vauban (5).

N° 322 juillet-août 2007
SPÉCIAL : Amériques latines, les brûlures d'un continent.

N° 323 septembre 2007
Dossier : Le procès des Templiers.
• Guy Môquet, Sarkozy et le roman national • 1907, la France a peur ! • D'où venait la Vénus d'Athènes ? • Feuilleton : 2007, l'année Vauban (6).

N° 324 octobre 2007
SPÉCIAL : Les crimes cachés du communisme.
• Galilée ou l'invention de la science moderne • Feuilleton : 2007, l'année Vauban (7).

N° 325 novembre 2007
Dossier : 1914-1918 : Déserteurs, mutinés et embusqués.
• Peut-on faire confiance à Wikipédia ? • Rome : le juge et le jeune délinquant • Conversions forcées au christianisme • Feuilleton : 2007, l'année Vauban (8).

N° 326 décembre 2007
Dossier : Qui sont nos ancêtres ?
• Nankin, 1937 : le premier massacre de la Seconde Guerre mondiale • [illegible] • Novgorod, la plus libre des villes de Russie • Feuilleton : 2007, l'année Vauban (9).

N° 327 janvier 2008
SPÉCIAL : Rome et les Barbares.
• Les trois vies de Simone de Beauvoir • Liban, naissance d'une nation.

N° 328 février 2008
Dossier : Dieu contre Darwin.
• Poutine, les Russes et la démocratie • Comment Charlemagne gouverne son empire • L'âge d'or de Marseille.

N° 329 mars 2008
Dossier : Martin Luther King, un rêve américain.
• Boudicca, la Vercingétorix anglaise • L'Inquisition, le prêtre et la paix • Heidegger, Hitler et les juifs.

N° 330 avril 2008
Dossier : Mai 68 le monde tremble.
• Comment on soignait au Moyen Âge • Israël, le vrai pouvoir des généraux • Babylone, la Bible et l'archéologie.

N° 331 mai 2008
NUMÉRO ANNIVERSAIRE
SPÉCIAL : 30 ans qui ont changé L'Histoire.

N° 332 juin 2008
Dossier : Dante, le génie de l'Italie.
• Les racines du capitalisme chinois • Pourquoi les Anglais mangent mal • Les Perses à Jérusalem : la fin d'un monde.

N° 333 juillet-août 2008
SPÉCIAL : Le Japon.

N° 334 septembre 2008
Dossier : Lire et écrire. De Babylone à Jules Ferry.
• Les secrets du [illegible] de la Renaissance • Quand Paris est sous les eaux • La folle saison des jeunes turcs.

N° 335 octobre 2008
SPÉCIAL : [illegible] Engagement et Liberté.

N° 336 novembre 2008
Dossier : 11 novembre 1918, récit d'une journée qui a fait le siècle.
• Archives : la transparence et le secret • Vie et mort des peuples barbares • [illegible] • Futurisme, l'avant-garde maudite ?

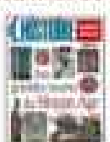
N° 337 décembre 2008
Dossier : Les chrétiens d'Orient.
• Événement : Lee Miller, une femme en guerre • [illegible] • Les soldats noirs de la République • Le Rhône [illegible] d'un géant.

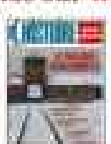
LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE

- N° 1 : Les années de Gaulle
- N° 2 : Versailles, le pouvoir et la pierre
- N° 3 : Auschwitz, la Solution finale
- N° 4 : Le temps des croisades
- N° 5 : L'amour et la sexualité
- N° 6 : Mille ans d'école
- N° 7 : L'empire américain
- N° 8 : 3000 ans sur la mer
- N° 9 : Paris, le roman des siècles
- N° 10 : Les Juifs de France
- N° 11 : Le temps des colonies
- N° 12 : Les châteaux de la Loire
- N° 14 : La droite
- N° 16 : L'aventure des chevaliers
- N° 17 : Les guerres de Religion
- N° 18 : Hitler, le nazisme et les Allemands
- N° 19 : La Russie des tsars
- N° 20 : Napoléon
- N° 21 : 1914-1918, la Grande Guerre
- N° 22 : L'Orient ancien
- N° 23 : Indochine - Vietnam
- N° 24 : La Méditerranée d'Homère
- N° 25 : La Révolution française
- N° 26 : Le Moyen Âge des hérétiques
- N° 27 : Les grandes batailles de la gauche
- N° 28 : Les drames de l'été 1945
- N° 29 : L'écriture depuis 5000 ans
- N° 30 : L'Islam et le Coran
- N° 31 : L'Espagne
- N° 32 : L'enfant et la famille
- N° 33 : Complots, secrets et rumeurs
- N° 34 : Quand les femmes prennent le pouvoir
- N° 35 : Les Anglais, un peuple pas comme les autres
- N° 36 : Héros et merveilles du Moyen Âge
- N° 37 : Ils ont résisté à Hitler
- N° 38 : 5000 ans de mondialisation
- N° 39 : Israël - Palestine
- N° 40 : Les Jeux Olympiques
- N° 41 : Les Européens

De véritables livres au prix d'un magazine.

Retrouvez l'intégralité des numéros disponibles sur www.histoire.presse.fr





LES ÉCRINS L'HISTOIRE façon cuir

Pour conserver précieusement votre collection !

[illegible] 11 numéros (une année du magazine) et 15 numéros (une année du magazine + 4 numéros des Collections de L'Histoire). [illegible] "façon cuir", [illegible] L'Histoire [illegible] dans votre bibliothèque.

INDISPENSABLE !

TARIFS au 01/08/2007

	France	Export
L'Histoire (le magazine à l'exemplaire)	7,50 €	8,50 €
Les Collections de L'Histoire (à l'exemplaire)	8,30 €	9,30 €
ÉCRINS 11 numéros (à l'unité)	13,50 €	16,50 €
ÉCRINS 15 numéros (à l'unité)	15,10 €	18,00 €

Pour passer votre commande :

1 Repérez les numéros qui retiennent votre attention. Vous pouvez consulter **la liste intégrale des numéros disponibles sur notre site Internet www.histoire.presse.fr** pour compléter votre commande avec des numéros plus anciens.

2 Profitez des avantages offerts par les Packs de L'Histoire et réalisez des **économies importantes pouvant aller jusqu'à 40 %** sur une année complète. Les packs sont plus économiques dès que votre commande dépasse 3 numéros ou 2 écrins.

3 **Complétez le bon de commande ci-dessous** en indiquant les numéros souhaités, la quantité et le prix correspondant. Si vous commandez depuis l'étranger utilisez les prix de la colonne de droite. Datez, signez et joignez votre règlement par chèque ou vos coordonnées de carte bancaire et votre choix de mode de règlement.

NOTRE MEILLEURE OFFRE

1 ANNÉE COMPLÈTE
11 NUMÉROS DONT 3 SPÉCIAUX
49 € au lieu de ~~82 €~~

2000 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008

40% de remise

LES PACKS DE L'HISTOIRE — NOUVEAU

Économisez jusqu'à **40 %**

	Remise	France	Export
L'HISTOIRE			
Pack 3 numéros	10 %	20 €	23 €
Pack 6 numéros	15 %	38 €	41 €
Pack année complète	40 %	49 € [illegible]	54 €
LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE			
Pack 4 numéros	10 %	30 €	33 €
Pack 8 numéros	12 %	58 € [illegible]	62 €
ÉCRINS 11 NUMÉROS			
1 Pack de 2 écrins 11 numéros	10 %	24 €	27 €
2 Packs de 2 écrins 11 numéros	16 %	43 €	47 €
4 Packs de 2 écrins 11 numéros	25 %	82 € [illegible]	90 €
6 Packs de 2 écrins 11 numéros	30 %	113 € [illegible]	126 €
ÉCRINS 15 NUMÉROS			
1 Pack de 2 écrins 15 numéros	10 %	27 €	30 €
2 Packs de 2 écrins 15 numéros	15 %	49 €	52 €
4 Packs de 2 écrins 15 numéros	25 %	87 € [illegible]	100 €
6 Packs de 2 écrins 15 numéros	30 %	130 € [illegible]	141 €

BON DE COMMANDE

OUI, je souhaite recevoir dans les 3 semaines la commande ci-dessous.

J'indique mes coordonnées :

Nom : ______ Prénom : ______
Adresse : ______
Code Postal : ______ Ville : ______
Email : ______

À retourner sous enveloppe affranchie à L'HISTOIRE - [illegible]
Tél. : [illegible] • Fax : [illegible] • Email : [illegible]

Règlement à l'ordre de L'Histoire par :
Chèque Carte Bancaire Je souhaite recevoir une facture acquittée.
Numéro CB : ______
Je vous note les 3 derniers chiffres du numéro inscrit au dos de ma carte bancaire, au niveau de la signature : ______
Expire fin : ______
Votre commande ne sera expédiée qu'à réception de votre règlement.

Signature obligatoire

	Quantité	Prix unitaire TTC	TOTAL TTC
ARTICLES À L'UNITÉ			
L'Histoire (précisez les N°)		€	€
Les Collections de L'Histoire (précisez les N°)		€	€
Écrins 11 N°		€	€
Écrins 15 N°		€	€
LES PACKS L'HISTOIRE			
L'HISTOIRE			
Pack 3 N° (précisez les N°)		€	€
Pack(s) 6 N° (précisez les N°)		€	€
Pack(s) année complète (précisez les années)		€	€
LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE			
Pack 4 N° (précisez les N°)		€	€
Pack(s) 8 N° (précisez les N°)		€	€
ÉCRINS 11 NUMÉROS			
Pack(s) de 2 écrins 11 N°	1 2 4 6	€	€
ÉCRINS 15 NUMÉROS			
Pack(s) de 2 écrins 15 N°	1 2 4 6		
TOTAL DE MA COMMANDE			€

Loi informatique et libertés : vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant et vous pouvez vous opposer à leur cession.

Les mots de la Perse et de l'Iran

LEXIQUE

Achéménide Nom d'un clan d'une des tribus perses, la tribu des Pasargades. A partir de Darius Ier, le terme est utilisé également pour désigner les membres de la dynastie régnante supposée descendre d'un ancêtre commun nommé Achéménès.

Ayatollah (« signe de Dieu ») Titre honorifique donné aux principaux chefs chiites. On leur reconnaît une science particulière de l'islam et une autorité morale.

Bahaïsme Mouvement religieux réformateur apparu dans la première moitié du XIXe siècle. Son fondateur, surnommé le Bâb, a été exécuté en 1850. Après sa disparition, le bahaïsme, né dans la seconde moitié du XIXe siècle, aime réclamé de l'héritage babiste. Le bahaïsme a cherché une synthèse entre les différentes religions. On estime qu'il y avait entre 350 000 et 500 000 bahaïs en Iran avant 1979.

Chariaa (en arabe « la voie », vers Dieu ou vers la source) Loi islamique, dite comme inspirée du Coran et de la pratique du Prophète. Jamais codifiée en un seul écrit, est le point de convergence des fondamentalistes. Dans les républiques islamiques, elle remplace toutes les autres formes de droit, jugées inférieures, et réglemente la vie privée autant que l'espace public.

Chiisme (de l'arabe *shîa*, « parti ») Une des principales branches de l'islam (15 % des musulmans). Les chiites pensent que les seuls successeurs légitimes du Prophète descendent de son gendre Ali. Ali et ses successeurs, qu'on appelle les imams, n'emportent jamais l'adhésion de la majorité sunnite. Les douze imams (qui donnent le nom au chiisme « duodécimain », par opposition aux « septimains », les Ismaïliens) seraient au contraire pourchassés, emprisonnés, exécutés ou martyrisés pour certains. Le chiisme regroupe aujourd'hui 85 % de la population.

Fetwa (« commandement inspiré du Coran ») Consultation juridique que tout musulman peut rendre. L'audience qu'on lui accorde dépend de sa compétence juridique ou du poids politique qu'on lui accorde.

Grenade Originaire de Perse, ce fruit embellissait les jardins suspendus de Babylone. Symbole de fertilité, il est un motif fréquent sur les miniatures, les tapis, les céramiques persans.

Guide suprême de la révolution (*vali-e-fiqeh*, en persan) Titre créé par la constitution de 1979 pour l'ayatollah Khomeyni, premier personnage de la République islamique iranienne, principale autorité à la fois politique et religieuse. L'institution lui a survécu. Elle est toujours dévolue à un théologien chiite.

Imam Dans l'islam, personne, généralement savante, qui dirige la prière en commun du vendredi. Chez les chiites, c'est le guide spirituel et temporel, plus souvent appelé mollah ou ayatollah. Dans la doctrine chiite, le terme imam a une signification particulière car il existe un « imam caché », descendant du Prophète dont on attend le retour.

Iran Darius Ier se présente non seulement comme « Perse fils de Perse », mais également comme « aryen (*ario*) de souche aryenne ». L'appellation Iran est détrônée de « *arya* ». On la retrouve au Ier siècle chez le géographe grec Strabon, qui désigne les limites d'une région qu'il appelle *Ariana*, qui rassemble selon lui pratiquement tous les peuples de ce que nous appelons aujourd'hui le plateau iranien et qui « *parlent la même langue* ». C'est à l'époque sassanide (à partir du IIIe siècle de notre ère) qu'apparaît dans la titulature royale l'appellation de *Shahan Shah Iran*, c'est-à-dire « roi des rois des Aryens (Iraniens) » – titulature reprise en 1926 par Reza « Shah » Pahlavi, désireux de marquer ainsi sa parenté ferme avec la Perse antique.

Islamisme C'est l'islam politique à distinguer de l'islam comme religion. Le mot désigne, depuis les années 1970, les courants les plus radicaux de l'islam, qui y voient une idéologie politique et considèrent que l'islamisation de la société passe par la mise en œuvre de la charia et par l'instauration d'un État islamique.

Mandéisme Religion syncrétique reprenant des éléments du zoroastrisme, du bouddhisme, du judaïsme et du christianisme, fondée au IIe siècle en Babylonie par Mani, présenté comme un descendant de noble famille iranienne. Pour les manichéens, le monde est divisé en deux : le royaume du Bien (et de la lumière) et le royaume du Mal (et des ténèbres).

Mazdéisme La religion mazdéenne ou encore zoroastrienne, du nom de son prophète Zoroastre (Zarathoustra), apparaît au VIe siècle avant notre ère, fut la première religion des Perses. C'est une religion polythéiste au sein de laquelle s'affrontent forces du Bien (Ahura Mazdâ) et forces du mal (Angra Manyu et ses démons).

Mèdes Peuple qui occupait la partie nord-ouest de l'Iran et l'actuel Azerbaïdjan. Proches des Perses, avec lesquels les Grecs les confondaient (d'où les guerres dites « médiques »), ils restent mal connus.

Mollah Théologien, équivalent persan d'ouléma. Seuls les mollahs chiites descendant du Prophète (*sayyids*) portent vêtements et turban noirs.

Moudjahid (« combattant » en arabe) Celui qui pratique un combat au nom de la religion (*jihad*). L'organisation des Moudjahidines du peuple iranien est un mouvement de résistance armée islamo-marxiste fondé sous le régime de Mohammad Reza Shah.

Ouléma (littéralement « savant ») Théologien, juriste et docteur de la Loi.

Paradis Le mot persan *pairidaeza* (« enclos ») qui a donné notre « paradis », désigne un jardin. Le jardin persan idéal est celui que l'empereur moghol Babur a imaginé autour du Taj Mahal d'Agra (Inde). Les éléments fondamentaux sont l'ombre, dispensée par de nombreux arbres ou des pavillons, et l'eau dans des fontaines, bassins, canaux. Le jardin réalise l'harmonie entre intérieur et extérieur grâce à des arches voûtées et des cours intérieures.

Parsis Mazdéens de l'Inde, vivant dans la région de Bombay et de Surrate, dont les ancêtres ont quitté l'Iran vers le IIe siècle. Ils forment une communauté d'environ 200 000 personnes, qui a essaimé aux États-Unis et en Angleterre.

Pasdaran (Gardiens de la Révolution islamique) Organisation militaire créée en mai 1979 et placée directement sous l'autorité du Guide de la Révolution. Véritable armée parallèle, ils sont aujourd'hui 100 000 et sont infiltrés dans les principaux rouages de l'État.

Persan Langue indo-européenne du groupe indo-iranien, très différente de l'arabe par le lexique et la grammaire, mais qui s'écrit en caractères arabes. Parlée par environ 75 millions de locuteurs, elle a statut de langue officielle en Iran, en Afghanistan (« dari ») et au Tadjikistan (« tadjik »). Dans l'empire perse, deux langues l'ont précédée : le vieux-perse (l'une des langues de l'Empire achéménide) et le moyen-perse (à l'époque sassanide).

Perse Au sens strict du terme, la Perse (*Parsa* en vieux-perse, *Persis* en grec) désigne dans l'Antiquité une région du sud des monts Zagros, qui est toujours appelée aujourd'hui le Fars. C'est là que vers la fin du IIe millénaire, venant du plateau iranien, sont venus s'installer ceux que nous appelons les Perses, et que s'est constitué le premier royaume perse, le royaume d'Anshan, dont Cyrus le Grand (vers 559-530 av. J.-C.) se présente comme l'héritier.

Pétrole L'Iran est le quatrième pays producteur et le cinquième pays exportateur mondial de pétrole. Du pétrole est découvert pour la première fois à Masjed-Soleyman, au sud-ouest du pays, le 26 mai 1908 et il est rapidement exploité par l'Anglo-Persian Oil Company, créée en avril 1909. Jusqu'aux années 1950, les royalties du pétrole profitent principalement à la Grande-Bretagne.

Rose Plusieurs variétés sont originaires de Perse. Les poètes persans chantent Chiraz, la ville des roses ; la cuisine iranienne utilise volontiers l'eau de rose et la confiture de pétales de roses. La fleur, fréquemment cultivée, a inspiré bien des poètes (*Jardin de la Rose du Prieur* de Djami, 1553).

Satrape (terme grec dérivé du perse « *protecteur du royaume* ») Désigne les hommes de haute naissance auxquels le roi confie la tâche de gouverner une province (elle-même dénommée satrapie par les Grecs).

Savak (Organisation pour la surveillance et la sécurité du territoire) Cette police politique toute-puissante fut un élément central du régime autoritaire de Mohammad Reza Shah entre 1957 et 1979, menant une politique de répression brutale de l'opposition (assassinats, torture).

Shah Mot persan et ourdou désignant le monarque. L'expression « *shah mat* », le roi est mort, a donné « échec et mat ».

Tchador Mot persan désignant un vêtement traditionnel consistant d'une pièce de tissu, ouverte sur le devant, qui peut être tenue par les dents, les mains ou nouée. Dans les années 1970, le tchador devient un signe d'opposition au régime du Shah. La révolution iranienne rend obligatoire pour toutes les femmes le vêtement islamique.

Vizir (du persan « juge, arbitre ») Au temps du califat abbasside, le mot désigne un fonctionnaire de haut rang qui remplit auprès du souverain le rôle d'un conseiller ou d'un ministre. Entre les VIIIe et Xe siècles, cette fonction fut souvent occupée par un Persan. Au jeu d'échecs, le vizir tient en pays arabes la place de la reine en Occident.

Zarathoustra (Fondateur peut-être mythique du zoroastrisme (voir mazdéisme), ce prophète aurait vécu vers le VIIe-VIe siècle av. J.-C. dans le nord-est de l'Empire. Il a été étonnamment popularisé par l'ouvrage *Ainsi parlait Zarathoustra* de Friedrich Nietzsche (1883-1885), où le philosophe allemand écrit ces mots célèbres : « *Ce vieux saint dans sa forêt n'a pas encore entendu dire que Dieu est mort !* »

De Cyrus à Ahm adinejad

CHRONOLOGIE

Vers 1000 av. J.-C. Les Perses s'implantent dans la région du sud-ouest des monts Zagros qu'on appelle le Fars.

559-530 av. J.-C. Cyrus le Grand fonde un immense Empire qui s'étend de l'Asie Mineure jusqu'en Asie centrale.

525 av. J.-C. Son fils Cambyse (530-522) conquiert l'Égypte.

522-486 av. J.-C. Darius Ier étend l'empire jusqu'au Danube et à l'Indus, lance une campagne contre les Scythes et fonde Persépolis.

490 av. J.-C. Dix mille hoplites du stratège athénien Miltiade empêchent un débarquement des Perses dans la plaine de Marathon. Fin de la première guerre médique.

480-479 av. J.-C. Seconde guerre médique. Les Perses de Xerxès Ier (règne de 486 à 465), malgré la résistance des Spartiates aux Thermopyles, occupent la Grèce du nord et saccagent Athènes ; les défaites de Salamine et de Platées les contraignent à se retirer.

334 av. J.-C. Début de la conquête de l'Empire achéménide par le Macédonien **Alexandre le Grand**.

330 av. J.-C. Incendie de Persépolis et assassinat de Darius III ; fin de la dynastie achéménide.

323 av. J.-C. 13 juin Mort d'Alexandre le Grand et partage de son empire.

312-281 av. J.-C. Séleucos Ier, un des généraux d'Alexandre, fonde la dynastie séleucide. Son royaume comprend l'Afghanistan, l'Iran, l'Irak, la Syrie actuels, ainsi que la Phénicie et l'Asie Mineure.

Milieu du IIe siècle av. J.-C. Les Parthes, des nomades venus du nord-est de l'Iran, menés par Arsace Ier, enlèvent le plateau iranien aux Séleucides.

224 av. J.-C. Le Sassanide Ardashir, vainqueur des Parthes, fonde un empire qui va durer quatre siècles.

241-272 Règne de Shapur Ier, vainqueur de trois empereurs romains : Gordien III, Philippe l'Arabe et Valérien. Mani fonde le manichéisme, religion dualiste.

Ve siècle Le manichéisme devient religion nationale.

531 Avènement de Khosro Ier qui fonde une école médicale et s'entoure d'intellectuels hellénophones.

636 La bataille de Qadisiya ouvre l'Iran aux Arabes.

637-651 Conquête arabe de l'empire perse, intégration au califat, islamisation.

750 Début du califat abbasside, avec pour capitale Bagdad. L'Iran fournit au califat ses meilleurs vizirs jusqu'au début du Xe siècle.

753-757 Révoltes de l'Iran oriental contre les Arabes.

820-945 Des dynasties en Iran oriental s'émancipent de l'autorité des Abbassides : Tahirides, Saffarides, Samanides, Bouyides.

961 Avènement de la dynastie turque des **Ghaznévides** qui règnent sur le Khorasan, le Khorezm puis le Pendjab indien.

Vers 1010 Ferdowsi offre au sultan Mahmud de Ghazna le *Shah Nome* (« Livre des Rois »), qui exalte en persan l'histoire des souverains antiques de l'Iran.

1055 Les Seldjoukides, nomades turcs sunnites, renversent les Bouyides chiites et restaurent le califat abbasside. Ils font leur capitale à Rey près de Téhéran et prennent Ispahan en 1059.

1200-1230 Les shahs du Khorezm, maîtres de l'Iran.

1219 Le Mongol Gengis Khan envahit l'Iran.

1253-1336 Les Ilkhanides, ou khans mongols de Perse, établissent leurs capitales à Tabriz et Maragha, dans l'Azerbaïdjan iranien.

1501 Shah Ismaïl Safavi conquiert l'Iran, chasse les Timourides, impose le chiisme comme religion d'État et fonde l'**Empire safavide**, considéré comme la troisième grande dynastie perse après celles des Achéménides et des Sassanides.

1587-1629 Shah Abbas le Grand installe la capitale à Ispahan après avoir défait les Ouzbeks. Apogée de l'Empire safavide.

1722 Les Afghans envahissent la Perse et prennent Ispahan.

1736-1747 Nadir Shah, chef d'une tribu du Khorasan (Afshar), prend le pouvoir. Il bat les Afghans, cherche à rapprocher chiites et sunnites, et étend sa domination jusqu'en Inde. Son assassinat entraîne des troubles.

1786 Agha Mohammad Khan, de la tribu turkmène des **Qadjars**, se proclame shah à Téhéran, promue capitale du royaume et fonde, en 1794, la dynastie Qadjar qui régnera jusqu'en 1925.

1848-1896 Naser al-Din Shah modernise le pays et s'efforce de maintenir son intégrité territoriale contre les ingérences étrangères.

1906 Révolution constitutionnelle : à la suite de manifestations contre les réformes fiscales, le shah convoque un Parlement (Majlis), qui adopte la première Constitution du pays (et du Moyen-Orient). Le Parlement sera suspendu en 1908.

1907 La Russie et la Grande-Bretagne partagent la Perse en trois zones d'influence : le Nord aux Russes, le Sud-Est aux Britanniques et une « zone neutre » ouverte à la concurrence politique et commerciale.

1908 Découverte du **pétrole**. En 1909 est créée l'Anglo-Persian Oil Company, chargée de la prospection, de l'exploitation et de la vente du pétrole iranien.

1914-1918 La Grande-Bretagne occupe une partie de la Perse (officiellement neutre) pendant la Première Guerre mondiale.

1921 Un **coup d'État** dirigé en sous-main par les Britanniques porse au pouvoir Seyyed Ziya. Ce dernier s'impose comme chef du gouvernement puis renverse le dernier des Qadjars en 1925 et se fait couronner sous le nom de **Reza Shah Pahlavi**.

1936 Reza Shah interdit le tchador.

1941 25 août Les Britanniques envahissent le sud et l'ouest de l'Iran, les Soviétiques occupent le nord. Le shah est contraint d'abdiquer en faveur de son fils, Mohammad Reza.

1945-1946 Des républiques autonomes sont créées en Azerbaïdjan et au Kurdistan, avec le soutien de Moscou.

1951 15 mars Le Parlement vote la nationalisation de l'industrie pétrolière. Le 29 avril, Mohammad **Mossadegh** devient Premier ministre. Le pétrole est exploité dans le cadre du marché pétrolier mondial dominé par les États-Unis et géré par la nouvelle Société nationale iranienne des pétroles.

1953 19 août Face à la menace de débordement communiste du parti Toudeh, un coup d'État militaire soutenu par la CIA renverse Mossadegh.

1955 1er juillet L'Iran, le Pakistan et le Royaume-Uni signent dans le pacte de Bagdad, un accord militaire conçu par les Américains avec la Turquie et l'Irak pour contenir l'influence de l'Union soviétique.

1960 14 septembre L'Iran, l'Arabie saoudite, le Koweït, l'Irak et le Venezuela créent l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

1963 Le shah lance la « révolution blanche », destinée à moderniser l'économie. Ces réformes et la mainmise américaine sont vivement critiquées par le clergé et par les grands propriétaires fonciers. Violentes émeutes.

1978 8 septembre « Vendredi noir » à Téhéran, l'armée tire sur les manifestants et le shah perd toute légitimité pour son peuple.

1979
16 janvier Le shah doit s'exiler (Assouan).
1er février Ayatollah **Khomeyni** fait un retour triomphal à Téhéran après quinze ans d'exil.
11 février Victoire de la révolution islamique.
1er avril Instauration de la République islamique d'Iran.
4 novembre Des « étudiants » investissent l'ambassade américaine à Téhéran et prennent des otages. Ils seront libérés en janvier 1981 après 444 jours de détention.

1980 22 septembre L'Irak de Saddam Hussein, soutenu par l'URSS, les États-Unis, la France et la plupart des États du golfe Persique, attaque l'Iran.

1981 21 juin La destitution de Banî-Sadr marque la fin de l'illusoire alliance entre libéraux et islamistes. Le 28, un attentat au parti de la République islamique plonge le pays dans une guerre civile larvée. Le théoricien du régime, l'ayatollah Behechti, y trouve la mort.

1982 L'Iran soutient la création du Hezbollah (« parti de Dieu ») chiite au Liban.

1988 20 août Cessez-le-feu effectif entre Iran et Irak (résolution 598 de l'ONU).

1989 3 août Mort de Khomeyni. Ali Khamenei devient le guide suprême. Hachemi Rafsandjani est élu président (et réélu en 1993).

1997 Mohammad Khatami, un religieux modéré, est élu président (et réélu en 2001). Partisan de réformes.

1999 9 juillet Importantes manifestations d'étudiants contre le gouvernement.

2003 26 décembre Un séisme de magnitude 6,3 sur l'échelle de Richter détruit la ville historique de Bam. Plus de 40 000 morts.

2005 Le maire ultra-conservateur de Téhéran Mahmoud **Ahmadinejad** est élu président.

2008 27 septembre Dernière résolution en date du Conseil de sécurité de l'ONU imposant des sanctions à l'Iran qui refuse de renoncer à son programme militaire nucléaire.

POUR EN SAVOIR PLUS

LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE

E. Abrahamian, *Iran Between Two Revolutions*, Princeton University Press, 1982.
C. Bakhtiar, *Ma fidélité*, Albin Michel, 1982.
A. H. Bani-Sadr, *L'Espérance trahie*, SPAG Papyrus, 1982.
H. E. Chehabi, *Iranian Politics and Religious Modernism. The Liberation Movement of Iran under the Shah and Khomeyni*, Cornell University Press-Londres, I. B. Tauris, 1990.
Y. Denoël, *1979. Guerres secrètes au Moyen-Orient*, Nouveau Monde éditions, 2009.
M.-R. Djalili, *Religion et Révolution. L'islam chiite et l'État*, Economica, 1981.
B. Djavani, *L'Enfant du blé. Récit*, Flammarion, 2005.
C. Haghighat, *1979. Iran, la révolution islamique*, Bruxelles, Complexe, 1985.
N. R. Keddie, *Modern Iran. Roots and Results of Revolution*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2003 (avec la collaboration de Yann Richard).
D. Menashri, *Iran. A Decade of War and Revolution*, New York-Londres, Holmes and Meier, 1990.
B. Moin, *Khomeini: Life of the Ayatollah*, Londres-New York, I. B. Tauris, 1999.
E. Naraghi, *Des palais du Shah aux prisons de la révolution*, Balland, 1991.
M. Ponchi, *Constitution de la République islamique d'Iran, 1979-1989*, L'Harmattan, 2004.
Y. Richard, *L'Islam chiite. Croyances et idéologies*, Fayard, 1991 ; *L'Iran. Naissance d'une république islamique*, La Martinière, 2006.
P. Vieille, F. Khosrokhavar, *Le Discours populaire de la révolution iranienne*, Contemporanéité, 1990, 2 vol.

LES FEMMES

A. Kian-Thiébaut, *Femmes iraniennes entre islam, État, famille*, Maisonneuve et Larose, 2002.
N. Yavari, *Les Femmes en Iran*, L'Harmattan, 1998.

L'IRAN AUJOURD'HUI

N. Barzin, *L'Iran nucléaire*, L'Harmattan, 2005 (préface de F. Khosrokhavar).
S. Chubin, *Iran's Nuclear Ambitions*, Washington, Carnegie Endowment, 2006.
T. Delpech, *L'Iran, la bombe et la démission des nations*, Autrement-CERI, 2006 ; *Le Grand Perturbateur. Réflexions sur la question iranienne*, Grasset, 2007.
M.-R. Djalili, *Iran. L'illusion réformiste*, Presses de Sciences-Po, 2001 ; *Géopolitique de l'Iran*, Bruxelles, Complexe, 2005.
F. Heisbourg, *Le Choix des armes*, Stock, 2007.
F. Khosrokhavar et O. Roy, *Iran : comment sortir d'une révolution religieuse ?*, Le Seuil, 1999.
B. Tertrais, *Iran. La prochaine guerre*, Le Cherche Midi, 2007.
F. Thual, *Géopolitique du chiisme*, Arléa, 2002.
Nouvelles persanes. L'Iran d'aujourd'hui évoqué par ses écrivains, présentation de G. Lazard, Phébus « Domaine persan », 1980. Une très bonne vision de la vie quotidienne et des tensions sociales.

➤ Sur Arte, le 11 février

une journée spéciale, de 9 h 55 à 23 heures, avec plusieurs documentaires inédits sur l'Iran d'hier et d'aujourd'hui.

Jean-Michel Vecchiet revient, dans son documentaire (écrit avec Jean-François Colosimo et Olivier Mille) *Iran, une puissance dévoilée*, le destin d'une nation prise entre tradition et modernité, sécularisation et religion, Orient et Occident. Des campagnes iraniennes aux rues de Téhéran, le documentariste Petr Lom a quant à lui suivi les déplacements et les discours du président iranien Ahmadinejad : il en décrypte le populisme et l'antiaméricanisme dans *Lettres au président*. La programmation fait aussi la part belle au patrimoine culturel iranien à travers des documentaires qui abordent le cinéma (*L'Iran, une révolution cinématographique* de Nader T. Homayun), l'architecture (*La Mosquée royale d'Ispahan* de Richard Copans), la télévision (*La Télévision des Iraniens* de Sonia Kronlund) et même l'art contemporain (*La Cave aux trésors : l'incroyable histoire du Musée de Téhéran* de Bahman Kiarostami). Bien entendu, la place des femmes n'est pas oubliée avec *Ma famille à Téhéran* d'Afsar Sonia Shafie où trois générations de femmes racontent leur vie de couple, leurs aspirations amoureuses, leur quotidien... Et surtout avec la diffusion à 23 heures du film de Jafar Panahi, Lion d'or à Venise, *Le Cercle*, ou la course désespérée de femmes proscrites dans un Téhéran aux allures de prison. O. T.

En vente chez votre marchand de journaux

Géopolitique et cultures de l'Iran

Voyage culturel du 6 au 19 octobre 2009 avec Barah Mikaïl

En partenariat avec l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)

Terre Entière vous propose des voyages culturels pour traverser le passé et comprendre l'actualité du monde : du royaume millénaire d'Élam à l'empire fondé par Cyrus en 538 avant notre ère, de la Perse à l'Iran actuel, découvrez un patrimoine archéologique et culturel de toute beauté.

Vous vous rendrez dans des lieux qui portent la mémoire des plus grandes civilisations : Persépolis, merveille architecturale érigée sous la dynastie des Achéménides, Chiraz, berceau de la culture persane, Ispahan, capitale emblématique des Safavides à partir du XVIe siècle. Sans oublier la beauté des sites naturels de l'Iran que vous traverserez en toute quiétude.

Accompagné par Barah Mikaïl, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques, *Géopolitique et cultures de l'Iran* associera aux visites des conférences et diverses rencontres avec des représentants de la société civile. Ces moments privilégiés d'échanges seront l'occasion de mieux appréhender l'histoire et la culture iraniennes d'hier et d'aujourd'hui, au-delà des clichés et des préjugés.

Terre Entière vous propose également dès ce printemps un circuit culturel intitulé *Pierres et lettres persanes*. Choisissez votre manière d'aborder la majesté et la finesse d'un grand pays d'Orient particulièrement accueillant envers le voyageur qui cherche à le connaître en vérité.

Terre Entière propose chaque année une gamme variée et originale de circuits culturels dans les cinq continents. Accompagnés par des conférenciers, ces voyages nourriront votre soif de découverte en petit groupe. Terre Entière organise aussi des croisières culturelles, fluviales et maritimes, en s'appuyant toujours sur les intervenants les plus qualifiés. Avec Terre Entière, osez l'ouverture culturelle !

TERRE ENTIÈRE
CULTURE • VOYAGES • PASSION

www.terreentiere.com

10 rue de Mézières - 75006 Paris ou Tél. : 01 44 39 03 03